

# LES ACTES \_ 2017

Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

À la recherche de nouvelles formes de prospérité

*In Search of New Forms of Prosperity*

## ACTE IV

---

### COMMENT MIEUX PARTAGER LES RICHESSES ?

*How to share wealth more equitably?*



---

**Session 1 LA PROSPÉRITÉ SUPPORTE-T-ELLE LES INÉGALITÉS ? \_\_\_\_\_ 3-30**

Contributions : B. Gaignier ; L. Gallois ; É. Lombard ; M. Ponyo Mapon ; S. Singh ; L. Tyson  
Coordination : L. Boone / Modération : F.-X. Pietri

**Session 2 DOIT-ON LUTTER CONTRE LA CONCENTRATION DES RICHESSES ? \_\_\_\_\_ 31-57**

Contributions : D. Kling ; A. Marraud des Grottes ; L. Moutault ; H. Oumarou Ibrahim ;  
T. Smeeding  
Coordination : H. d'Albis / Modération : S. Delanglade

**Session 3 LA GUERRE DES GÉNÉRATIONS AURA-T-ELLE LIEU ? \_\_\_\_\_ 59-85**

Contributions : A. Bozio ; M. Courtecuisse ; E. Fornero ; L. Kotlikoff  
Coordination : M. Debry / Modération : G. Goubert

**Session 4 LA FINANCE PEUT-ELLE ÊTRE RESPONSABLE ? \_\_\_\_\_ 87-107**

Contributions : J.-B. Lévy ; N. Notat ; L. Zinsou  
Coordination : B. Badré / Modération : H. Chevillon

**Session 5 QUELS SONT LES OUTILS DE REDISTRIBUTION ? \_\_\_\_\_ 109-137**

Contributions : R. E. Fife ; B. de Moucheron ; S. Pallez ; B. Petrongolo ; Ph. Van Parijs  
Coordination : A. Trannoy / Modération : M. Landré

**Session 6 LES ÉCONOMIES CONVERGERONT-ELLES ? \_\_\_\_\_ 139-167**

Contributions : K. S. Jomo ; R. Madougou ; J. Mugo ; Th. Pilenko ; M. Soual  
Coordination : L. Ragot / Modération : I. Gounin-Lévy

**Session 7 D'UN MONDE D'INÉGALITÉS À UN MONDE DE SOLIDARITÉS \_\_\_\_\_ 169-190**

Contributions : J. Attali ; P.-A. de Chalendar ; E. Duflo ; G. Lamb ; I. A. Mayaki  
Coordination : P. Jacquet / Modération : B. Mathieu

---



## **ACTE IV**

---

# **COMMENT MIEUX PARTAGER LES RICHESSES ?**

*How to share wealth more equitably?*



# LA PROSPÉRITÉ SUPPORTE-T-ELLE LES INÉGALITÉS ?

# 1

---

<b>COORDINATION</b>	<b>L. Boone</b> ( <i>Cercle des économistes</i> )
<b>CONTRIBUTIONS</b>	<b>B. Gainnier</b> ( <i>PwC France &amp; Afrique francophone</i> ) <b>L. Gallois</b> ( <i>La Fabrique de l'industrie</i> ) <b>É. Lombard</b> ( <i>Generali France</i> ) <b>M. Ponyo Mapon</b> ( <i>Ancien Premier ministre, République démocratique du Congo</i> ) <b>S. Singh</b> ( <i>MasterCard Center for Inclusive Growth</i> ) <b>L. Tyson</b> ( <i>University of California, Berkeley</i> )
<b>MODÉRATION</b>	<b>F.-X. Pietri</b> ( <i>TF1</i> )

---

FRANÇOIS-XAVIER PIETRI — Le titre de ce débat fait lui-même débat: la prospérité supporte-t-elle les inégalités? C'est une façon assez particulière de poser le problème. Il y a bien sûr plusieurs questions autour de cette thématique: la croissance fabrique-t-elle des inégalités, s'en nourrit-elle? Ou au contraire, le traitement des inégalités peut-il lui-même être un instrument de croissance? C'est à l'ensemble de ces questions que nous allons essayer de répondre.

LAURENCE BOONE — Si on revient à la racine étymologique du mot, la prospérité est quelque chose qui est favorable à l'espérance. Les cartes des derniers scrutins

électorales dans différentes régions du monde montrent que les gens qui ont perdu l'espérance radicalisent leur position politique. Premier message : si on n'arrive pas à faire bénéficier à tous de la prospérité, on risque de courir vers des politiques économiques qui seront dommageables pour tous.

La deuxième chose que je voudrais évoquer, ce sont les inégalités. Que met-on derrière ce mot ? On établit souvent un lien entre ouverture des échanges et inégalités galopantes, mais en fait il y a plutôt trois éléments : l'ouverture des échanges, la technologie, et l'inégalité qui arrive parce que les hauts revenus augmentent et reçoivent une part grandissante de la richesse créée. Et puis il y a les inégalités qui augmentent parce que 40 % de la population ont vu leurs revenus stagner ou pire, décroître. Ce qui crée le sentiment de frustration, le manque d'espérance, donc la perception d'une absence de prospérité, sont les 40 % de la population qui ne bénéficient plus des gains de la croissance.

Une fois qu'on a posé comme préalable qu'il faut s'intéresser à ces 40 % pour les réconcilier avec la prospérité en les en rendant bénéficiaires, je vous propose deux mots du point de vue de la macroéconomie pour pouvoir inscrire le débat avec précision dans les pays développés et dans les pays en développement.

La première chose que dit le cadre théorique, c'est que les inégalités vont de pair avec la croissance. Pour qu'il y ait l'innovation dont parlait Philippe Aghion<sup>1</sup>, il faut qu'il y ait un rendement du capital, donc des gens qui investissent du capital et qui ont forcément plus de revenus que d'autres. Ce qu'on sait aussi, c'est qu'en principe, avec le développement, ces inégalités devraient décroître, d'abord l'accès à l'éducation, à des métiers qualifiés et à la richesse, s'ouvrent de plus en plus, et en second lieu, parce que la capacité à redistribuer s'améliorerait.

---

1. Voir Acte I, session 1. « Qu'est-ce-que la prospérité aujourd'hui ? »

Mais ce qu'on voit, c'est qu'il ne suffit pas de créer des richesses et de les redistribuer, puisque en dépit de tout, le processus engendre la perception d'un manque de prospérité. Pourquoi? En partie parce qu'on n'a pas mis les bonnes politiques économiques en place, en particulier parce qu'on n'a pas suffisamment travaillé en faveur de l'égalité des chances à travers l'éducation. En partie aussi, et c'est ce que révèlent ces votes, qui sont très intéressants, parce qu'une partie de la population se déconnecte de l'activité économique et qu'elle a de moins en moins accès aux services publics. On voit ainsi que les votes les plus populistes dans les régions du monde concernées, sont le fait des populations dont le bureau de poste a disparu, dont la gare a fermé, dont le service de santé s'est éloigné.

Il faut donc s'attaquer à tout cela avec des investissements publics : il s'agit des infrastructures de la santé, de l'éducation. On le sait. Le propos de cette session est de demander ce qu'on fait en pratique et surtout ce qu'on fait aujourd'hui ?

LAURA TYSON — First, let me say that it is a pleasure to be back. I have had the honour of participating in these wonderful conferences several times. Aix is a very special place, and the conferences always bring together outstanding scholars and dedicated students to tackle important economic issues. The relationship between economic growth and rising income inequality is one of these issues.

I will be talking primarily about income inequality and economic growth in the developed countries. However, I want to underscore what my friend and colleague David Miliband said earlier<sup>2</sup>, which is that, while we are talking about possible trade-offs between growth and inequality in developed countries, we need to recognize that there have been many countries

---

2. Voir Acte I, session 1. « Qu'est-ce-que la prospérité aujourd'hui ? »

around the world over the past 50 years that have had dramatic success at bringing hundreds of millions of people out of poverty while growing very fast. I think of China and a number of Asian economies, as examples.

When we consider the question of how growth is related to income inequality, we need to be aware of the fact that there is no simple relationship, that it varies across countries, it varies across levels of development, it varies across time periods, and it varies across different measures of income. Moreover, if we are thinking about inequality, maybe that is the wrong perspective; maybe the right perspective is how growth is related to poverty reduction or to trends in middle-class living standards. To the median worker or her family, the important question is not whether faster growth leads to more income inequality but whether it leads to falling, stagnant or rising middle class wages and incomes.

Much of the debate in the West in recent years has focused on the very large income gains of the top 1%, but perhaps the real focus of analysis and concern should be the stagnation of living standards in the middle of the income distribution and the difficult problems confronting people living in poverty at the bottom. Clearly, in the OECD we have had 30 years or more of growth with increasing inequality, albeit to different extents in individual countries. Income inequality as measured by the share of income going to the top 10% and the top 1% is now at or near an all-time high in the US and several other developed countries. The question for policy-makers is to identify the basic common factors leading to this rise in inequality. The answers offered by many citizens, politicians and experts not trained in economics, focus on globalization, on competition from emerging markets, on labor-market arbitrage, on capital moving to locations with lower-cost labor. For many critics, globalization is the primary cause of the stagnation of middle-class incomes and the rise in income inequality.



The evidence does not support this conclusion and most economists disagree with it. I will just take the US as an obvious example. Looking at the erosion of middle-class jobs or the persistence of high levels of poverty in the US, you would be hard-pressed to find evidence that globalization is the cause. The loss of manufacturing jobs, for example, which is a major source of middle-income stagnation in the US, is probably about 80% the result of technology and only about 20% the result of globalization and other factors like the decline in unionization. Therefore, I will not focus on globalization because I do not think it is the primary driver of income inequality. Instead, I will focus on technological change because I think it is.

I am impressed by the evidence that has been developed by a number of my colleagues, both in Europe and in the US, looking at how labor-saving, skill-biased technological progress has, over the last 30 years, eliminated middle-income job opportunities while creating high-income job opportunities for those whose skills are complemented by such progress. Skill-biased technological change has increased the demand for workers with the necessary skills and education while reducing the demand for workers whose jobs can be done more effectively by smart machines. The results have been increasing wage inequality, which is the primary driver of overall income inequality, and the polarization of labor markets-with a growing share of high-wage high-skill employment, a shrinking share of middle-wage, middle-skill employment and a rising share of low-wage, low-skill employment in labor-intensive jobs that are better done in cost-effective ways by humans than by intelligent machines.

I want to leave one other point with you, because I believe that the effects of skill-biased and labor-saving technological progress on the future of work and income inequality are issues

that societies will have to grapple with.. These issues will become even more important as artificial intelligence substitutes for human labor in both routine manual and routine cognitive tasks that currently employ millions of workers around the world. What do we do, for example, with education? What do we do with lifelong learning? What do we do to help people move from job to job as technology changes the composition of jobs very quickly? How can we retrain truck drivers when they are displaced by autonomous vehicles or retail workers when they are displaced by online shopping or data entry coders when they are displaced by algorithms? What kind of social contract will be needed if and when intelligent machines displace a significant share of working-age citizens or reduce their wages to levels that do not provide a standard of living consistent with societal and political norms? These are the tough challenges that will have to be addressed as artificial intelligence changes the future of work –both the number of jobs and the quality of jobs.

I want to make a final point about the relationship between income inequality and growth that focuses not on technology but on gender. I met Christine LaGarde, current the Executive Director of the International Monetary Fund at this conference many years ago, and we have shared many panels since then. Christine would say that we cannot achieve more inclusive economic growth without reducing persistent gender gaps, whether in wages, in employment or in leadership. I agree. As I argued in a recent report for the UN Secretary General, if we want to promote growth with greater income equality, we should begin with policies that promote gender equality and women's economic empowerment.

FRANÇOIS-XAVIER PIETRI — Monsieur Ponyo Mapon, vous avez été Premier ministre de la République démocratique du Congo pendant cinq ans, vous avez également

été ministre des Finances. Pendant vos années d'exercice, la croissance de votre pays a bondi, en moyenne, de 8 % par an.

Comment parvient-on, dans une économie et un pays comme le vôtre, à réduire les inégalités ?

MATATA PONYO MAPON — L'essentiel de mon intervention sera consacrée à la méthode qu'on utilise pour favoriser la prospérité à travers une croissance économique mais aussi réduire les inégalités ou réduire la pauvreté. Pour résumer cette méthode, deux mots essentiels : d'abord la gouvernance, ensuite le leadership.

La gouvernance est essentielle pour tout à la fois favoriser la prospérité, réduire la pauvreté et, par ricochet, les inégalités. Une bonne gouvernance permet une meilleure utilisation des ressources publiques. Ce sont elles qui permettent effectivement de financer les activités susceptibles de réduire la pauvreté. Dans l'action publique, il y a les dépenses et les recettes. Une meilleure gouvernance consiste notamment à rationaliser les dépenses et, en l'espèce, à les canaliser vers les secteurs réducteurs de la pauvreté. On a cité l'éducation, la santé, j'ajoute l'agriculture, l'énergie, et bien sûr les routes des dessertes agricoles lorsqu'il s'agit des pays en voie de développement. L'éducation est un secteur porteur de croissance et un secteur qui réduit les inégalités et la pauvreté. La santé, mêmement. L'éducation et la santé constituent deux piliers importants. Lorsque nous étions aux affaires en tant que ministre des Finances, puis Premier ministre, nous avons favorisé la canalisation des ressources notamment vers ces secteurs. Les ressources affectées à l'éducation, par exemple, sont passées de 4 % à 16 % du budget, faisant de l'éducation le secteur le plus financé de l'État. Cela est très important parce que si vous voulez réduire les inégalités, il faut que la population ait plus de connaissances. Il y a eu certaines réformes pour réduire la pauvreté mais aussi pour réduire la corruption et la

fraude. La fraude et la corruption sont deux éléments qui puisent dans les ressources publiques en faveur des plus riches, des plus favorisés, des plus puissants.

Mais pour réussir la gouvernance dans un pays où le degré de pauvreté est élevé, où le niveau de protection des plus riches est élevé, où la justice est insuffisante, il faut un leadership fort, le leadership étant cette capacité des dirigeants, à travers une vision, à appliquer des méthodes qui conduisent tout le monde vers le respect des autres, vers l'utilisation rationnelle des ressources publiques. Le leadership est un ensemble d'actions qui permet non seulement de créer des opportunités mais aussi de favoriser le financement des secteurs qui sont porteurs de croissance. Je crois que ce type d'actions, qui allie à la fois un leadership fort et une utilisation rationnelle des ressources publiques, produit effectivement des résultats positifs. Dans le cas de la République démocratique du Congo, nous avons connu une réduction sensible de la pauvreté qui a fait gagner 11 points en l'espace de trois ans à la RDC dans le classement de l'Indice du développement humain, indice objectif établi par le PNUD, programme des Nations-Unies pour le développement. Cet indicateur est un indicateur global, synthétique, qui comprend à la fois le niveau de l'éducation, le niveau de la santé, le niveau d'accès à la nourriture, l'espérance de vie moyenne...

En conclusion, je dirais que, pour réduire les inégalités, c'est-à-dire pour réduire la pauvreté, il faut que le gouvernement ait un programme et une vision, lequel programme doit être axé sur un leadership fort et une meilleure gouvernance des ressources publiques. En d'autres termes, mathématiquement, nous pouvons mettre la formule comme ceci : la réduction de la pauvreté ou la réduction des inégalités est fonction d'un leadership fort et d'une bonne gouvernance.

FRANÇOIS-XAVIER PIETRI — Bernard Gainnier.  
Vous avez d'une certaine façon une double casquette, puisque

vous dirigez les activités de PwC pour la France et pour l'Afrique francophone avec des registres complètement différents entre un pays développé et des pays en développement.

BERNARD GAINNIER — Si on posait cette question aux dictateurs, aux anarchistes et aux démocrates, on aurait des réponses très différentes. Et pour nous qui sommes des démocrates, je crois que nous sommes à la croisée des chemins sur ce sujet. Il y a une certaine urgence à répondre à cette question et à y répondre autrement que nous l'avons fait depuis la deuxième guerre mondiale. En tant que chef d'entreprise et conseil de ces entreprises, chez PwC nous réfléchissons au sens de l'Histoire. Finalement, si les entreprises se sont développées, elles ont eu à arbitrer massivement sur leurs ressources à cause de trois facteurs : la mondialisation, la financiarisation et les évolutions de la technologie. Ce qui a conduit à ce que les flux, les lieux de production, même pour les services, évoluent largement depuis 70 ans et petit à petit, une évolution de l'économie s'est fait jour. On la connaît, je ne vais pas revenir là-dessus. Mais petit à petit aussi, on le voit aujourd'hui et c'est le sujet de ces Rencontres, les individus et les communautés perçoivent cette spirale négative dans leur quotidien. En fin de compte, la mesure de la croissance à travers des moyennes cache profondément des disparités qui deviennent des dénis de réalité.

PwC réfléchit à ces sujets et nous avons contribué à la réflexion au G20. Nous avons formulé des propositions afin de réconcilier demain entreprises, économie et société. Je vais répondre en tant que chef d'entreprise mais auparavant, lancer quelques pistes sur ces grands sujets. Je crois que la croissance économique ne suffit plus à garantir le progrès social et surtout, la performance financière, pour moi qui suis un homme du chiffre, ne peut plus être la seule mesure du succès. Cette mesure du succès doit être effectuée selon une maille beaucoup plus fine qu'elle ne l'était antérieurement : la proximité, le local

sont absolument essentiels. En troisième lieu, les politiques publiques sont également essentielles dans la mesure où elles doivent non seulement prendre en compte des objectifs sociaux plus larges mais aussi les imposer. L'investissement massif dans l'éducation est une donnée-clé et tous les acteurs doivent participer, pas simplement l'Éducation nationale : l'entreprise a un rôle à y jouer. La technologie, enfin ; on voit bien qu'elle joue un rôle massif, qu'elle est insensible à l'humain, en tout cas aujourd'hui, et qu'elle doit être maîtrisée. Il est de notre responsabilité de la mettre au service de l'Homme.

Pour l'Afrique, je ne peux qu'être d'accord avec ce qui a été dit : la problématique africaine est d'abord une problématique de gouvernance. Compte tenu de l'environnement dans lequel ces pays évoluent, le leadership est donc clé. Et croyez-moi, quand vous vous baladez en Afrique, vous percevez un sentiment de malaise par rapport à tout cela. Les dirigeants ont donc une grande responsabilité. Ils font face à des enjeux massifs qui sont liés aux potentiels de l'innovation et des sauts technologiques, mais en même temps, ils doivent résoudre des problèmes basiques d'infrastructure et d'électrification.

Vis-à-vis des chefs d'entreprise que je côtoie tous les jours, j'ai une conviction forte, c'est que l'entreprise ne peut plus se contenter de la *shareholder value*. C'est du passé. L'entreprise a une grande responsabilité, que j'essaie de porter tous les jours, qui est de m'assurer que PwC et les entreprises que nous conseillons prennent en compte l'engagement de l'entreprise dans le bien social, dans ses actions au cœur de la cité et dans l'espace public. PwC, a une fondation. Nous essayons, au travers de la compétence que nous accordons aux associations, de créer du lien, de résoudre tous les jours des problèmes d'inégalités. C'est absolument essentiel. C'est aussi ce que nous demandent nos équipes. Je crois donc que l'entreprise fait partie de la solution, pour répondre à la question essentielle qui est le rôle, demain, de l'économie et des acteurs économiques.

L'entreprise a un rôle à jouer, et je terminerai là-dessus, avec deux grandes familles d'entreprises aujourd'hui. Il y a celles qui ont compris ce que je viens de dire, qui abordent l'avenir avec confiance et qui vont peut-être aller encore plus loin, et celles qui n'ont pas compris, qui croient que ça va passer, qu'il leur faut simplement réduire les coûts, réduire la voilure, se mettre à l'abri dans le premier port sur leur route. Je crois que ces chefs d'entreprise-là vont faire face à ce qui sera beaucoup plus qu'un orage. Nous sommes, me semble-t-il, à un moment historique pour nos démocraties et les chefs d'entreprise ont une grande responsabilité. Il faut agir pour donner corps à cette ambition, savoir forger une vision, une raison d'être. En faisant cela, ces entreprises contribueront à résoudre la question et à être une partie de la solution.

FRANÇOIS-XAVIER PIETRI — Shamina Singh, dans les travaux publiés par MasterCard que vous nous avez transmis, deux recommandations apparaissent plus fortement, pour la réduction des inégalités : démocratiser la productivité, et promouvoir la mobilité sociale.

SHAMINA SINGH — By removing my translation headphones, what I have effectively done is reduced my productivity, reduced my ability to engage with the audience and with the other speakers, so there is a deficiency there. That is the essential theory of change behind what we are doing at the MasterCard Centre for Inclusive Growth, this recognition that there are networks that drive the modern economy. These networks can be education networks, they can be health networks, they can be financial networks, which is obviously the area that a company like MasterCard would play in, but the notion is that there are networks, and if you are not connected up into these networks, you are cut off, you are trapped in your own particular ecosystem.

The idea behind the Centre is to connect public and private resources in such a way as to reduce the barriers to the modern networks that are driving the economy. We have to do this together because the problems are too big to solve in and of themselves. Can you increase productivity by reducing exclusion?

Think about being a student in this university who has access to the amazing professors, the amazing knowledge, the amazing outputs that are coming here, but maybe does not have access to PwC or to MasterCard. We are multinational organizations which employ thousands of people and generate billions of dollars of income and profit to a whole host of countries, employees, societies, individuals, foundations and the like. However, if you as a student are not connected up into a network and are interested in working for a company or doing this kind of work, then how on earth do we make sure that we are reaching every student who has the talent, ability and ambition to do more?

That is the kind of work that we are doing at the Centre. We have brought in practitioners, people like Anthony from the Philippines who are on the front lines of inclusive growth, along with academics like Laura Tyson, one of our senior advisors who sits on our academic advisory board, with CEOs and businesspeople from across other companies like Unilever, the companies that get it, if you will, that understand the social impact and their responsibility in it, to bring everybody together in such a way that it allows those who are working in this space to increase productivity by reducing barriers. We are doing it in a number of different ways and in a number of different places. This issue of democratizing productivity is one of the issues that will increase anyone's ability to access the networks and the resources to improve their lives.

I am a living example of this idea. My mother was born in India, in the farms of Punjab. She was born without ID –



women in India do not get birth certificates, so if you are a woman in India and born without a birth certificate, you do not have the essential ingredient to access any resources. Without a birth certificate, she could not go to school, she could not go to university, she could not get a job, the only thing she could do was get married. That is why I am here, I am thankful for that, but my parents together came to the US. They moved to a different network to get better opportunity, and luckily, my country, the US, was open to receiving them. I am a living example of somebody who has benefited from a history of ambitious people taking the opportunity, and using the networks to advance.

Social mobility is part and parcel of this entire relationship, with public-private partnership, democratizing productivity, and social mobility. It is especially concrete and especially worrisome here in Europe, where many of the skilled youth do not have jobs. That is a bad thing for any country, especially a region that is looking at idle youth, and as somebody who used to be one, I know what I can do with my time when I am not doing something productive, so it is really important that we think about policies and protocols that get young people into these job systems. That is where companies like MasterCard play a big role, it is where companies like PwC play a big role, and it is where many more private sector companies can engage and do much more in this space.

FRANÇOIS-XAVIER PIETRI — Éric Lombard de Generali, avec vous, nous retournons vers l'entreprise. Vous allez nous dire quel est le rôle de l'entreprise socialement responsable comme facteur-clé de réduction des inégalités qui est pour vous un axe très important.

ÉRIC LOMBARD — La prospérité supporte-t-elle les inégalités? La réponse est simple, c'est non. Le jour où

tous ceux qui se sentent exclus iront voter, s'ils votent pour les extrêmes, nous n'aurons plus de système économique et politique nous permettant de fonctionner librement, pour le dire de façon très rapide. Il y a donc urgence.

La solution est, elle aussi, très simple : il faut changer la finance et changer le fonctionnement des entreprises. Et c'est possible. Aujourd'hui, et contrairement à ce qu'on peut penser, l'activité financière prend de plus en plus en compte les sujets éthiques et la responsabilité sociétale. Il y a une quinzaine d'années, je dirigeais BNP-Paribas Cardif et nous avons décidé, en plus des critères de rentabilité, de donner des notations de responsabilité sociétale à nos investissements, avec un double objectif : avoir une rentabilité convenable et améliorer la note de RSE qui était à l'époque donnée par Vigeo. Ce type de pratique se développe, d'abord parce que les clients le demandent de plus en plus, il y a un développement des fonds éthiques.

J'ai lu dans le *Financial Times* un article sur Swiss Re, géant de la finance européenne, des collègues tout à fait honorables. Swiss Re n'est pas réputée pour être une entreprise qui s'intéresse tous les jours aux inégalités, mais ils ont décidé de prendre en compte les données éthiques dans leurs investissements. Et je peux vous dire que si tous les investisseurs prennent en compte les données de responsabilité sociétale dans leurs investissements, on aura beaucoup moins d'émetteurs de carbone, beaucoup moins d'entreprises qui se comportent contre l'intérêt général et contre l'intérêt des salariés. Ce qu'il faut donc de plus en plus, c'est que les clients poussent tout cela et ne choisissent que des investisseurs, des compagnies d'assurance, des gestionnaires d'actifs qui prennent cela en compte.

Une fois qu'on a dit ça, l'entreprise qui elle-même respecte des critères de responsabilité sociétale est-elle suffisamment rentable pour se développer ? Ne soyons pas naïfs, nous savons très bien qu'une entreprise qui n'est pas rentable n'a pas

d'avenir. Et si, à force de s'occuper de l'environnement et du bien-être des salariés l'entreprise meurt, on n'a rien gagné. Chez Generali, nous avons procédé à une expérience extrêmement simple. L'opération s'appelle « Generali Performance Globale », elle a consisté à demander à nos clients une notation en termes de leur responsabilité sociétale. Ce qu'on constate, c'est qu'on peut accompagner les entreprises dans leur volonté d'être plus respectueuses de l'environnement, de leurs salariés et plus conscientes de leur vision à long terme. Pourquoi cette initiative ? Parce que nous nous sommes rendu compte que, pour un assureur, ces entreprises-là étaient moins risquées : on y constate moins d'accidents du travail, moins de dégâts à l'environnement, toutes choses qui coûtent cher à l'assureur.

Ce qui est encore plus intéressant, c'est que nous avons aussi regardé les performances économiques de ces entreprises qui investissent beaucoup dans la responsabilité sociétale, le respect de l'environnement, le dialogue social, etc. Eh bien la plupart de ces entreprises ont des performances économiques meilleures que celles de leurs concurrents : les entreprises qui ont un comportement éthique sont aussi des entreprises efficaces et les investisseurs qui intègrent l'éthique dans leurs critères d'investissement sont des investisseurs qui réussissent et donnent un bon rendement à leurs clients.

La solution de tout cela est donc très simple : il faut militer pour qu'on passe de ce qu'on appelait l'économie sociale de marché à une économie éthique de marché pour introduire la responsabilité sociétale dans les comportements.

FRANÇOIS-XAVIER PIETRI — Louis Gallois, vous avez été un grand chef d'entreprise, vous êtes l'auteur d'un rapport sur la compétitivité française, et aujourd'hui à la tête de la Fabrique de l'industrie, groupe de réflexion sur l'industrie, ce qui est une autre approche. Quelles sont vos solutions très concrètes ?

LOUIS GALLOIS — La lutte contre les inégalités et pour la solidarité est, pour moi, un combat républicain. Je crois que la solidarité crée la prospérité autant que la croissance du PIB. La lutte contre les inégalités passe à la fois par des politiques nationales et des mobilisations d'énergies locales. Je m'étendrai un peu plus sur la deuxième partie, mais les politiques nationales sont essentielles. La politique fiscale en particulier et l'impôt sur les successions, qui est un reproducteur d'inégalités dès lors que les successions ne sont pas suffisamment taxées. L'éducation et la formation, bien sûr, en font également partie. Plus largement, la lutte organisée contre la pauvreté pour éviter en particulier la reproduction de la pauvreté de génération en génération ; nous avons besoin d'une prise en charge politique de l'ensemble des problèmes de pauvreté : logement, chômage, pauvreté pécuniaire, santé, etc. Et enfin, l'aménagement du territoire. Il va falloir recréer de l'aménagement du territoire en France, car le pays est en train de se fracturer, mais je ne m'étends pas là-dessus parce que je voudrais dire un mot de la mobilisation des énergies territoriales.

Je suis président du fonds d'expérimentation zéro chômeur créé par une loi en 2016. Nous visons, à éradiquer sur dix territoires le chômage de longue durée. Notre objectif, c'est zéro chômeur de longue durée volontaire sur ces territoires. Cet objectif s'appuie sur trois convictions. La première, c'est que tout le monde est employable dès lors que l'on trouve des emplois adaptés aux capacités et aux situations des personnes. La deuxième, c'est qu'il y a une masse considérable de travaux utiles qui se situent aux interstices de notre société, qui ne sont concurrents ni des travaux marchands ni de ceux accomplis par les institutions publiques et qui renforcent le bien-être des populations. La troisième conviction, c'est qu'il y a de l'argent ! Parce qu'un chômeur de longue durée coûte, en France, tout compris, entre 15 et 20 000 euros par an, c'est-à-dire le SMIC chargé. Donc il y a de l'argent, si on est capable de le mobiliser.

Sur ces territoires, il faut commencer par créer un consensus fort par le biais d'un comité local qui réunit les élus, les instances politiques, les services de l'État qui sont en situation de partenariat et non plus de contrôle ou de prescription, les entreprises et leurs organisations (chambre des métiers, chambres d'industrie), les syndicats et, bien sûr, les associations présentes sur le territoire. Il est essentiel de créer un consensus fort sur cette initiative. Ce comité local crée une entreprise à but d'emploi, c'est-à-dire une entreprise dont le produit est l'emploi. Ça peut être sur des sujets d'une extrême diversité, depuis la garde des enfants après l'école, l'économie circulaire, le tourisme, l'exploitation des ressources touristiques des petites villes pour lesquelles personne ne peut payer les gens, les ressources inexploitées... comme en Lorraine, par exemple, où les vergers de mirabelles sont laissés à l'abandon. Ce peut être la récupération de la laine des moutons pour faire des matelas en laine, car on ne fait plus de matelas en laine en France alors que la demande existe. Ça peut être aussi l'assistance à des artisans qui ne peuvent pas se payer quelqu'un pour prendre les rendez-vous au téléphone.

Cette expérimentation est actuellement en cours. Nous avons embauché à peu près 250 personnes depuis le début de l'année, nous passerons à 400 en septembre, 700 à la fin de l'année, 2 000 à la fin de l'année suivante. C'est évidemment une petite expérimentation, mais nous la menons sur des territoires d'une extrême diversité, communautés de communes complètement rurales, quartiers de petites villes, un quartier de la ville de Thiers, mais également un quartier de Villeurbanne, une partie du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, deux territoires de la métropole lilloise... Nous allons tirer les enseignements de cette expérimentation, nous sommes déjà en train de réunir des territoires pour une deuxième phase et avons déjà plus de 60 territoires qui sont prêts à se lancer dans cette opération. C'est un travail considérable, absolument

passionnant. Je ne sais pas si nous réussirons mais en tout cas, je peux vous le dire, ça vaut le coup d'être tenté.

QUESTION DU PUBLIC — Monsieur Gallois, vous avez l'enthousiasme et tout ce que vous dites est d'une évidence folle, mais on se demande pourquoi il n'y a pas vingt ans ou trente ans qu'on s'est attelé à ce projet, avec l'énergie que vous y mettez. Quels sont les freins ? Et dans votre enthousiasme, on entend « on va essayer », et on a l'impression que vous prenez la mesure encore maintenant des freins énormes qui empêchent tous ces acteurs d'œuvrer dans le sens du bien commun.

LOUIS GALLOIS — Tout d'abord, je ne suis pas l'inventeur de ce dispositif. L'inventeur est Patrick Valentin<sup>3</sup> et c'est ATD Quart-Monde qui a lancé ce projet. C'est devenu une loi, votée à l'unanimité par le Parlement, l'Assemblée nationale et le Sénat. Il est directement financé par l'État. Mais il faut que le relais soit pris par tous les bénéficiaires des économies réalisées par le fait qu'on met les gens à l'emploi : le RSA que doivent reverser les départements, l'Unedic de même, etc.

Pourquoi ne l'a-t-on pas fait jusqu'à maintenant ? Je pense que personne n'avait inventé le logiciel. Maintenant qu'il existe, on le met en œuvre. C'est très compliqué et je ne suis pas sûr que nous réussirons à 100 %. Mais je peux vous dire qu'on apprend énormément de choses sur la manière de mobiliser les énergies territoriales sur les capacités des chômeurs de longue durée sur la manière de découvrir qu'il y a sur le terrain une masse gigantesque de travaux utiles... Qu'est-ce qu'un travail utile ? C'est un travail qui est considéré comme utile pour la personne qui l'accomplit et pour son environnement. S'il est jugé utile pour l'environnement, il est utile. Nous avons un problème de non concurrence : il ne faut pas que ces emplois

3. Militant d'ATD Quart-monde, né à Angers en 1943, à l'origine du projet « Territoires Zéro chômeur de longue durée ».

soient concurrents d'emplois qui existent, sinon ça devient le sapeur Camember, on creuse un trou pour en combler un autre. C'est donc une opération difficile et délicate, mais passionnante.

**BERNARD GAINNIER** — Peut-être un élément de réponse à votre question de savoir pourquoi on ne l'a pas fait avant. Il me semble, que ce soit d'ailleurs en Afrique on en France, et particulièrement en France, le grand enjeu, c'est encore que les acteurs eux-mêmes aient le même objectif. J'ai peur que ce soit compliqué à cause de cela. Souvent, que ce soit sur les sujets que Louis Gallois essaie de résoudre ou en matière de développement économique dans les territoires, les acteurs économiques ou publics ont des visions différentes de leur action. La question du sens, donc du bien social, est posée. Si vous répondez à cette question de façon concrète, vous arrivez à des solutions. C'est l'un des enjeux principaux : nous avons des organisations et des institutions qui ne sont pas toujours alignées et c'est ce qui fait la difficulté de l'action.

**QUESTION DU PUBLIC** — Est-ce qu'il y a toujours eu de l'inégalité dans l'histoire de l'humanité ? La question n'est-elle pas plutôt du degré d'inégalité que la prospérité peut accepter pour que l'ensemble d'une société se sente plutôt bien ?

**MATATA PONYO MAPON** — La problématique du degré d'inégalité est un faux problème. Parce que la meilleure solution aurait été que le niveau d'inégalité soit égal à zéro. C'est l'objectif de toute politique économique : garantir le meilleur niveau de vie à l'ensemble de la population. Mais je pense que c'est une équation difficile ! Même à l'époque où les États-Unis d'Amérique, vers les années 2000, ont réalisé le plein emploi, il y avait toujours un taux de chômage incompressible de l'ordre de 4 %. À l'époque du président Clinton, certaines personnes

qualifiées pouvaient travailler jusqu'à trois ou quatre fois en 24 heures. Je pense que l'objectif de toute politique économique doit être de réduire autant que possible le niveau d'inégalité ou le niveau de pauvreté. Parce qu'il y a toujours des gens qui n'ont pas le minimum voulu, en matière de formation, de connaissances, pour pouvoir accomplir une activité rémunérée quelle qu'elle soit. C'est là que se situe le fondement d'une meilleure gouvernance, et d'une meilleure justice en ce sens que lorsque vous créez des revenus, lorsque vous créez des richesses, lorsque la prospérité est là, celle-ci est davantage partagée, y compris par ceux qui ne peuvent pas effectivement accéder à l'emploi, à une activité quelconque compte tenu de leur situation, soit pour cause de maladie, soit pour cause d'incapacité.

LAURA TYSON — I will answer by saying that societies differ over time about what level of inequality is acceptable. Therefore, I would rather focus the question that way.

I am impressed by the local initiatives in Europe that have been discussed by my fellow panellists. I want to note that despite the lack of trust in the Federal Government in the US now, most Americans still believe in their local governments and in their state governments, and there are amazing things happening at the local level and in progressive states to further address the kinds of challenges we are talking about here today. The State of California just passed a major tax reform to help people at the bottom, called the earned income tax credit –it is essentially an income subsidy for very low-income workers and their families. A lot can be done at the local level and at the state level in the US, and I want to applaud local initiatives in Europe.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Freud Akoety, CERDI, Clermont-Ferrand. Je crois que la prospérité dont on parle est toujours globale. La prospérité ne peut, en aucun cas



être sectorielle. En contribuant à la prospérité des autres, on contribue à la prospérité de soi-même. Mais je voudrais savoir vous, les investisseurs privés, s'il y a une part de responsabilité à vouloir aider les autres pour leur prospérité, sachant qu'en les aidant, ils contribuent aussi à leur propre prospérité ?

ÉRIC LOMBARD — C'est une question intéressante si on regarde les choses d'un point de vue global, le coût de ce qu'on appelle les « externalités négatives », tous les effets négatifs de ces inégalités. Louis Gallois parlait du coût d'un chômeur longue durée... C'est quand même aberrant qu'un chômeur longue durée coûte aussi cher que quelqu'un qui travaille. Pour ce prix, il pourrait travailler et ce serait utile pour tout le monde. Ce coût pèse sur l'ensemble de la société et est financé au travers de l'impôt et des charges sociales, payées par les entreprises et par les individus. Donc, si on regarde ça globalement, tout le monde aurait intérêt à ce qu'il y ait moins d'inégalités et on peut, dans ses investissements, prendre cela en critère de choix. Mais on évolue dans un monde où on est tiraillé en permanence entre l'intérêt collectif bien compris mais dont tout le monde ne se sent pas responsable et les intérêts individuels qui font que les entreprises se disent toujours « Moi, je ne vais pas m'intéresser au bien commun puisqu'il sera pris en compte par l'État, par les organisations non-gouvernementales, par tel et tel organisme ».

Ce qui est important, si on veut progresser, c'est que chacun ait un peu plus conscience de ce bien commun. C'est pour cela qu'il me semble, je l'expliquais tout à l'heure, que le vecteur ce sont les gens, en tant que clients, en tant que salariés, qui peuvent faire des choix, pousser les acteurs économiques à œuvrer dans l'intérêt commun. Et cette idée d'aller vers le moins d'inégalités possible passe par cette mobilisation.

En France, lors des dernières élections, il y a eu un débat sur la parité, et quelqu'un a eu ce propos un peu maladroit : la parité,

jusqu'où ça doit aller ? La réponse est évidente : la parité doit aller jusqu'à la parité. Je ne suis pas certain que pour la lutte contre les inégalités, on arrivera tout à fait à l'égalité absolue des situations, déjà si on arrive à l'égalité des chances ce sera beaucoup mieux, mais ce qui est certain, c'est que si on arrive à une situation où tout le monde participe, on aura déjà une société meilleure.

SHAMINA SINGH — It is a great question and one that is absolutely relevant for today unlike any other time. We are at a unique moment in time, because the amount of human need we have can be solved if you put it together with the amount of technology we have. There is nothing that a community of people around the world cannot do because we have the resources to do it. The buzz-words in private sector speak are things like “philanthro-capitalism”, things like “doing well and doing good.” One of the ways that a company like MasterCard is thinking about it is this. MasterCard is a technology network, so it is not a credit card company and it is not a bank; it is simply the wires that connect buyers and sellers who cannot see each other. That network is in 210 countries. Our CEO Ajay Banga realised that by catering to a very elite section of the global community, like the top 1%, in terms of those people who have an ability to transact digitally, the competition becomes other payments networks like Visa, AMEX, etc. He said that we should use our own theory and look across the world to figure out how many people were cut off from the financial economy. Thinking about the network model, we looked at the number of people who were completely cut off from banking, for example. We found that two billion people in the world are completely cut off from any kind of financial security, or any kind of formalised financial solution. We also did a study that realised that those two billion people represent about USD 5 trillion worth of purchasing power by 2020 USD 5 trillion dollars lying on the table that nobody was picking up.

The corporate strategy then became one involving financial inclusion that said, if we work on financial inclusion as a private sector company in 210 markets, we have an ability to tip the scale. That is one very clear example for us that there are two billion people in the world, and double that who are operating inside and outside the formal economy, who have an ability to get a bank account, to save, earn, grow and prosper if they connect up to a financial system. By the way, if they ultimately end up digitizing their transaction payments, maybe one day they will become MasterCard customers.

BERNARD GAINNIER — Il y a beaucoup de facteurs qui conduisent les entreprises à s'occuper du bien social. Mais il y en a une, pour moi essentielle, et chez PwC c'est un élément fort. Si vous voulez recruter des jeunes aujourd'hui — et je crois que la société est un peu en avance sur les entreprises, — ils veulent d'abord savoir en quoi vous contribuez au bien social. Et si vous n'y contribuez pas, ils vont ailleurs. Les entreprises ne pourront pas recruter les talents que vous cherchez s'ils n'ont pas une raison d'être. À mes yeux, l'attractivité est une raison fondamentale pour que chaque entreprise crée ce lien social au-delà d'elle-même.

QUESTION DU PUBLIC — On discute beaucoup des politiques de croissance qui seraient les plus à même de lutter contre les inégalités. Mais les conséquences directes de ces hypothétiques politiques publiques apparaissent souvent lointaines, voire abstraites. J'aimerais me positionner dans le concret en vous demandant comment nous pouvons réagir à notre échelle d'individu pour lutter contre les inégalités ?

LOUIS GALLOIS — Je vais vous faire une réponse marketing: entrez dans les associations! Je suis entré dans le mouvement associatif il y a cinq ans. Et je vois la force de

ce mouvement. Il faut voir ce que serait la France sans les associations... Serait-ce même imaginable ? Il faut savoir que nous gérons, par exemple, tous les centres d'hébergement. Nous sommes au plus près des problèmes de santé des gens. Huit millions de personnes comptent sur nous, associations. Les associations sont à l'avant-garde de la réinsertion des personnes éloignées de l'emploi. Donc si vous voulez réduire les inégalités, engagez-vous dans les associations et sachez que c'est un engagement politique. Cela veut dire que vous avez une vision de la société, celle d'une société solidaire. D'ailleurs, une chose que je regrette, c'est que le mot solidarité n'ait pratiquement pas été employé dans la campagne électorale que nous venons de traverser.

FRANÇOIS-XAVIER PIETRI — Je voudrais prolonger la question avec M. le Premier ministre. Comment est-ce que vous avez fait partager aux jeunes ce que vous avez fait ? Je suppose qu'il y a aussi des clivages liés à l'âge dans votre pays, et des inégalités vis-à-vis de la jeunesse.

MATATA PONYO MAPON — La question qui a été posée est tout à fait pertinente, parce que la jeunesse, c'est l'avenir. Lorsqu'une politique qui vise à améliorer les conditions de vie de la population ne vise pas la jeunesse, elle a un impact négatif à court et à long termes. Ce que nous avons fait, c'est d'abord de privilégier les ONG qui s'occupent de la gestion des questions sociales. Vous avez par exemple des ONG qui s'occupent des enfants orphelins, et qui n'ont pas accès à l'éducation. L'éducation étant considérée comme le fer de lance de toute économie, nous avons favorisé le financement des ONG qui ont pour mission de prendre en compte l'éducation des plus défavorisés. Il y a également des ONG qui s'occupent de la santé des personnes qui n'ont pas la possibilité d'accéder aux soins primaires ; là aussi nous avons financé ce type d'associations.

Mais, au-delà des activités caritatives, il y a aussi les jeunes qui ont pour ambition de lancer des activités, notamment dans le secteur agricole. L'agriculture est un secteur porteur de croissance et la plupart des jeunes, ceux qui ont étudié et ceux qui n'ont pas étudié, ont la possibilité de se lancer dans une activité agricole. L'Afrique est un continent qui dispose d'énormément de potentialités agricoles qui ne sont pas exploitées. La RDC possède près de 80 millions d'hectares de terres arables qui ne sont exploitées qu'à concurrence de 10 %. Là aussi, nous avons essayé de financer ce type d'initiatives qu'on peut considérer comme porteuses de croissance mais aussi de réduction de la pauvreté et de réduction des inégalités.

LAURA TYSON — There are three things you can do as students—first, when you graduate, or even now, think about running for local office. Many policies can be developed by local governments, and we should have more engagement by young people in public service using local elections and local office. Second, there is entrepreneurial activity. We have some wonderful entrepreneurship programs at the University of California Berkeley, and you probably have some here, which focus on developing sustainable social ventures to address social challenges. Take what you learn in an entrepreneurship class, an accounting class, a marketing class, and get together with other students to design a profit or non-profit venture to address a societal problem. Competitions among social venture ideas can lead to funding, and some successful companies have grown out of the Global Social Venture Competition organized by the Haas School of Business at UC Berkeley every year.

Third, students can provide role models that break down barriers to gender equality. Around the world adverse social norms, and a lack of role models are persistent constraints on women's economic and political advancement. Young women and young men in the classrooms and in how they organize

their social life around the university, can really take a stand on creating leadership opportunities and role models for women.

Finally, it is clear to me that as students and as an adults we all have to think about ways that we can be directly involved in working with NGOs. Truthfully, many of the most interesting solutions to social challenges now are coming from a combination of government, NGOs and businesses working together. You can become engaged in addressing societal challenges whether you work in business or you work for an NGO. There are numerous opportunities to be engaged.

Finally, be an investor –as you graduate and start to make small investments, think about impact investing, think about ESG investing –investing in companies based on their performance on environmental, social and governance criteria– think about investing in companies based on their profit and passion for purpose.

QUESTION DU PUBLIC — Ma question porte sur la zone euro. Aujourd'hui on est plutôt en phase de reprise, le chômage diminue lentement mais sûrement, donc la zone euro est capable de créer des emplois. Sauf que ce sont des emplois faiblement qualifiés et faiblement rémunérés. On assiste à une diminution des emplois intermédiaires, ce qui tendance à augmenter les inégalités. Que peut-on faire face à ce défi ?

LOUIS GALLOIS — Les dernières études sont moins affirmatives, sur le fait par exemple que le numérique conduirait à creuser l'écart entre des emplois très qualifiés et des emplois pas qualifiés du tout. Les dernières études montrent que ça n'est pas si évident que ça.

Ce qui va dans votre sens, selon moi, c'est qu'en France, la politique qui consiste à cibler les allègements de charges sur les bas salaires et pas sur les salaires intermédiaires a pour effet de déplacer le centre de gravité des emplois vers les emplois non-

qualifiés au détriment des emplois qualifiés dont l'industrie a besoin. C'est pour cela que je plaide pour que les emplois intermédiaires, jusqu'à trois fois et demi le Smic, puissent bénéficier des baisses de charges sociales. C'est moins créateur d'emplois à court terme mais c'est créateur de compétitivité et plus créateur d'emplois à moyen terme.

LAURENCE BOONE — Deux compléments à ce que vient de dire Louis Gallois. D'abord en zone euro, on ne s'en rend peut-être pas compte, la situation est une des meilleures du monde et pour l'ensemble des gens, le nombre de chômeurs a baissé de plus de 6 millions en trois ans. Il faut qu'on se le répète, parce que le sentiment de prospérité est aussi lié à cette incapacité qui est la nôtre à absorber les bonnes nouvelles.

La deuxième chose que j'ai envie de dire, c'est « éducation, éducation, éducation » dès l'âge le plus jeune. La politique familiale en France, qui consiste à ouvrir les portes de l'éducation dès deux ans et demi, trois ans, doit se répandre partout, parce que c'est au plus jeune âge que tout commence. C'est la même chose pour les programmes du collège et du lycée. On voit bien ici l'un des freins à la mobilité sociale en Europe : parmi les gens qui accèdent aux études supérieures, 80 % ont des parents qui ont fait eux-mêmes des études supérieures. Il y a un manque d'information colossal et pour ça, l'Europe, l'État ont un rôle à jouer.

La troisième chose, c'est ce à quoi Laura Tyson faisait allusion, c'est le *lifelong-learning* : apprendre tout au long de la vie. Il y a des gens qui se déqualifient. Vous avez parlé d'ATD Quart-monde. Il y a par exemple l'École 42 qui fait des programmes pour les chômeurs de longue durée. Il y a des gens dont le métier se perd à cause des progrès technologiques et il faut qu'on prenne l'habitude d'apprendre tout le temps. Et pour ça, l'Europe peut sans doute faire des choses.

Pour conclure cette session, je soulignerai quatre points qui m'ont paru marquants et un peu différents, dans ces débats.

Le premier, qui était une réponse à une question sur le niveau optimal d'inégalités ; il n'existe pas. D'ailleurs en économie, on essaye généralement de s'approcher d'un équilibre mais il y a rarement un niveau optimal. Ce qui ressortait ici, je trouve, c'est qu'on a un problème quand l'ascenseur social se casse et qu'il n'y a plus d'espoir de faire mieux pour ses enfants que pour soi.

Le deuxième point, c'est l'accès aux réseaux. Mme Singh et M. Mapon se sont révélés très complémentaires ; l'accès au réseau, qui permet aussi la diffusion de l'éducation, accroît la productivité, « raccroche » les gens. C'est ce qu'on disait au début : quand on est déconnecté des services publics ou de l'activité économique, le ressentiment augmente. Et pour cet accès aux réseaux, il faut de l'électricité, je trouve qu'on oublie parfois ces choses concrètes !

Le troisième point porte sur les modes d'incitation. Et là, tous les économistes sont contents, parce qu'on parle d'incitation pour faire et faire faire de bonnes choses, notamment dans le domaine des investissements responsables ou dans les fonds d'impact.

Enfin, le dernier point, que je trouve particulièrement satisfaisant après la période politique qu'on vient de traverser – vous voyez qu'en économie on passe assez souvent de l'économie à la politique – c'est l'engagement. L'engagement des leaders comme on en a entendu un ici, à quel point il a dû se battre contre toute une classe sociale pour ne pas dévier pendant toutes les années où il était au pouvoir ; c'est aussi l'engagement politique au niveau local, dans les élections, et pourquoi pas au niveau syndical ; et puis c'est l'engagement politique dans les associations.



# DOIT-ON LUTTER CONTRE LA CONCENTRATION DES RICHESSES ?

# 2

---

**COORDINATION**      **H. d'Albis** (*Cercle des économistes*)

**CONTRIBUTIONS**      **D. Kling** (*CCI Région Paris Île-de-France*)  
**A. Marraud des Grottes** (*Orrick Rambaud Martel*)  
**L. Moutault** (*Royal Canin, Groupe Mars*)  
**H. Oumarou Ibrahim** (*Association des femmes  
peules autochtones du Tchad*)  
**T. Smeeding** (*University of Wisconsin-Madison*)

**MODÉRATION**      **S. Delanglade** (*Les Echos*)

---

SABINE DELANGLADE — Un pasteur protestant à qui l'on demandait ce qu'il pensait du péché répondit « Je suis contre. » Qui donc, interrogé sur la concentration des richesses, répondra « Je suis pour » ? Dans un monde où une personne sur dix survit avec moins d'un dollar par jour et où huit hommes possèdent à eux seuls autant de richesse que les 3,6 milliards qui représentent la moitié la plus pauvre de l'humanité, la réponse paraît en effet assez simple. Ce n'est pas une raison pour être simpliste ! Pour répondre à la question posée, il faudra déterminer de quelle richesse nous parlons, le patrimoine étant non seulement financier, mais aussi souvent culturel.

HIPPOLYTE D'ALBIS — La thématique de la concentration des richesses est abordée dans le débat public de

façon radicalement différente selon les points de vue. Les promoteurs de la réduction de cette concentration sont souvent démonstratifs et visibles. À l'image des *Occupy Wall Street* et des « Nuits Debout », leur conviction est qu'il faut parler fort afin que la question soit au cœur du débat, au risque parfois de le monopoliser et de détourner l'attention des autres faits de société. Une partie de la rhétorique repose sur l'idée que seul un large mouvement populaire est à même de contrecarrer la puissance multiforme qui est attribuée aux « 1% ». De l'urgence sociale, on est récemment passé à l'urgence politique car le triomphe de programmes populistes portés par des partis conservateurs est expliquée par l'explosion des inégalités, qui de la *Rust Belt* aux campagnes anglaises nourrissent le ressentiment. Un écueil engendré par cette analyse est que toute politique économique ou sociale est alors uniquement jugée par sa capacité ou non à réduire les inégalités. À l'inverse, leurs opposants semblent avoir fait vœu de silence et il est, en effet, difficile de trouver une personnalité expliquant qu'il faudrait renforcer la concentration des richesses. L'argumentation des « anti anti-concentration » est de fait plus subtile et se décline en deux temps. Tout d'abord, la question des inégalités est considérée comme non essentielle, en tout cas moins centrale que des sujets tels que la mondialisation, le progrès technique, etc. Ceci nous ramène à la problématique des effets économiques et sociaux des inégalités mais en la rétrogradant dans la hiérarchie des priorités via une séquence bien connue : « La croissance d'abord, le progrès social ensuite ». Ensuite, l'accent est mis sur les effets « anti-économiques » des outils de la lutte contre les inégalités, tels que la redistribution directe ou les divers leviers fiscaux. Comme il est difficile de trouver une taxe qui soit bénéfique à la croissance, la priorité numéro 1 est donc fatalement impactée et la redistribution décrédibilisée. Le débat sur les inégalités mérite de ne pas être réduit à une si simple opposition.

SABINE DELANGLADE — Loïc Moutault, vous travaillez depuis vingt ans au sein du Groupe Mars et depuis 2013, vous présidez sa branche Royal Canin. Votre groupe présente la particularité d'être à la fois un géant mondial et un groupe familial. Il se targue également de relations humaines avancées. Quel est, d'après vous, le rôle que peut jouer une entreprise dans la création et la distribution de richesse ?

LOÏC MOUTAULT — Pour répondre, je développerai le point de vue microéconomique de Mars, autour de trois provocations. La première est que la concentration du capital ou des capitaux n'est pas forcément un problème en soi. La deuxième est qu'il faut sans doute revoir le concept de marge utilisé par les entreprises. Enfin, il faut considérer l'entreprise bien au-delà de ses frontières légales et regarder le rôle qu'elle peut jouer dans l'écosystème qui l'entoure, avec les nombreux acteurs qui interagissent avec elle.

Sur le premier point, la concentration de capitaux, le vrai problème n'est pas vraiment la concentration elle-même, mais celui des mains qui la détiennent. Nous voudrions chez Mars introduire cette notion de capital utile et de capital moins utile, voire inutile. Quand le capital est entre les mains d'entrepreneurs qui réinvestissent les capitaux pour créer plus de valeur, et donc apporter une création de valeur générale, on peut parler d'un capital utile. Là où le bât blesse, c'est quand le capital se concentre sur de l'hyperconsommation ou sur de la pure spéculation financière; on peut alors effectivement argué que ce n'est pas un capital utile à la société. Notre point de vue est que la concentration du capital en elle-même n'est pas nécessairement un problème, même si l'hyperconcentration est à un autre niveau de problème, mais ce qui compte, ce sont les mains qui le détiennent et si ces acteurs sont habilités à les réinvestir pour de la création de valeur sociétale et non pas uniquement financière.

Le deuxième point, c'est le concept de marge. Le mot « marge » a évolué et est parti dans la mauvaise direction : la marge, initialement, était un morceau de terrain laissé par le propriétaire à ceux qui l'aidaient à travailler sa terre, pour qu'eux-mêmes puissent en vivre. La notion de marge est devenue ce qui reste à l'entreprise ou au financier et qu'ils essaient de maximiser. Mais au départ, ce n'était pas cela. Nous pensons que pour qu'une création de valeur soit durable et bénéfique, la marge générée par la chaîne de valeur doit être distribuée de manière équitable. Un de nos principes chez Mars est la mutualité : nous considérons que pour qu'un profit soit durable, il faut qu'il soit partagé dans la durée avec les acteurs autour de l'entreprise. Nous proposons donc une redéfinition du concept de marge, dans la mesure où cela participe de la distribution de la création de valeur.

Le troisième point, c'est l'entreprise elle-même, l'entreprise dans un écosystème qui travaille avec énormément d'agents, qui peuvent être des institutions, qui peuvent être ses fournisseurs ou ses clients, car parfois nous fournissons à des clients qui ne sont pas les consommateurs finaux... Alors comment l'entreprise interagit-elle ? Elle a elle-même ses propres employés dans cet écosystème. Tout au long de la chaîne de valeur dont une entreprise bénéficie, il y a toujours un maillon faible, comment crée-t-on un élément de solidarité à l'intérieur de la chaîne de valeur pour renforcer le maillon faible, et faire en sorte que la création de valeurs soit plus durable à terme ?

Je vais conclure en prenant l'exemple de mon entreprise, Royal Canin. Nous faisons de la nourriture thérapeutique pour chiens et chats. En gros, si vous avez un chien ou un chat qui a un problème rénal, nous allons le garder en vie pendant très longtemps. Comment travaillons-nous ? Ce qui est assez intéressant, c'est que nous travaillons avec des éleveurs, des vétérinaires qui sont souvent des entreprises familiales. Nous

bénéficiions de leur expertise, c'est-à-dire que nous innovons à partir de leurs observations. Nous réinvestissons donc dans la communauté des éleveurs et des vétérinaires qui sont des canaux de distribution très chers à fournir par ailleurs : il est très facile de vendre à Intermarché ou à Leclerc, c'est beaucoup plus difficile de vendre à des cliniques en France et de travailler dans la capillarité partout dans le monde. Nous réinvestissons dans ces réseaux et dans la découverte scientifique et la connaissance, ce qui revient à aider nos réseaux à devenir meilleurs dans leur propre pratique. C'est grâce à cette politique que nous avons maintenue même en période de fortes tensions, – en Thaïlande avec le coup militaire, plus récemment en Ukraine – que notre marque a survécu et a continué de se développer parce qu'elle était soutenue par le réseau dans lequel nous avons investi de manière informelle. Nous ne sommes pas une entreprise philanthropique, nous ne faisons pas l'apologie de cette démarche, mais sincèrement le fait de réinvestir dans une communauté, d'investir dans un capital humain, à travers la connaissance, le développement des acteurs avec lesquels on interagit et d'investir dans le capital social de ces communautés nous permet d'avoir une entreprise durable, qui crée de la valeur et qui enrichit la société, dans une perspective d'entreprenariat. J'ajoute qu'on peut éventuellement investir dans le capital naturel, en remettant en cause la façon dont on ajuste la consommation de ressources naturelles utilisée dans notre entreprise.

Tout le système de management a été mis en place depuis les années 70 dans une perspective de maximisation des retours sur capitaux financiers. Nous pensons qu'il existe plusieurs formes de capitaux. Il y a le capital financier qui doit être partagé par le biais d'une redéfinition de la marge. Il y a un capital humain, un capital social et un capital naturel. Le grand défi des entreprises de demain, c'est d'arriver à définir des outils de mesure qui permettent d'élargir la notion de

rentabilité, de profitabilité ou de retour sur investissement, de retour sur capitaux. On y travaille, on a commencé aux Philippines et au Kenya et on voudrait étendre ces notions aux pays développés. C'est notre proposition, c'est une vision très microéconomique de la concentration des capitaux d'ailleurs, pas forcément des richesses.

SABINE DELANGLADE — Timothy Smeeding, vous êtes un professeur d'économie en quelque sorte multidisciplinaire à l'université du Wisconsin. Vous avez beaucoup travaillé sur les revenus, la richesse, la pauvreté. Vous avez été notamment pendant six ans le directeur de l'Institut pour la recherche sur la pauvreté.

TIMOTHY SMEEDING — I too am a micro-economist, and I agree that much depends on what one does with the wealth that one has. Mars is a wonderful corporation –I would actually like to work for it, it sounds very good– but I will talk about a few other ones that I know that are not so worker-friendly.

Firstly, I want to talk about public and private wealth. Private wealth or net worth is your stock of assets, and it can be usefully split into the categories of land and homes, which are owned by a lot of people; and then financial assets, which are more limited in terms of ownership; and finally business assets. The concentration of the latter two is especially important.

You must also discuss “public wealth” from social retirement schemes. One of the nice things about social retirement and social security systems in our countries is that if you have a large enough public sector, it actually makes a big difference to middle- and low-income people in old age. It puts a floor under income –and so you cannot ignore public wealth. However, I mainly want to talk about private wealth.

Private wealth, in my mind, is the most important indicator of wellbeing because of the benefits it bestows on

its owners. You have the ability to self-insure your own flows of consumption and income. You have the ability to advantage your own children in every possible way to give them a better chance. A different view, a little more cynical view maybe, but an American one, which a lot of people look at, is that a lot of corporations use their wealth to buy politicians, in other words to buy rents, so instead of producing more and better and beautiful things and saving animals and the world and nature, they buy politicians who put little holes in the public distribution system so that they maintain their profitability, sales and profits. That is not good because they are not doing what Loic's company is doing—they are not producing better things for everybody, they are preserving their own position and that is all they care about

More important, I think, to what I do is the way wealth affects mobility across generations and equality of opportunity. What happens is that a wealthy individual can ensure that his or her children have every possible advantage. A very difficult problem that we run into in this situation is how you tell a parent that they cannot do everything they can for their children. That is not politic, it is not rational, but if we believe that wealth accumulates excessively it can become problematic. For instance the share of wealth of the top 10% in the US is not small, we are talking about 15 million households owning 80% of the net worth in the country. I am not just talking about the top 1%— they can use that to their advantage and the advantage of their children in any case in all societies. What the top 10% do not do at least in my country, is to support further spending on health and education because they can buy their own. Why should we bother to redistribute to these other people? We can buy the best education and the best health systems we can find. That really is unfortunate, I am afraid, and it reduces mobility and that is why the US has such low social mobility.

You can contrast that with the UK and France, which have lower wealth shares –their top 10% owns about half of all net worth, which is a lot but which is a little bit better distributed. Then you look at China, where public wealth has become private wealth, and the wealth concentration in China is very large now –the top 10% in China own 70% of net worth. However, the difference between China and the US is that in China there is much more shared prosperity, so the wealth begets better wages and conditions, the peasants in China know that they are better off than their parents were under Mao and know that their children will be better off. That makes a big difference.

The middle is stuck or falling in the US, as middle-age people are much less likely now to earn more than their parents, and this is not a very good situation. Therefore, we need to do more in our country to limit the bad aspects of personal wealth, and I am afraid that the current administration will not do much about this. The ideas of taxing capital income flows, stopping subsidizing wealth-creation are attractive to me. We subsidize the top in tax policy, not the bottom. That is wrong, but that is just my view, and I look forward to hearing the views of the others. I really appreciate Loic's view, and I came behind him so I could contrast a different view of what some businesses do, at least in my country.

SABINE DELANGLADE — Didier Kling, vous qui êtes président de la Chambre de commerce et d'industrie de la région Paris Île-de-France, vous êtes aussi un professionnel de l'expertise comptable puisque vous présidez le cabinet qui porte votre nom. De quelle manière, selon vous, faut-il considérer ce sujet de la concentration des richesses ?

DIDIER KLING — Pour être franc, je me posais la question de savoir si j'avais quelque chose à dire sur la nécessité



de lutter contre la concentration des richesses. Qu'entend-on par concentration ? Comment la définir ? De quelles richesses parle-t-on ? Des richesses matérielles ? Intellectuelles ? C'est donc un sujet vaste, philosophique, sociologique, qui me dépasse. Si on veut le restreindre uniquement à la sphère économique, ça devient de la macroéconomie et je ne suis qu'un observateur de la microéconomie !

Mais il est vrai que les choses ne sont pas aussi simples que cela. Par exemple, le droit d'aînesse, qui a existé en France jusqu'en 1792, au Japon jusqu'en 1948, était bien un droit institué pour concentrer des richesses au motif que cette concentration était utile pour le développement économique. Le philosophe américain, John Rawls, qui a bien étudié la répartition des richesses, dit que finalement leur concentration n'est pas mauvaise à certaines conditions. L'une d'elle est qu'il faut que tout le monde puisse accéder à ces richesses, dès lors que c'est un système ouvert, pourquoi pas ? De sorte que finalement la question qui nous intéresse ici, est de savoir si un certain niveau d'inégalité n'est pas utile comme facteur de développement économique. En microéconomie, je retrouve bien cette question à l'occasion des rémunérations versées par les entreprises. Il y a aujourd'hui un débat. La question est posée avec insistance de savoir pourquoi les entreprises ne devraient pas publier les dix plus grosses rémunérations et les dix plus basses ? Et imaginer un ratio entre les deux ! Certains disent que le ratio de un à dix serait satisfaisant. Pourquoi de un à dix ? Je ne sais pas. Est-ce que cela résulte d'une étude ? En tout cas, nous constatons une pression forte du corps social. Ce débat n'épargne pas certaines entreprises françaises publiques ou non publiques dans lesquelles l'État a une participation, et qui doivent se justifier sur la rémunération de certains mandataires sociaux. Comme si c'était un sujet lié à la concentration excessive des richesses !

La bonne réponse n'est peut-être pas aussi simple que cela, car si on ne vise que les personnes physiques, on ne regarde pas la totalité du problème. C'est pour moi un sujet à trois niveaux.

Le premier niveau est celui de la concentration des richesses entre les pays ou les zones économiques. Ensuite, c'est la concentration des richesses entre les personnes morales, les acteurs économiques. Enfin, le troisième niveau porte sur la concentration des richesses entre les personnes physiques, qui n'est pas négligeable. Ce sujet demande à être étudié en même temps que les deux premiers pour avoir une vision complète.

Sur le premier point, je n'ai pas d'apport particulier, sauf à examiner, – et à en tirer éventuellement des conséquences – des études qui ont été faites par des économistes très remarquables et très réputés. Je ferai juste référence à Branko Milanović's qui a élaboré des statistiques se traduisant par le fameux graphique de l'éléphant. Ce graphique est intéressant, puisqu'il regarde l'évolution des revenus sur 20 ans, de 1988 à 2008 dans les grandes zones économiques, et ce qui en est résulté. Les résultats se traduisent effectivement par un graphique en forme d'éléphant : tout à fait en bas, représentés par la queue de l'éléphant, on trouve les gens qui ont la malchance de vivre dans des pays peu développés et dont la progression des revenus sur 20 ans a été très faible. Tout en haut, sur le dos de l'éléphant, on trouve tous ceux qui vivent dans les régions qui se sont développées, qui étaient des pays émergents, l'Asie Pacifique, la Chine, etc. Tout à fait en bas, figurent les classes moyennes des pays développés, ce qui explique peut-être les réactions de ces populations aux États-Unis ou en Europe, qui ont souffert de cette stagnation, voire de cette dégringolade. La trompe de l'éléphant qui monte très haut, représente le 1% de ceux qui captent une bonne partie de la richesse produite au cours de cette période. Ce qui veut dire que si on parle uniquement de ce 1%, on ne voit pas le problème dans son ensemble. Il faut aussi prendre en compte le dos de l'éléphant, qui est beaucoup plus large et qui réunit une partie importante de la population qui a pu profiter. Il y a un certain nombre d'années, nous nous sommes beaucoup

préoccupés de la confrontation entre le Nord et le Sud. Quand j'étais étudiant, aider les pays à se développer était au cœur des discussions. En fin de compte, – et ce que je vais dire pourrait être entendu comme une provocation – c'est la mondialisation qui a contribué à ce développement et à une meilleure répartition des richesses. La mondialisation, l'ouverture des frontières a permis à un certain nombre de pays d'en profiter, parce qu'ils avaient le talent, l'organisation, l'infrastructure et qu'ils ont pu effectivement distribuer.

Reste qu'une partie de la population n'en a pas bénéficié. Pendant combien de temps cela va-t-il durer ? Est-ce qu'on va trouver la correction ? Si on est un économiste libéral, on peut imaginer que la correction va intervenir naturellement avec par exemple l'impressionnante progression des salaires en Chine. Sauf erreur de ma part, en l'espace de dix ans entre 2005 et 2016, le salaire horaire moyen d'un ouvrier chinois a connu une hausse de 300 % et se rapproche étrangement du salaire moyen d'un ouvrier portugais. Il n'y a plus que 20 % d'écart parce que dans la même période le salaire moyen d'un ouvrier portugais a baissé. On a donc vu à l'œuvre le phénomène inverse de la concentration, à savoir un phénomène de lissage. Dont acte. Lorsqu'on parle de la mondialisation, on oublie parfois de dire qu'elle peut avoir des effets bénéfiques.

Deuxième niveau de réflexion, la concentration des richesses entre les personnes morales, acteurs économiques. Il y a-là quelque chose qui me frappe. On n'arrête pas de nous dire qu'il faut lutter contre les trusts. Dans notre espace économique, la Commission européenne, a combattu et a même interdit certaines opérations de concentration. Aujourd'hui je constate de manière objective que les GAFA, Google, Amazon, Facebook et Apple, sont bien une concentration. Curieusement, ils sont tous américains ! Ah non il y a le Chinois, Alibaba, c'est vrai... Il y a bien ici un double discours : d'un côté il faut lutter contre la concentration des richesses mais de l'autre, on rencontre

des entreprises, des personnes morales qui ont accumulé au travers de cette richesse, en quelques années un pouvoir considérable, puisque la puissance économique de ces quatre acteurs représente autant que le budget de la Belgique, autant que l'ensemble de la capitalisation boursière des sociétés cotées à Paris. Bref, cette richesse représente un vrai pouvoir, pas uniquement économique, mais aussi politique. Il ne serait peut-être pas inutile de desserrer un tout petit peu l'étau, de manière à montrer que d'autres acteurs économiques peuvent diversifier, allonger la liste et éviter cette concentration qui peut être perçue comme excessive étant donné le pouvoir qu'elle a acquis au fil du temps.

Troisième niveau de réflexion, les personnes physiques. Vous avez tous les chiffres, ils ont été parfaitement répétés : les huit plus grands patrimoines mondiaux détiennent autant que la moitié de la population mondiale. Ce phénomène s'accroît : il y a 10 ans, pour aboutir au même résultat, on comptait 400 personnes. Il existe donc bien un phénomène de concentration. Est-ce que c'est si excessif ? Ce n'est pas à moi de le dire. Les États ont la possibilité de combattre cet état de fait si cela les dérange. Ils ont les moyens de capter cette richesse. Reste à savoir où doit se situer le curseur. J'attends que les experts dans ce domaine, à savoir les universitaires, les économistes arrivent à trancher.

J'ai cru comprendre qu'il y avait deux tendances aujourd'hui. La théorie dite du « ruissellement » selon laquelle plus il y a de riches, plus cela permet à ceux qui sont aux degrés inférieurs de bénéficier de cette richesse. Mais les études les plus récentes du FMI disent que ça ne marche pas comme ça. Nous avons bien vu qu'une progression de la production intérieure brute profite davantage à l'ensemble de la population si cette augmentation est allouée aux plus pauvres qu'aux plus riches. J'attends donc de savoir ce que vont donner les études économiques. Personnellement, je pense qu'un certain niveau d'inégalité

dans l'entreprise peut aussi être un moteur de développement. Reste à savoir jusqu'où.

SABINE DELANGLADE — Hindou Oumarou Ibrahim, en 1999, vous avez participé à la création de l'association des femmes peules autochtones du Tchad. Votre parcours est impressionnant : votre mère a tout fait pour que vous soyez scolarisée, alors que dans un entourage nomade, on ne l'était pas. Malgré cela, vous avez constaté que vous n'échappiez pas à la discrimination. À partir de là, votre combat a porté sur l'amélioration des conditions de vie de vos concitoyens, indissociable, selon vous, de la lutte contre le réchauffement climatique. On vous présente souvent comme la « chanteuse africaine de la lutte pour la protection de l'environnement ». De votre point de vue, comment se manifeste cette concentration des richesses et quel rapport a-t-elle avec l'environnement ?

HINDOU OUMAROU IBRAHIM — Je crois qu'il ne s'agit pas tant de savoir si on partage mais avec qui. Ensuite, de quel genre de richesses parle-t-on ? N'est-ce que du cash ? Est-ce que cela va plus loin ?

Bien sûr, le rapport du FMI dit que 5 % de la population mondiale détient plus de 55 % de la richesse. Quel est le sort des 4 milliards les plus pauvres ? Récemment encore, juste avant Davos, Oxfam a souligné que huit personnes détiennent plus de la moitié de la richesse, et la plupart sont des Américains. De quel genre de richesse parle-t-on ? Et là, la définition de la pauvreté nous interpelle. Au niveau international, sont considérées comme pauvres les personnes qui vivent avec moins de un dollar par jour. Mais est-ce que un dollar signifie quelque chose par rapport à un niveau de richesse ou de pauvreté. Définir ce qu'est la pauvreté, ce qu'est la richesse, sans se mettre dans la tête des gens, dans la vie des gens, me

semble hasardeux. Au Tchad avec 5 dollars par jour, on peut se considérer comme pauvre. Sauf si on se dit que, non je ne suis pas pauvre, j'ai accès à l'eau, j'ai accès à la terre qui me permet de produire, j'ai accès à ma dignité humaine pour construire ma vie sociale, c'est cela, à mon sens, qui va faire la différence entre pauvreté et richesse.

Au niveau international, je dirais que la mondialisation est peut-être bonne pour certaines personnes, mais pas pour tout le monde, tout dépend de la réalité des personnes et de là où elles vivent. Et c'est cela qui crée des inégalités. On a d'abord les inégalités entre les pays, les inégalités dans le pays même, et les inégalités entre les gens. Les inégalités entre les pays profitent aux pays du Nord. Je prends juste l'exemple d'une entreprise internationale comme Elf, qui a pu exploiter les ressources naturelles d'Afrique Centrale, qui a construit des buildings, qui a constitué des patrimoines individuels à hauteur de millions de dollars. Or les pays qui détiennent ces ressources naturelles se trouvent sans hôpitaux, sans écoles, sans accès à une éducation de base, qui devraient être les droits les plus élémentaires pour tout le monde. Alors est-ce que ce ne sont pas ces pays qui devraient être riches ? Ou bien est-ce que ce sont ceux qui viennent se servir sans rendre de comptes ?

Je crois que la richesse se trouve en nous tous. Le fait de la partager, c'est la conscience qui va nous le dire. Nos ressources naturelles sont en train de se dégrader. L'industrialisation a exploité les ressources naturelles et entraîné une décroissance de toutes les ressources environnementales encore disponibles. Les conséquences de cette dégradation environnementale se trouvent dans le changement climatique, et c'est là que les inégalités se voient tout de suite : ce sont ceux qui n'ont pas profité de cette industrialisation qui se trouvent les plus impactés. On retrouve ces inégalités entre les personnes dans la sécurité alimentaires des populations puisque les terres sont accaparées ; des rapports de force s'instaurent, les gens veulent

prendre les terres les plus fertiles, laissant les autres aux plus pauvres, qui deviennent encore plus vulnérable et cela aboutit à des conflits intercommunautaires qui n'en finissent pas et pire encore qui sont à l'origine de l'intégrisme, du terrorisme, avec l'exemple le plus palpable de Boko Haram autour du lac Tchad.

Voilà les richesses dont nous parlons, et les partager, c'est créer une solidarité internationale entre les pays développés et les pays en développement. Il ne s'agit ni de quémander ni de mendier, il n'est pas question de charité ou de don. Cette solidarité revient aux pays en développement, ils n'ont pas créé cette richesse, d'autres l'ont exploitée et détruite. Vous, pays développés, vous êtes les plus riches et il se trouve que nous sommes les plus impactés. Alors il vous revient de droit d'aider ces pays-là à mieux s'adapter, non pas en leur donnant de l'argent mais en les outillant pour mieux gérer durablement leurs ressources naturelles. Partageons nos ressources naturelles, parce que si nous protégeons les forêts, les océans, nous ne protégerons pas seulement les plus vulnérables, les plus impactés, mais aussi les pays riches. Nous respirons tous le même air, n'est-ce pas? Et nous buvons partout la même eau... Protéger ces populations, partager avec elles des technologies, des outils, est une manière de rendre des richesses qui ont été pillées et d'être équitable.

Chercher à être équitable dans le partage du travail nous amène aux inégalités entre les sexes. Une femme peut avoir un doctorat, tous les bagages de la terre, elle a souvent moins de revenus qu'un homme. N'est-ce pas aussi de l'inégalité et du non-partage des richesses? Et cela concerne autant les pays développés que les pays en développement. Nous pouvons surmonter toutes ces inégalités et passer à un partage équitable, mais il faut redescendre sur terre.

Maintenant nous cherchons un partage équitable entre les hommes et les femmes, entre pays développés et pays en développement, entre tous les êtres humains. En fin de compte

nous en profiterons tous et nous laisserons peut-être une planète beaucoup plus claire à la génération future.

SABINE DELANGLADE — Alexis Marraud des Grottes vous êtes avocat d'affaires, spécialiste des restructurations et des fusions d'entreprises. Quels sont la responsabilité et le rôle des entreprises dans la concentration des richesses et le droit peut-il apporter des solutions pour une plus juste répartition ?

ALEXIS MARRAUD DES GROTTES — Je commencerai par faire remarquer que le titre de notre session emploie le mot « lutter » pour agir contre la concentration des richesses, et ce n'est pas neutre. Ne pas entrer dans un débat idéologique est rendu difficile. Par ailleurs, si on tente de cerner la richesse, force est de constater qu'il y a entre les individus, une répartition totalement inégalitaire des richesses issues des ressources naturelles comme l'eau douce, le gaz, le pétrole, les terres cultivables.

À l'occasion de son rapport de 2015 qu'elle intitulait « Insatiable richesse: toujours plus pour ceux qui ont déjà tout », l'Oxfam qui est une confédération internationale, parlait des 1 % les plus riches qui, en 2009, détenaient 44 % du patrimoine mondial, 50 %, en 2016 soit une croissance de 6 points en six ans. Ces personnes disposaient en moyenne de 2,7 millions de dollars par adulte et par an ; à l'opposé, 80 % de la population mondiale se partage 5,5 % du patrimoine mondial pour un revenu annuel moyen de 3 851 dollars par adulte. L'ONG a poursuivi son travail en 2016 avec un rapport intitulé cette fois « Une économie au service des 1 % » dans lequel elle a rappelé les chiffres qui viennent d'être indiqués : le patrimoine de la moitié la plus pauvre s'est réduit de 1 000 milliards depuis 2010, dans le même temps les 60 premières fortunes mondiales ont augmenté de 500 milliards. Pour calculer la concentration des richesses, il y a un coefficient qui est intéressant, c'est



le coefficient de Gini. Quand il est proche de 0, cela signifie qu'il y a une égalité parfaite, et quand il est proche de 1, il y a une inégalité parfaite. Ce coefficient est passé de 0,29 à 0,32 en 30 ans dans les pays de l'OCDE. On constate donc aussi un accroissement des inégalités dans les pays riches.

Parler de concentration de richesses est indissociable d'une connotation péjorative qui appelle deux questions : est-ce que l'accumulation de richesses a été faite légalement ? Si ce n'est pas le cas, il convient clairement de lutter contre l'accumulation illégale. Mais si la richesse a été accumulée justement ? La connotation est beaucoup plus morale et pose la question de savoir si la concentration des richesses est un bien ou un mal.

Un certain niveau de concentration des richesses n'est finalement pas si mauvais, c'est ce que nous a dit le FMI en 2015 dans un de ses rapports qui décrit « un mal nécessaire », qui permet d'exceller dans son domaine, de favoriser la compétition, d'économiser, d'investir, de grimper dans l'échelle sociale... Dans la même logique, l'économiste Robert Barro soutenait que les inégalités pouvaient être déterminantes dans les régions émergentes parce que cela permettait à certains de réunir un minimum de capital pour créer des entreprises qui rejaillissaient sur l'économie locale. Il s'agit de la théorie du ruissellement, clairement d'inspiration libérale, où les revenus des plus riches sont réinjectés par la consommation ou par l'investissement. Directement et indirectement, cela bénéficie à l'emploi et à l'économie de manière générale. On voit que ce n'est pas la concentration qui est réellement le problème, c'est l'utilisation qui est faite de cette concentration. À partir du moment où la richesse sert au développement économique, à la prise de risques créatrice de richesses pour l'ensemble, quelque part ce n'est pas négatif.

Ce qui pose peut-être plus de difficultés, c'est la concentration extrême des richesses. L'OCDE est assez claire sur l'incidence négative que cela peut avoir sur la croissance

économique et surtout les conséquences politiques graves, consécutives aux tensions sociales. Une trop grande disparité entre riches et pauvres génère un sentiment d'injustice qui peut conduire à la remise en cause de certains systèmes démocratiques. C'est le cas, quand une classe d'individus ultra-riches ne joue plus son rôle dans l'investissement ou la prise de risques parce qu'elle est déconnectée des réalités. Face à cela, peut-on fixer un niveau de plafond maximal de la richesse au-delà duquel la concentration serait inacceptable? C'est assez difficile à dire, mais on voit bien, quand une personne agit de manière individuelle contre les intérêts d'un État qui est en charge de l'intérêt général, que cela peut poser certaines questions. Quand un *hedge fund* spéculé sur la monnaie d'un État, on voit comment un individu peut agir contre l'intérêt général, mais là encore, ce n'est pas un problème de concentration, c'est un problème d'utilisation de cette richesse. Si au lieu de déterminer un plafond, on fixait plutôt un plancher minimum de dé-concentration auquel il faudrait arriver? Oui, nous pouvons fixer ce niveau : c'est celui qui permet à l'homme de vivre dignement dans l'endroit où il se trouve.

Que peut-on faire pour retrouver une juste concentration des richesses? Le droit peut aider. On peut évidemment recourir, c'est bien connu, à l'impôt dont l'État use et abuse parfois, néanmoins c'est un moyen, un levier qui a ses limites. Par exemple, le train de vie de l'État représente une dépense de 1 200 milliards par an en France, c'est-à-dire 3,3 milliards par jour. Si on décide de spolier les plus riches de France, on n'arrive même pas à finir le mois. Il faut donc trouver d'autres moyens, et c'est évidemment par la régulation du marché, par des règles de droits adaptées qui soient incitatrices dans certains domaines. Incitatrices pour quoi? Clairement, pour le commerce équitable, pour un rééquilibrage profond des rapports entre les gens en apportant en plus du commerce évidemment, l'éducation, l'enseignement, la recherche pour

les personnes qui en ont besoin. Quand on va vers des pays plus développés, de quoi a-t-on besoin pour s'émanciper et avoir une ascension sociale ? On a besoin d'alternance dans les entreprises et de l'accès au numérique.

Deuxième tendance et incitation : la règle de droit devrait aller vers une responsabilisation des personnes les plus riches. Il manque des réflexions philosophiques, économiques, juridiques sur la responsabilisation des personnes les plus riches dans leur utilisation de leurs richesses. Enfin, en France une loi comme celle sur le mécénat a permis de créer des fondations d'entreprises, des fonds de dotation et de développer des organismes d'intérêt général. Aux États-Unis, ce système est très développé, on connaît la fondation Bill et Melinda Gates, c'est un moyen de redistribution sur lequel il faudrait davantage s'appuyer.

QUESTION DU PUBLIC — À l'origine, ce sont des motifs culturels qui vous ont amenée à créer l'association des femmes peules autochtones du Tchad. Visiblement, ces motivations ont évolué vers l'économie, l'égalité homme-femme et le changement climatique. La culture a-t-elle toujours sa place dans vos objectifs ?

HINDOU OUMAROU IBRAHIM — Ma motivation repose d'abord sur l'inégalité. J'ai eu la chance d'aller à l'école, Dans ma communauté, on compte sur les doigts de la main, et encore, ceux qui peuvent aller à l'école. J'ai eu la chance d'y aller, mais je me suis sentie discriminée, parce que je venais d'une communauté nomade. Cela m'a permis de m'éveiller et de comprendre que moi, j'avais de la chance, ce qui n'était pas le cas de ces filles et de ces garçons de ma communauté qui ne sont pas allés à l'école, qui ne sont pas confrontés à cette réalité, et souffrent tous les jours de discrimination ? C'est cela qui m'a motivée à m'engager dans ce que je fais.

Culturellement, nous avons beaucoup à apporter, ne vous méprenez pas, ce n'est pas parce que nous ne sommes pas allés à l'école que nous sommes rien du tout. Il faudrait aller au-delà des discriminations et faire valoir nos droits. Mais nous devons protéger l'environnement, car nous en dépendons ; ce que cet environnement nous donne a fait ce que nous sommes, nous lui devons du respect. Culturellement, bien sûr, tout est lié pour nous. Nous devons nous protéger parce que c'est notre culture. Nous avons une connaissance traditionnelle de la protection de l'environnement, de la faune, de la flore, de toutes les richesses immatérielles qui existent sur terre. Nous avons un rapport très naturel à l'environnement qui s'est créé à travers notre langue. Culturellement, notre langue est très riche parce qu'elle permet de nommer toute cette richesse immatérielle et donc de la protéger. Pour moi ce lien est naturel et normal. On ne peut pas parler vraiment de l'un sans parler de l'autre.

On parle des objectifs du millénaire pour le développement qui vont changer le monde, qui tendent à l'équité, au partage, au développement durable, avec un pilier environnemental, un pilier social, un pilier économique. Mais nous, en tant que peuples autochtones, nous nous sommes battus pour avoir le pilier culturel, parce qu'il est essentiel pour protéger et assurer le développement durable. Ce pilier culturel consiste à avoir les langues, les pratiques, etc. Malheureusement ce n'est pas accepté officiellement, mais nous nous battons toujours pour que ce soit pour nous un pilier efficace.

QUESTION DU PUBLIC — Les richesses ne sont pas que financières, elles sont aussi culturelles ou symboliques...

DIDIER KLING — Nous parlons de richesses. Bien sûr, les richesses ne sont pas que matérielles, elles sont très largement aussi immatérielles. Nous parlons des ressources naturelles qui sont très inégalement réparties sur la vaste

planète, mais dont on peut dire qu'elles appartiennent un peu à tout le monde, à tous les habitants de la planète, charge à eux d'en profiter de manière harmonieuse, sans créer de conflits ni d'inégalités supplémentaires.

Vous parlez de la culture. C'est une richesse, c'est évident. À cette occasion, je suis tenté de dire qu'on apprécie souvent la richesse en la chiffrant au travers des concepts répandus et admis comme la production intérieure brute ou le produit national brut. Les économistes se demandent de plus en plus si ce sont les seuls critères. Je crois me souvenir que l'État du Bhoutan évalue aussi le bonheur, une notion qui devrait être mise en évidence... En tout cas, ne devrait-on pas inventer autre chose que le PIB, car la richesse ne peut pas être perçue uniquement au travers d'un critère purement quantitatif sur le degré de richesses matérielles ?

En ce moment nous nous interrogeons sur le niveau de développement de nos économies. C'est curieux, nous disons-nous, il y a quelques années nos économies occidentales connaissaient des taux de développement, des taux de croissance de 4 ou 5 %. Aujourd'hui nous sommes plutôt entre 1,2 % et 1,6 % et nous trouvons que c'est déjà bien d'y arriver. En fait, nous avons le sentiment qu'il y a aujourd'hui tellement d'innovations et de progrès technologiques, que nous devrions faire mieux. Nous n'avons sans doute pas les bons outils. La richesse ne se réduit pas seulement à la richesse matérielle, c'est sûr, elle va bien au-delà, mais nous n'avons sans doute pas les bons outils de mesure. D'où les réflexions que vous mentionnez. Pour tout ce qui concerne la culture, il y a effectivement bien d'autres choses à mettre en œuvre.

Pour revenir à un sujet de terrain, regardons ce qu'il en est de la répartition des richesses dans notre pays. Pour des raisons de tradition, de culture, d'histoire, les mots égalité et justice ont un sens très fort. C'est la raison pour laquelle sans doute nous avons un taux de redistribution des richesses

considérablement plus élevé que la moyenne. Je crois que Pascal Lamy, dans une déclaration récente, disait que le niveau de dépenses publiques aux États-Unis était d'environ 38 %, la moyenne européenne de 48 % alors qu'elle est en France de 58 %, ce qui est extraordinairement élevé.

A-t-on pour autant le sentiment qu'avec ce niveau de redistribution les Français soient plus heureux que la moyenne européenne ? Si j'en crois certains sondages, je n'ai pas l'impression que ce soit le cas. Cela veut dire sans doute que nous n'avons pas réussi malgré ce très fort niveau de redistribution à accéder à l'objectif que nous nous étions fixé, à la fois en termes de redistribution des richesses et puis en termes de bonheur si on veut élargir le propos de ces richesses matérielles et immatérielles.

QUESTION DU PUBLIC — Je voudrais revenir sur les fondations privées, certes c'est de la redistribution, mais sur quels critères et avec quel mode de fonctionnement mènent-elles leurs actions ? Est-ce bien leur rôle d'aller sur le terrain des politiques publiques ?

LOÏC MOUTAULT — Je fais partie d'un groupe familial, dont on pourrait dire qu'il est extrêmement riche, puisque c'est, sur le papier, une des plus grosses fortunes des États-Unis. Dans les faits, et parce que c'est leur mode de pensée, ils perçoivent beaucoup moins de dividendes que ce qui est la norme sur le marché. Leur point de vue — même si c'est une famille très fortunée, puisque c'est un des plus gros groupes alimentaires au monde — est que l'entreprise elle-même doit créer de la richesse. C'est un peu l'inverse de la position d'un Bill Gates, qui dit « J'ai fait fortune pendant des années en ayant une entreprise extrêmement efficace, j'ai accumulé de la richesse, je la redistribue. » Notre perspective est de dire que l'entreprise elle-même doit pouvoir redistribuer

dans le cours de son existence, à travers son activité et avoir un *business model* qui permet une distribution et une action sur les différentes formes de capitaux. Je ne dis pas qu'on y arrive tout le temps, et surtout je le répète, nous sommes une entreprise, nous cherchons à être performants, nous ne sommes pas une ONG.

J'ai un iPhone comme tout le monde, c'est une innovation technologique énorme. Qu'est-ce qu'une innovation ? C'est un monopole temporaire. Cela permet d'accaparer énormément de richesses très rapidement, mais que fait-on après ? Notre point de vue, c'est qu'un capital utile est un capital qui est réinvesti dans une formule qui permet de créer de la valeur, y compris sociétale, pas uniquement financière et pas uniquement dans une perspective de retour sur capitaux. Sur ce débat entre les fondations et les entreprises, il y a vraiment quelque chose d'intéressant à creuser dans l'avenir. Je pense que la réponse n'est pas toute faite.

ALEXIS MARRAUD DES GROTTES — Il y a en France une fondation assez connue détenue par une très grande entreprise française qui verse des dividendes à cette fondation qui peut ensuite envoyer des médicaments en Afrique et partout dans le monde. C'est une possibilité qu'a donnée le droit français.

TIMOTHY SMEEDING — I appreciate the questions, and two things unite us that we have not really talked about. I would like to think of these as not as redistribution, but as “pre-distribution”. The two most important things here being human capital or education, so that you can understand what is going on, better join the debate and understand society; and health, physical wellbeing, so that you can participate fully in society. Those are two of the most important things to understand, as they are affected by and also affect culture and choices and so forth.

I do applaud most nations that believe that these are important things that everyone should have. They should be universal "merit" goods. Education is a universal good, even in my country –of course healthcare is not and we have a big mess, but at least education is– so those things are part of what allows us to compete, to do well, to think about what we are doing, to consider the environment and so forth. Those are perhaps the two most important elements of public investment that all nations should support. And I must say that in Africa the Gates people are doing a good job; I mean, they have done a good job in health, at least, not so much in women's education as they could have, but in terms of HIV and malaria and so forth, they have done well. That is good, and that is important, because the countries would not have not done that by themselves.

I just wanted to add these two things –education and health investemest– are not really redistribution, they are pre-distribution –they allow people to compete, understand and with dignity exercise their own preferences.

QUESTION DU PUBLIC — Je pensais que les ONG n'avaient pas d'objectif culturel car l'Unesco s'en occupait... Même si elle fait tout le bien du monde, une fondation comme celle de Bill et Melinda Gate, n'est absolument pas contrôlée. Cette concentration de richesses ne représente-t-elle pas un danger ?

HINDOU OUMAROU IBRAHIM — Il n'y a pas d'objectifs culturels dans ceux du millénaire pour le développement. L'Unesco a déjà une convention sur les cultures, il existe une convention culturelle immatérielle. Et là on revient sur les inégalités entre les institutions. L'Unesco est une institution pauvre par rapport à d'autres et on ne promeut pas cette convention qui porte notamment sur quelque chose



d'important, les langues. Nous voyons là une illustration de la non distribution des richesses, au sein même de l'ONU.

Pour finir, comment définir une bonne distribution et comment peut-on distribuer à travers des fondations ou des institutions ? On ne peut pas identifier les besoins des gens quand on ne vit pas avec eux, quand on ne connaît pas leurs réalités. Vous ne pouvez pas juste venir chez moi et dire: « Bon, en Afrique on sait que les gens sont pauvres, ils n'ont pas accès à l'eau. Nous allons installer un puits donc nous allons venir. » Merci pour la charité, mais notre priorité, c'est peut-être l'éducation. Il faudrait changer cette tendance aux idées toutes faites et venir pour être proche de ces populations, pour écouter leurs besoins. Peut-être ont-ils déjà un moteur à pompe qu'il suffit de réhabiliter à moindre coût et que cela va les aider ? Peut-être qu'ils n'ont pas besoin d'eau, mais d'éducation ? Peut-être est-il important pour ces populations de respecter le lieu d'implantation du point d'eau, au Nord ou au Sud, l'endroit ayant une signification culturelle pour ces populations ?

Nous devrions changer nos idées sur la distribution des richesses et sur leur importance, en écoutant ces populations, celles que l'on appelle « pauvres » ou « vulnérables ». Il s'agit de se demander ce qu'elles veulent pour que leur dignité soit respectée ? Je ne crois pas que le cash soit la réponse. Si nous reconstruisons cette confiance, cette relation, cette solidarité entre humains, cela va changer la vision des choses. Que l'autre soit plus riche parce qu'il a 45 milliards ou 180 milliards de dollars, comme Bill Gates, on s'en moque, on ne les connaît pas ! Pour nous, ce qui importe c'est la relation humaine, ce qui compte c'est le sens intérieur.

TIMOTHY SMEEDING — Can I say thank you for not asking me that question because my country has defined away climate changes. My president says it doesn't exist. That's why

you need education, so you can understand other arguments and consider the evidence.

HIPPOLYTE D'ALBIS — Ce débat a été très riche. Des points de vue différents se sont exprimés, mais l'unanimité s'est faite contre l'extrême concentration des richesses. Les économistes ont tendance à se focaliser sur ce qu'ils peuvent mesurer... Évidemment, il existe d'autres dimensions aux inégalités qui peuvent être aussi importantes. On a discuté de la dégradation des ressources naturelles, de la pauvreté culturelle etc., qui constituent tous des indicateurs importants.

Je retiens plusieurs éléments de nos échanges. Ainsi, la concentration des richesses est moins mal vécue en période de forte croissance, lorsqu'il y a de la mobilité. La mobilité est un facteur décisif, il faut que les personnes aient des possibilités d'avancer. La responsabilité de l'entreprise a été évoquée, responsabilité notamment à bien investir, à bien utiliser son capital. Nous avons vu aussi que le droit peut aider. L'état de droit est précieux chez nous, car il peut contribuer à plus de justice.

Certains chiffres sont très éloquents. Les chiffres de 1 % ou de 8 personnes détenant autant de richesse que la moitié la plus pauvre de l'humanité sont très médiatiques, mais ils ne disent pas toute la vérité sur les plus pauvres. Nous avons été alertés sur l'importance de la dignité et de l'éducation en Afrique.

Pour conclure, je dirais qu'en France aussi, la vraie pauvreté – qui ne serait pas une pauvreté relative comme on la définit trop souvent – celle qui consiste à ne pas avoir accès à ce qui permet de s'insérer dans la société, d'avoir accès à une vie meilleure, se mesure à des choses toutes simples. Combien de personnes en France n'ont pas un repas complet un jour sur deux ? Quel est le pourcentage de gens qui ne partent pas une semaine en vacances loin de chez eux ou qui n'ont pas de télévision, pas de téléphone... ? Ces personnes-là représentent

4,5 % de la population française, c'est encore beaucoup trop et ce pourcentage n'a pas bougé au cours des cinq dernières années. Si on regarde un peu plus attentivement, on voit que ce sont souvent des femmes seules avec enfants. Ce sont ces enfants-là qui ne vont pas être en capacité de s'insérer dans la société. Je pense que c'est sur eux qu'il faut mettre l'accent, faire agir l'essentiel de notre responsabilité. Plutôt que de parler de redistribution, parlons avec Tim Smeeding de pré-distribution. Mettons ensemble en musique une possibilité pour tous d'avoir accès à une vie meilleure, à une vie digne. Je pense que c'est peut-être le message essentiel.



# LA GUERRE DES GÉNÉRATIONS AURA-T-ELLE LIEU ?

---

<b>COORDINATION</b>	<b>M. Debry</b> ( <i>La Parole aux étudiants</i> )
<b>CONTRIBUTIONS</b>	<b>A. Bozio</b> ( <i>Institut des politiques publiques</i> ) <b>M. Courtecuisse</b> ( <i>SIA Partners</i> ) <b>E. Fornero</b> ( <i>Ancienne ministre du travail, Italie</i> ) <b>L. Kotlikoff</b> ( <i>Université de Boston</i> )
<b>MODÉRATION</b>	<b>G. Goubert</b> ( <i>La Croix</i> )

---

**GUILLAUME GOUBERT** — Il est très heureux, très symbolique que cette table ronde sur les générations soit introduite par un étudiant. Maxime Debry<sup>1</sup>, qui a 24 ans, termine ses études à l'EM Lyon et les poursuivra l'an prochain en Grande-Bretagne dans le domaine de la gestion du transport aérien.

**MAXIME DEBRY** — La guerre entre les générations aura-t-elle lieu? Dans notre monde occidental vieillissant, en comparaison avec des pays émergents plus jeunes, notamment au sud de la Méditerranée, la question du lien intergénérationnel prend tout son sens. Le Cercle des économistes s'est voulu un brin provocateur, je pense, en parlant d'une probable guerre des générations.

Je vais donc me prendre au jeu et identifier les détonateurs potentiels de cette guerre. Une part croissante de l'opinion

---

1. Voir note 1, Acte II session 6.

considère que la jeunesse vit moins bien aujourd'hui qu'hier. Cette perception s'appuie d'ailleurs sur des chiffres. Apparemment en 1975, les jeunes gagnaient 15 % de moins en moyenne que leurs parents et entraient sur un marché du travail où le taux de chômage s'élevait à 4 %. Aujourd'hui un jeune gagne environ 35 % de moins que ses parents et est confronté à un taux de chômage de 20,7 % dans la zone euro.

Quel est aujourd'hui en France le panorama générationnel ? En France on aime se plaindre, c'est une habitude. Chaque génération estime avoir de bonnes raisons de se sentir lésée, les jeunes de ne pas avoir assez de travail, d'avoir des difficultés à accéder à un logement décent. Les adultes, eux, sont tiraillés entre leurs enfants qui leur coûtent de l'argent, la nécessité de faire carrière tout en craignant pour leurs retraites et la perspective de devoir s'occuper de leurs parents (sans parler des petits-enfants !) Enfin les seniors voient poindre le spectre de la dépendance, ils sont dans la frustration et la peur de l'abandon. Dans ce climat de défiance, que reste-t-il des liens intergénérationnels ? L'opinion publique a tendance à croire qu'il ne reste que de la dette, de la dette financière, de la dette environnementale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Auparavant le niveau de la dette était tout à fait acceptable, maintenant on atteint presque 100 % du PIB. Les émissions de gaz à effet de serre, qui au début du XX<sup>e</sup> siècle étaient quasiment inexistantes, s'élèvent maintenant à près de 35 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Le système de retraite est devenu difficilement soutenable dans notre système de répartition à cause d'un ratio retraités/nombre d'actifs qui diminue de façon inquiétante.

Mais le plus problématique est la perte de confiance en l'avenir et l'absence de visibilité du système ; ainsi 80 % des actifs qui ont été sondés dans une récente étude de la banque HSBC, s'accordent sur le fait qu'ils seront confrontés quoiqu'il arrive à une baisse du niveau de leur pension. Et 61 % des

Français pensent que les *Millennials* devront faire face à une croissance économique moindre que les générations précédentes.

Ce tableau un peu noir devrait-il aboutir à une guerre des générations ? Non seulement je ne le crois pas mais je pense que les générations collaborent déjà. Individuellement, les gens sont très attachés à la valeur des relations entre les générations. Un sondage BVA publié en 2016, démontre d'ailleurs que 97 % des Français de plus de 18 ans et 98 % des plus de 70 ans, jugent qu'il est important de développer les liens entre les générations.

N'attendons pas tout de l'État pour renforcer concrètement ces liens entre les générations. Les entreprises ont besoin des jeunes pour innover, pour s'adapter, et les jeunes ont bien évidemment besoin des personnes plus mûres pour gagner en expérience et évoluer. Certaines entreprises répondent à ce besoin de rencontres entre générations, elles sont à la pointe en faisant collaborer déjà les jeunes et les moins jeunes. Je pense notamment à Accor Hotel, qui a mis en place un *shadow Comex*, un Comex de jeunes qui se réunit parallèlement au Comex officiel ou à Adecco qui a imaginé un système de *co-Chief of Executive Officer for one month*, où un jeune de mon âge accompagne le vrai CEO pendant un mois et l'aide dans toutes ses démarches.

Une multitude de formules vont naître dans le cadre de l'économie collaborative et ailleurs dans les entreprises. J'é mets le souhait que cette session nous aide à trouver des clés pour construire un avenir meilleur, dépassant les erreurs du passé. Une société prospère est une société dans laquelle les parents peuvent légitimement espérer que leurs enfants vivront mieux qu'eux.

GUILLAUME GOUBERT — Laurence Kotlikoff, vous êtes professeur d'économie à l'université de Boston, auteur de nombreux ouvrages, dont *The Clash of Generations*. Vous êtes

consultant pour des institutions, des organisations internationales, des entreprises, des gouvernements.

LAURENCE KOTLIKOFF — We are at generational war and have been for decades. The enemy in this war is our children, our grandchildren, and all generations yet to come. We are, unfortunately, nothing close to one big happy, intergenerationally altruistic family. The data reject such a fantasy out of hand. Yes, there are some children living with their parents and there are some parents assisting their children. However, in the main what we see is one country after another engaged in generational take-as-you-go in which successive generations of elderly take from contemporaneous youth with the promise that they, in time, will have their turn at generational expropriation.

Take-as-you-go policies directly redistribute across generations, leaving future generations with higher lifetime net tax rates. But they also lead countries to consume more and save and invest less. The result is lower real wages through time. Hence, the adverse generational redistribution is both direct, *via* imposing higher lifetime net tax burdens, and indirect, by reducing our descendants' earnings.

The generational war in the U.S. has been particularly successful in destroying the economic welfare of America's youth. Indeed, low saving and investment and high taxes have left real take-home pay no higher today than it was decades ago.

Maxime was quoting some numbers about the decline in the relative wages of younger people. The decline in relative consumption of younger people is equally striking.

I am not saying that is true in every country—in more homogenous countries like Sweden or Norway there appears to be real generational altruism— but if you take a heterogeneous country like the U.S., operative generational altruism is strongly rejected by the macro and micro data no matter how you test for



it. Unfortunately, take-as-you-go fiscal policy is just one of the weapons of the generational war we have been waging against those we purport to love more than life itself.

Consider nuclear proliferation, particularly the ongoing confrontation with North Korea. If we do not deal quickly with this menace, North Korea will be in a position to endanger children across the planet. The failure of successive American administrations to deal with North Korea is testimony to the endemic pass-the-generational-buck, which pervades politics wherever one looks. The obvious, but profound fact is that today's and tomorrow's children have no voice whatsoever in decisions that affect their futures. We adults are their fiduciaries, yet we shirk this responsibility on a routine basis. The 270,000 and growing tons of nuclear waste scattered around the planet, the massive nuclear accidents in Chernobyl and Fukushima, represent, like nuclear weapons proliferation, the clear failure of we adults to fulfill our fiduciary responsibilities.

But if nuclear waste, nuclear accidents or nuclear weapons don't produce a generational holocaust, climate change may do so instead. Boston University's Sheldon Glashow—arguably the world's top physicist—strongly believes that continued heating of the planet at the current pace will raise sea levels by 200 feet by 2200. This is beyond our lifetimes, but not those of our great grandchildren.

Global warming won't just eliminate future humans. It is predicted to terminate one fourth of the Earth's animal species. Meanwhile, our collective breeding is producing, in real time, a global population expansion, which will add more than 2.6 billion people to our small planet in the next 40 years. In terms of warm bodies, this represents two Chinas in 40 years or one Germany each year. Funny thing, though, no one is discussing the planet's current population explosion let alone its ramifications for economic growth, living standards, inequality and planetary heating.

Instead of recognizing our collective generational immorality, we are enacting accords, which sound generationally responsible until one checks the details. Consider the Paris Accord, which sounds terrific, but is actually providing a big pass to current generations. It's doing so by giving countries 30 years to put in place real policies, like carbon taxation, to stop the use of dirty energy. In so doing, the Paris Accord is sending dirty energy producers a very clear and highly dangerous message, to wit, use it or lose it. This is exactly what dirty energy producers are doing. They are producing and we are consuming more oil and other fossil fuels. Dirty energy production has increased by about 10% in the last five years. This means a fast, not a slow burn of our planet's poison – exactly the opposite of what's needed. As I have shown in a recent co-authored paper, the Paris Accord, via the Green Paradox, could actually be making climate change worse.

There are many other examples of the war on our children. Take unions. They are dominated by older members who have spent years blocking real labor reforms in Spain, Italy, Greece, France, and other countries. This has produced an economic depression for the young in those countries. Or consider education, which, at least in the U.S. is producing ever more poorly educated children.

In addition to the average or likely damage we are imposing on our descendants, we are leaving our children at enormous economic and physical risk – risk that the damage will be far greater than expected. Such risk can be priced, but so far no one has done so.

GUILLAUME GOUBERT — Antoine Bozio, depuis 2011, vous êtes Directeur de l'Institut des politiques publiques au sein de l'École d'Économie de Paris. Vous avez fait une thèse de doctorat sur les réformes des retraites et vous êtes

lauréat 2017 du prix du meilleur jeune économiste décerné par le Cercle des économistes et le quotidien *Le Monde*. Vous qui admirez les travaux de Laurence Kotlikoff, partagez-vous sa vision plutôt pessimiste ?

ANTOINE BOZIO — Je suis très ennuyé parce que vais être obligé, juste après avoir eu le plaisir de le rencontrer pour la première fois, de dire que non, les faits à mon avis ne permettent pas de parler de guerre des générations. D'abord parce que le mot guerre implique de la violence et des morts et je ne crois pas qu'on puisse assimiler les débats entre générations ou les discussions sur le financement des types de protection sociale à une guerre. Il y a toujours eu des frictions entre les générations, la plus jeune rejetant les vieilles pratiques de la plus ancienne ; la génération du baby-boom s'est ainsi révoltée contre la génération précédente et voulait renverser la table.

Après la Guerre, on a été convaincu que chaque nouvelle génération aurait une situation économique meilleure, progresserait en termes d'espérance de vie, en termes de santé, et de qualité de vie et que nos enfants auraient un avenir meilleur. C'était quelque chose de très fort d'imaginer qu'après ces années horribles, après ce que nos grands-parents avaient subi, on allait entrer dans une Europe de paix, qui bâtirait la prospérité et que cette prospérité allait augmenter de génération en génération.

Depuis une vingtaine d'années, le ralentissement de la croissance, l'augmentation du chômage qui a touché en particulier les plus jeunes, les modifications du système économique, ont donné petit à petit l'impression que cette grande idée de progrès était fausse, que les générations plus jeunes seraient peut-être moins bien loties que la précédente, celle du baby boom qui a profité encore du plein emploi, de l'augmentation des prix de l'immobilier et enfin d'un système

de retraite généreux dont elle a pu bénéficier avant que les réformes ne la touchent.

D'une certaine façon, si aujourd'hui on parle de la pauvreté en France, ce n'est plus, comme après 1945, de la pauvreté des plus âgés, mais de celle des jeunes. Quand on évoque actuellement le problème d'accès au logement, ce n'est plus celui des seniors, mais celui des jeunes qui ne peuvent pas accéder au même type, à la même taille de logement que leurs parents.

Cet ensemble de faits donne à penser qu'il existerait des oppositions entre générations. Or, à mon sens, il faut mettre en perspective la bonne adaptation de notre système de protection sociale qui a pris en compte un bouleversement majeur, le vieillissement de la population. Celui-ci ne concerne pas uniquement les plus âgés, nous allons vivre beaucoup plus longtemps qu'eux et nos enfants vont vivre probablement encore plus longtemps que nous. Finalement, ce gain d'espérance de vie n'est pas uniquement réservé aux seniors, c'est aussi une bonne nouvelle pour l'ensemble des jeunes générations.

En revanche, cela a conduit à transformer fortement notre système socio-fiscal au sens large, qui a donné beaucoup plus de poids à la redistribution en faveur des personnes les plus âgées, *via* le système de retraite, mais aussi *via* aujourd'hui les dépenses de santé, et demain *via* les dépenses de prises en charge de la dépendance, avec des transferts de plus en plus importants des plus jeunes générations vers les personnes les plus âgées. Les systèmes des retraites, en particulier dans le cas français, sont un des gros piliers de ces transferts intergénérationnels. Rappelons ce qui s'est passé en France, ou dans d'autres pays européens d'ailleurs. Après la guerre, avec une très forte inflation, les épargnants qui étaient des personnes âgées, étaient ruinés. Allait-on laisser de côté ces générations qui avaient subi deux guerres ? On a alors mis

en place des systèmes par répartition qui ont effectué des transferts d'actifs vers ces anciennes générations. Et c'est cette décision-là, après 1945, qui explique en partie les transferts en faveur de ces générations qui avaient, elles, subi directement la guerre. Il ne s'agit pas de guerre entre génération, mais d'un effet de la guerre, la vraie, qui s'est traduit par une forte solidarité entre générations, parce qu'on n'allait pas abandonner, laisser mourir nos parents ou nos grands-parents.

En revanche, l'augmentation de l'espérance de vie est quelque chose d'assez différent. La question est de savoir comment arriver à rendre le système de retraite soutenable ? Comment donner confiance aux plus jeunes générations et les convaincre qu'en participant au financement du système de retraite actuel, ils ne versent pas dans une caisse à fonds perdu pour les vieilles générations ? C'est là un enjeu essentiel. Pour rendre ce système de retraite crédible et redonner la confiance, on doit faire un effort de réforme très important pour rendre lisible l'idée que les droits à la retraite d'aujourd'hui, que les cotisations, qui sont les contributions payées par les jeunes générations, donnent des droits. La réforme des retraites qui a été mise en place en Suède avec les comptes notionnels, celle qui a été faite en Italie et je l'espère bientôt en France, permettra de rendre transparente cette solidarité entre les générations et garantira aux nouvelles générations, des droits qui seront honorés.

GUILLAUME GOUBERT — Matthieu Courtecuisse, vous êtes diplômé de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique, vous avez fondé à 26 ans SIA Partners, un cabinet de conseil en management et stratégie. Vous dirigez aujourd'hui une entreprise qui compte un millier de consultants dans une quinzaine de pays et vous avez créé récemment un fond d'investissement dans de jeunes entreprises, pensez-vous que les générations se livrent une guerre ?

MATTHIEU COURTECUISSÉ — En France, un président de 39 ans a été élu, en partie, grâce aux voix de personnes d'un certain âge qui ont voté pour lui alors que parmi ses réformes, il propose d'augmenter la CSG pour financer une partie du système de protection sociale. Ces personnes, des retraités en particulier ont voté contre leurs propres intérêts, dans une logique de transmission pour aider les plus jeunes générations. Je trouve qu'il y a là un signal positif et optimiste qui invalide, à mon avis, en partie cette histoire de guerre des générations. La réalité est que les structures politiques sont beaucoup plus conservatrices que l'avis des populations. Si, par exemple, on proposait de mettre en place des fonds de pension en France, je suis sûr que les gens seraient d'accord.

Je suis plutôt un homme d'entreprise et je vois au quotidien les entreprises évoluer. Dans mon entreprise, l'âge moyen est de 29 ans, je suis donc confronté de façon assez importante aux jeunes générations qui entrent sur le marché du travail. Si je vois une guerre, je vois plutôt une guerre des talents plutôt qu'une guerre des générations. D'ailleurs je ne suis pas très à l'aise avec le mot de génération. Je pense que les sociologues ne le sont pas non plus, puisqu'ils inventent sans arrêt de nouvelles appellations : la génération X, la génération Y, les *Millennials* etc. En fait, on voit bien que les marqueurs classiques, utilisés dans l'analyse macroéconomique : actifs vs retraités, jeunes vs vieux etc., fonctionnent un peu moins dans la plus grande complexité du monde d'aujourd'hui. Les ruptures, les marqueurs sont différents, ils sont plutôt dans les usages, dans les comportements, dans les valeurs et les frontières entre les âges et les classes d'âge se sont donc étioilées parce que beaucoup plus complexes à appréhender.

Je vais illustrer mon propos par un petit exemple. Du point de vue macroéconomique, on peut dire que nous avons tous un taux d'équipement très élevé en matière de téléphones portables. Mais nous les utilisons tous de façon différente,

notamment pour prendre des photos. Les gens plus âgés, ceux qui ont connu le monde de l'argentique prennent leur appareil à l'horizontal, en le tenant fermement. La génération, disons plutôt de Facebook ou Twitter, le tiennent à la verticale. Et les « vrais jeunes », la génération Snapchat, tiennent leur smartphone de travers, ils multiplient les photos, et se fichent complètement de ce qu'ils prennent. On a donc des usages très différents du même appareil. Ces différences de comportement ont des conséquences.

Concrètement, cette rupture Facebook ne l'a pas vue, et cela lui a coûté des milliards et des milliards de dollars ! Ils ont lancé trois *copycats*, ils ont racheté Instagram mais ils ne rattrapent pas Snapchat. Ce sont toujours des gens autour de quarante ans à peu près qui sont sur Facebook et les audiences restent médiocres. Du coup, Facebook a pris des décisions fermes, ils ont viré quasiment toutes les équipes de design et n'embauchent plus, pour la partie design de leur activité que des gens entre dix-huit et vingt-cinq ans !

Tout cela pour dire que les histoires de générations sont quand même assez complexes. On le voit bien dans les entreprises où on rencontre une certaine crainte et une certaine anxiété dans les managements qui perçoivent que des déplacements de valeurs très importants peuvent s'opérer, que la rente qui existait sur un certain nombre de métiers et d'activités est en train de se déplacer massivement et qu'elle est attaquée en général par des barbares relativement jeunes. Ils réagissent en proposant des kits de management, en mettant en place du *reverse mentoring*, du *shadow Comex*, etc. Cela traduit une vraie inquiétude, parce que les gens qui sont en fonction à certains niveaux de décision en entreprise, ne sont pas complètement en phase avec cette réalité d'aujourd'hui et parce que les plus jeunes sont en train de formater les comportements. C'est vrai évidemment dans le monde de la technologie, mais aussi dans celui de l'automobile. Cette

évolution massive et ce formatage sont très difficiles à appréhender. Jusqu'à présent il y a quand même très peu de grands groupes qui osent nommer des patrons du marketing de vingt-trois ou vingt-cinq ans. Pour l'instant ils ne le font que pour un mois, mais ça va venir ! Aujourd'hui, au-delà de la mode de l'entreprise libérée, on constate que dès que de nouvelles générations arrivent à la tête des entreprises, elles suppriment tous les niveaux fonctionnels. Autrement dit, il y a une volonté très forte d'autonomie dans les métiers. Pour être de plus en plus en interaction avec la direction générale, tous les étages fonctionnels sont en train de sauter, toutes les réorganisations récentes dans les grands groupes le montrent. Donc on voit bien l'influence des valeurs qui viennent des plus jeunes générations et qui remontent sur la chaîne managériale.

Pour conclure, la plupart des groupes souhaitent créer des écosystèmes innovants au travers d'incubateurs, d'accélérateurs, de fonds, de *corporate venture* etc. Aujourd'hui, on ne sait pas si ça fonctionne, parce qu'en réalité, si on regarde, en particulier aux États-Unis, très peu de *success story* ont été développées dans ce type d'organisation. La guerre des talents est plutôt le vrai défi des entreprises et je suis très optimiste pour les plus jeunes, qu'ils soient très diplômés ou non, parce que ce n'est pas forcément le diplôme qui va réaliser la qualité de l'appréhension de ces nouvelles ruptures.

GUILLAUME GOUBERT — Elsa Fornero, vous êtes professeur d'économie à l'université de Turin, vous avez été ministre dans le gouvernement de Mario Monti ; à ce poste vous avez élaboré et commencé à mettre en œuvre des réformes décisives du système de retraites et du droit du travail. Comment allez-vous arbitrer ce débat entre guerre et évolution ?

ELSA — Firstly, I would like to start by considering that being European means, among other things, sharing principles



on social policies. When Antoine was speaking, I felt completely “in tune” with what he was saying, while I felt somewhat distant from Larry’s analysis, pointing openly in the direction of a “generational war”. My opinion is not, of course, that everything is ok in terms of generational fairness. There are many serious problems, but a war is a different thing and the young today seem more “resigned” than at war. Like Antoine, I think that war is violence, and luckily in Europe we have been able to prevent wars in the last seven decades. I belong to the post-war generation, but I remember very well the stories of people in my family who went to war and they were terrible. I also want to tell Laurence about a book I read recently and which I would advise him to read – it is called *Boys in a Boat*, by Daniel James Brown. It is the story of the team of young Americans who won the gold medal for rowing in the 1936 Berlin Olympic Games. They were unlucky children of the Great Depression, who went through all kind of material and emotional deprivation, possibly also a consequence of a generational war. Today, luckily, we have problems of generational imbalances, but we also have the possibility to redress them without having to pay such a high price as a conflict.

True, generational issues are becoming increasingly important and there is no doubt that the so-called baby-boomers born during the 1950-65 economic miracle are in an advantageous position if compared to the young, born from the 1980 onwards. As Maxime reminded us, today’s young might be healthier and better fed but, in an ageing society, they are paying an increasingly heavy price in order to support the baby-boomers’ incomes and lifestyle. In all rich countries the young tend to have lower incomes and lower income security than the generations of their fathers and grandfathers. Their career prospects are worse and more exposed to unemployment risk, there is a huge mismatch between their human capital and the requirements of an increasingly digitalized labour markets.

The older generations also enjoy the lion's share of social expenditure, leaving little more than crumbs to the young. In Italy —one of the countries where this contrast is highest— 4% of the over 65s are classified as poor, while poverty affects 12% of the under 17s. And there has been a sharp deterioration of the situation of the young: in 2005, 4% of the 18-34 age-group were poor; in 2015 the equivalent number had jumped to 10%. What are the reasons for this imbalance?

The fundamental reason, in my view, is an inconsistency between the major trends of our democracies. One is a political trend: policymaking is more and more concentrated in the short run because of all the difficulties of political parties, and so, when they promise something, they promise it to the generation that weighs most in terms of votes, and this is certainly not the young generation and even less so future generations.

Then there is the economy, and of course the economy is undergoing important structural changes, such as digitalisation and globalisation. We are globalised, and we have to manage globalisation. Protectionism is no way out, only a short-term expedient that risks creating even greater income inequality than we have. With globalisation, we have migration and the problems of refugees, and with digitalisation we have a (hopefully temporary) reduction of jobs incomes. Then there is the demographic transition, which is a slow but nearly certain process. Population projections up to 20 years from now are possibly the social sciences data we can trust most.

How can we create consistency between short-term policies and long-term structural problems?

Basically, this should be in the heart of our constitutions. However, constitutions seem to offer little or no safeguard to the young while offering more protection to the old. There has been a general tendency to interpret older people's acquired rights (especially pensions) in absolute terms, disregarding the fact that, in certain circumstances, these rights are acquired not

in a general win-win scenario but at the expense of someone else, notably the young.

Pension rules, inherited from the past, tend to ensure that payments made to present day pensioners are normally higher than the amount they should actuarially receive, *i.e.* taking into account both their social security contributions and their increased longevity. The difference is provided either by general tax or by public debt, both of which mean that the burden falls increasingly upon the young, given that the country has little taxation of housing wealth, predominantly in the hands of the older generations. Italy, the Constitutional Court cancelled a rule, passed while I was Minister of Labour and Social Security, subjecting the higher pension benefits —calculated according to a very generous defined benefit formula— to a "solidarity contribution". I doubt the pronouncement was in the spirit of our constitution: if it were, it would mean that our fundamental law does not adequately protect the young.

GUILLAUME GOUBERT — En écoutant Laurence Kotlikoff, je me suis demandé si on pouvait encore faire quelque chose ou si la situation était tellement grave qu'il n'y avait plus qu'à attendre la fin du monde ?

LAURENCE KOTLIKOFF — You have to start where you are at, and if you look at where France is at right now, with average tax rates close to 60%, there is very little room, whether it is Macron, Hollande or Marine Le Pen, to fix things economically without significant spending cuts that will hurt people, particularly older people. This is the truly pernicious aspect of generational war —each generation takes more from the next leaving those coming in the future with ever higher burdens and an ever weaker economy. This said, I do think there are ways to protect our children. I have written a book about

how to reverse my country's generational war. It lays out how to fix our tax, social security, healthcare, banking, and education systems. It's posted on my website —[www.kotlikoff.net](http://www.kotlikoff.net). The title is "You're Hired".

Now let me respond to some of the other views that have been expressed here today. If you consider U.S. fiscal history, the 1950s, 1960s, and 1970s were decades that witnessed the biggest expansion of our social insurance programmes. They produced huge transfers to the elderly. But these transfers weren't made to help retiring WWII veterans. They occurred far too soon for that rationale to hold water.

We've also heard that life expectancy is increasing around the world and that, as a result, younger people will be better off than their parents. I recommend a closer look at the data. The latest evidence from the National Academy of Science in the U.S. shows that life expectancy is declining among the middle class and poor. Life expectancy in Russia and other nations has also declined in recent decades. Therefore, there is no guarantee that life expectancy is going to rise anywhere, let alone everywhere.

Let me also respond to the point that war entails violence. Obviously, old people aren't shooting young people. The generational war is not being fought with guns and bombs, but with take-as-you-go generational redistribution policies, climate degradation, nuclear proliferation, a failure to educate, unemployment and a host of other economic and social weapons that are threatening our children physically and economically.

You cannot get around the fact that the world would be entirely different if it had acted like Singapore, where each generation pays its own way. The injunction of George Washington and Thomas Jefferson—that no generation debts to its children—is an injunction to protect our children, not steal from them under cover of “social solidarity.”

GUILLAUME GOUBERT — Antoine Bozzio, vous avez réfléchi, travaillé et proposé une réforme du système de retraite en France, l'idée des comptes notionnels vous paraît-elle politiquement praticable dans la France d'aujourd'hui ?

ANTOINE BOZIO — Le candidat à la présidentielle a repris cette proposition et il a été élu, à priori c'est un signal. En 2008, j'avais écrit un livre avec Thomas Piketty qui proposait une telle réforme. À l'époque, on nous disait : « Vous êtes gentils, mais on n'est pas des Suédois, nous », sous-entendu : nous en France, nous ne serions pas capables, comme les Suédois, d'avoir un débat, d'essayer de régler les problèmes et de mettre en œuvre une réforme. Les Italiens ont dû s'y prendre à plusieurs fois, cela n'a pas été facile, mais ils ont réussi. En fait, il me semble que nous devrions arriver en France et en Europe à un nouveau modèle social européen, où les droits pourront être garantis et passer d'un pays à un autre beaucoup plus facilement. Je suis positif vis-à-vis de notre capacité réelle à aborder de front ces problèmes, à les résoudre. Je pense que nous sommes réellement tout à fait aptes à faire une telle réforme et à la faire très bien.

GUILLAUME GOUBERT — Y compris en s'attaquant aux régimes spéciaux ?

ANTOINE BOZIO — Oui. Les régimes spéciaux ont été soumis à des débuts de réformes, certes très complexes, en gardant des spécificités, mais la plupart des nouveaux salariés dans ces régimes spéciaux n'ont pas du tout, aujourd'hui, les mêmes conditions de retraite qu'auparavant. Il ne faut donc pas dire que rien n'a été fait avant, il y a eu tout un processus pour avancer. Simplement je crois que nous sommes mûrs pour transformer fondamentalement le système et signifier de façon très transparente que les règles doivent être les mêmes

pour tout le monde, afin que le système devienne soutenable et le reste à long terme. Il est très important d'arriver à mettre en œuvre ces réformes pour que les dettes implicites ou explicites ne continuent pas de croître. On a tous foncièrement intérêt à ce que ce soit une réussite et je pense réellement que nous avons la capacité collective, de pouvoir mettre en place ces réformes.

Je voudrais juste répondre à Laurence Kotlikoff, en apportant une précision. Je ne voulais pas dire qu'on a mis en place des systèmes de retraite par répartition en Europe après la guerre pour récompenser les vétérans, ceux qui avaient vraiment participé à la guerre. On l'a fait parce qu'on a financé ces guerres par l'inflation, en ruinant donc tous les épargnants et toutes les épargnes retraites des générations précédentes. Lorsque nous avons mis en place un système par répartition en 1945, c'était pour ne pas laisser mourir les générations précédentes dont l'épargne retraite avait été liquidée. Ces transferts-là ont servi à payer la guerre, parce qu'on avait financé ces deux guerres mondiales par de l'inflation. Bien sûr, il faut considérer l'augmentation par la suite de la générosité du système dans les années 60-70, mais je crois qu'on ne peut pas juger la mise en place des systèmes par répartition en France, en Allemagne, sans faire la relation avec la manière dont on a financé les deux guerres mondiales.

LAURENCE KOTLIKOFF — I think we are being too Euro-centric. Consider China, Japan and S. Korea. They too have adopted the take-as-you-go policies of the West with predictable negative economic consequences for the young. We all need to recognize economics' dictate —there is no generational free lunch. The more we give to older generations, the more we will need to take from younger and future generations. This is a zero-sum game, which all postwar adults generations in developed and many emerging economies have

been playing to great effect. Yes, some of the intergenerational redistribution has been associated with intragenerational redistribution from the rich to the poor in given cohorts. But, in the main, we have been taking from rich, middle-class and poor young people and giving to rich, middle-class and poor old people.

Just look at Russia, which is saddled, for what may be the end of time, with a 30% payroll tax to finance the country's take-as-you-go pension system. Add in Russia's VAT and other taxes and you start to understand why the the country is not growing and why so many of the best educated Russians are leaving for Europe and the US.

ELSA FORNERO — I will use the example of South Africa, a country I have visited as perhaps many of you. What can South Africa teach us with their Truth and Reconciliation Commission? Basically, that history can neither be cancelled, nor rewritten. History is history, and we can either complain or deal with its legacy in a decent way. What South African people have done is really to try to understand what had happened in the past, the roots of the terrible things that occurred there in terms of segregation and discrimination and move on a pacification path.

As much as our situation seems different, I have used the term "reconciliation" for the pension system in Italy many times, because every time you speak of a pension reform there is a row and the language immediately becomes almost violent. (I will not tell you about the personal attacks from politicians I have suffered—I am still here— but it is violence, although verbal violence).

When I say "reconciliation" I think of reforms. Reforms are the way to adjust the legacies from the past that as societies we cannot tolerate, that we see have created too many imbalances. However, reforms have a problem that somehow I have gone

through myself as a Minister. People think of reforms as something technical. The World Bank, the IMF, the OECD, the European Union, the governments, they all say that reforms are needed, as if it were some kind of medicine or surgery that fixes everything in society. You call in an expert who “does the reform” and everything is settled. No, a reform is something that needs to go much deeper in society, that must “live” in society. Reforms should help people understand and accommodate changes. Structural changes in pension systems and in the labor market are not just technical aspects, they are terribly important to people’s life. Therefore, we have a past and cannot undo it, but we can recognize its legacy and work upon it; in this way we may gain efficiency, by moving from one badly designed social security system, (for example, a design that “implicitly taxes” the continuation of work) to a better designed one, with better embedded incentives, and get rid of the distortions and privileges we had in the past. This is something that people should care about.

If we consciously use reforms as a tool to build a new society, we can correct our welfare system and have a more transparent one, a system that people can understand, and where exceptions can be openly accommodated to help those in need. Solidarity is one-sided, it goes from the rich to the poor, not from the poor to the rich, because that is socially unacceptable, and our pension system had a lot of these privileges. This is what a reform is really about: gaining efficiency, eliminating distortions and eliminating (or at least sharply reducing) privileges and injustices. And if you take it to the people, they understand. The problem is that politicians always have a near election in their horizon, so they say that they will increase pension benefits, reduce retirement age and so on. They easily forget that providing jobs for the young is the best way for the young to have a decent pension. Therefore, we have this incompatibility between policies targeted to the short run



and the need to readjust our societies in order to respond to the profound changes that are taking place. There is no simple way out of this. The actual solution would be for economic growth to pick up structurally, so that the demand for labor and workers' pay would both increase. A more equitable income distribution, *i.e.* a correction of the increasing polarization of wealth might trigger such a pick-up but, in a global economy with free capital flows, this requires co-operation between states. Policies need to be more inclusive, a spirit that has been the driving force of both the pension and the labor market reforms introduced by the government in which I was labor Minister [2011-2013].

More generally, society must become aware of the unsustainability, even without a generational war, of the present situation.

GUILLAUME GOUBERT — Les entreprises tiennent-elles compte dans leur stratégie de facteurs de long terme comme la réforme des systèmes de protection sociale, les enjeux environnementaux ou ceux des mouvements migratoires de population ou est-ce qu'elles pilotent au plus urgent ?

MATTHIEU COURTECUISSÉ — La prise en compte du long terme est évidemment quelque chose de complexe pour les entreprises, parce que face aux contraintes immédiates de rentabilité il est toujours compliqué de pouvoir piloter ces objectifs courts termes avec le long terme. Il est vrai que face aux ruptures d'un certain nombre de modèles économiques, la question du long terme se pose forcément. Face à la disparition des rentes, plus ou moins immédiate selon les métiers, il faut préparer l'avenir au moment où ces rentes vont elles-mêmes s'effondrer. La prise en compte du long terme me semble plus complexe qu'auparavant et je dirais, de plus en plus fondamentale.

QUESTION DU PUBLIC — This has been an amazing Euro-centric conversation. Are not Chinese incomes growing 6% and 7% a year, and are not those young people going to be able to afford a lot more for the elderly? I am just an economist, but maths says that if an economy grows at 7% a year, in ten years your income doubles, and doubles again. They are better educated. They will live longer. Therefore, if you broaden it, there are those who are winning, who are doing well in Asia, in East Asia, certainly as long as we do not have a war in Korea, of course, but in South America and so forth there are places where younger people are doing better.

The other thing that I did not hear at all is the difference between women and men. I cannot help but think that young women will be better off, freer, more able to do what they want to do, than their parents and certainly than their grandparents. Therefore, you guys had a great debate about a small piece of the issue, but thank you for that.

LAURENCE KOTLIKOFF — Let me respond. Today's Chinese youth are the victims of decades of economic stagnation thanks to the policies of Communism. Yes, the country is finally growing. But Chinese workers are earning less than one fifth of their American or European counterparts. So China has a history of destroying the economic prospects of their children. Will today's rapid growth spell much higher living standards for tomorrow's Chinese workers? Not necessarily. Yesterday I attended a conference session in which a speaker related how 15 000 people were replaced by 500 in a Chinese call-center thanks to the adoption of intelligent robots. We do not know for sure what the future of China and its children will be. What we know, and very well, is that running take-as-you-go policies will run China's economy, like it's run the U.S., European, and so many other economies, straight down the tubes. We also know that young and future girls, like young and future boys will

be victimized by global generational war even if the earnings of females rise relative to males'.

QUESTION DU PUBLIC — Il y a quand même une ambivalence des rapports entre générations. Ce sont à la fois des rapports de coopération, de partage, et en même temps de domination, de violence. Il faut prendre les deux en considération. Deuxièmement sur les rapports entre générations, une réforme des retraites ne touche pas les retraités. En France, on a tendance à penser : « Gardez-moi mon pouvoir d'achat et, pour que le système reste solvable, faisons une réforme très dure concernant les générations suivantes. » Dernier point, en France, le circuit des transferts aux plus de 60 ans, dette, santé, retraite, etc. représente maintenant plus de 20 % du PIB chaque année, ils ont doublé en 30 ans. Les transmissions représentent maintenant plus de 10 % du PIB chaque année, elles ont également doublé en 30 ans. Et donc la question qui se pose est de savoir pourquoi ne pas utiliser le patrimoine des plus âgés pour rembourser la dette ? C'est exactement ce que dit Piketty.

ELSA FORNERO — You said that when you have a pension reform the past is past. However, there is the question I just mentioned, the question of privileges. We had a long discussion in Italy, because when we passed from what we called the defined benefit method of calculating pension benefits to the one called "defined contribution", we said it would apply from the moment the reform became law. However, many pensions of tiny, influential groups, mainly in the civil service, usually shielded from the effects of reform, still receive pensions of –say– 100 having paid contributions of –say– 20. This huge mismatch between contributions paid in and benefits received should come to an end. This is where reconciliation based on equalitarian principles is necessary. More specifically,

in certain cases the pension is rather low but nevertheless it is higher or much higher than what was paid in (as it happens, for example, in Italy with small farmers/artisans/shopkeepers who paid very little and even if they receive a modest pension it is certainly higher than the level accounted for by contributions). This difference is “a present” or case of public assistance and it is certainly impossible, on the ground of justice, to ask money back on the account of the difference between benefits and contributions. Consequently, what has been recognised has generally to be maintained. However, the case of high, privileged pensions is different, and the introduction of “solidarity tax” or “solidarity contribution” is appropriate in my view, also because a pension is a flow payment, not a lump sum, so that the present is renovated each time it is paid.

It can be equally appropriate, in a difficult situation when labour income are stagnating or decreasing, to stop indexation to consumption price indexes. What I said before about constitutions was motivated by the fact that the Italian constitutional court decided that the solidarity contribution on high pensions was not constitutional because it interfered with “acquired rights” (even “their own” acquired rights).

Finally, a short comment about women. The reform of our government established, through a six year transition period, an equal retirement age for men and women. This is based on the principle of equal treatment and that principle requires a level playing field in the lab or market, within the family and in pension entitlements. The principle is not consistent with discriminatory practices in the labour market later “compensated for” by paternalistic pension policies implying for example a lower retirement age (which often backfires on career prospects). It is just the opposite of the introduction in the late 1980s of the possibility for women to retire when reaching a seniority of 14 years and six months (that could mean women in their 30s!). This “madness” was later stopped but we

still have quite a number of these “baby pensions”, and although they are normally of a modest amount, their total cost is very high. Another negative legacy that comes from a totally wrong interpretation of a pension system, if not from opportunistic political behaviour.

Women want equal treatment, not *ex post* compensations for *ex ante* discrimination. We live longer and we do not need to retire earlier. We want care services, because if you do not have care services, then you say it is for the grandmother to look after the children or it is for the middle-aged woman to look after her parents, so these things are from the past again and we, we women, do not need them.

QUESTION DU PUBLIC — Il y a toute une *silver economy* qui se développe, créée par des jeunes autour de nombreux services mais aussi de produits destinés aux seniors. Les seniors sont-ils une charge ou une opportunité ? Deuxième chose, pourquoi avons-nous en France cette résistance à la création de fonds de pension ? Y a-t-il des problèmes de risques ou de pression des assurances ? Singulièrement un seul fond de pension existe dans notre pays, il est réservé aux fonctionnaires.

MATTHIEU COURTECUISSÉ — Les *Millennials* vont être très prochainement majoritaires à la fois dans le monde du travail et aussi dans les modes de consommation. Les personnes âgées vont devoir s'adapter à cette nouvelle donne. Avec la *silver economy* il y a beaucoup de nouveaux formats à inventer, de nouveaux services de solidarité à créer comme la colocation entre jeunes et moins jeunes, pour que les plus âgés s'intègrent mieux à la société.

Concernant les fonds de pension, vous faites référence au système mis en place pour les fonctionnaires de l'éducation nationale, et c'est effectivement une anomalie étrange. Je ne

crois pas en tous cas que les assureurs soient contre la création de fonds de pension. Pourquoi ? Les rapports de l'OCDE disent que le système idéal serait de calibrer les fonds de pension à 30 % en moyenne, *vs* 70 % pour les régimes de répartition.

QUESTION DU PUBLIC — Quel est le taux d'épargne des Français ?

MATTHIEU COURTECUISSÉ — Je crois qu'il est de 17 %, ce qui est très significatif. C'est quasiment l'équivalent de la dette. Je crois qu'on a quelque chose comme 1 600 milliards, mais c'est à vérifier !

QUESTION DU PUBLIC — Parlons du dialogue entre générations ! Je suis un étudiant de La Parole aux Étudiants, invité par le Cercle des Economistes. J'ai assisté à différentes conférences, j'ai même pu poser quelques questions mais il me semble que ce que j'ai le plus appris, je l'ai appris quand, à force de héler quelques intervenants, j'ai pu dialoguer avec eux, « d'égal à égal ». Mais la plupart du temps, c'est peut-être un problème de génération, vous êtes inaccessibles, il est très difficile de vous aborder en dehors des sessions... Il me semble que ce manque de dialogue entre générations existe aussi dans l'entreprise ? Qu'en pensez-vous ?

MAXIME DEBRY — Le Cercle des économistes nous offre quand même une superbe opportunité de pouvoir échanger ou du moins de comprendre les réflexions des générations qui ne sont pas les nôtres... En guise de conclusion je dirais que dans tous les domaines, il y a urgence à réformer et à rééquilibrer ces rapports entre générations. Il existe une pression concurrentielle au niveau économique, Matthieu Courtecuisse parlait de Facebook qui a l'air dépassé. Qui aurait pu imaginer que Facebook se ferait doubler ? Il existe

une pression migratoire comme l'a rappelé Elsa Fornero qui menace encore davantage les structures du marché du travail et nos systèmes de pension. Et enfin, je le rappelle, il y a une urgence climatique que ce soit le résultat d'un héritage ou d'un défaut de conscience, puisqu'on continue à polluer beaucoup trop notre planète, jeunes comme moins jeunes. Et là, on doit tous se retrousser ensemble les manches pour avoir une plus belle planète.





# LA FINANCE PEUT-ELLE ÊTRE RESPONSABLE ?

---

**COORDINATION**      **B. Badré** (*Cercle des économistes*)

**CONTRIBUTIONS**    **J.-B. Lévy** (*EDF*)  
                              **N. Notat** (*Vigeo-Eiris*)  
                              **L. Zinsou** (*Terra Nova*)

**MODÉRATION**        **H. Chevillon** (*BFM TV*)

---

BERTRAND BADRÉ — La finance est-elle responsable ? Je pense que c'est une bonne question posée au bon moment. La réponse peut paraître évidente, oui elle doit être responsable. Et on pourrait s'arrêter là... Mais si on éprouve le besoin de la poser, c'est bien qu'il y a un souci. Cet été, nous avons célébré – si je puis dire – le dixième anniversaire du début de la crise des *subprimes*. Le 9 août 2007 la BCE, intervenait massivement en injectant de la liquidité dans les marchés.

Cette crise des *subprimes* marquait la fin du cycle précédent inauguré par Reagan et Thatcher, la révolution conservatrice, la révolution néolibérale caractérisée par une forme de dérégulation, d'ouverture des frontières, de liberté de circulation des capitaux. Ce cycle s'est fracassé il y a une dizaine d'années, il est temps de se poser la question de l'après.

Faut-il réinventer quelque chose ? Revenir en arrière ? Nous sommes à la croisée des chemins. La phase de reprise que nous connaissons incite à une certaine décontraction,

même si elle est moins forte qu'escomptée, même si elle laisse un certain nombre d'inconnues. Les débats sur la stagnation séculaire, le *new mediocre* ou *new normal*, etc., restent présents, même si on a envie d'être un peu plus optimiste aujourd'hui.

Les changements de politique monétaire ont nécessairement un impact sur la sphère financière, en particulier sur la question de la valorisation des actifs financiers et d'une éventuelle bulle. Le débat sur la dérégulation est beaucoup plus fort aux États-Unis qu'en Europe. La dérégulation, financière notamment, un des thèmes de campagne de Donald Trump, reste au programme de sa présidence. On voit que le sujet s'est invité au G20, Mark Carney, Président du *Financial Stability Board*, a alerté le Président Trump sur les risques de la dérégulation; notre débat est donc tout sauf théorique.

En arrière-plan, se profilent, entre autres, les engagements liés aux changements climatiques et au développement durable, auxquels nous avons tous souscrits il y a deux ans. Ces enjeux nécessitent des milliers de milliards de dollars supplémentaires d'investissement chaque année. Pour être à la hauteur de nos engagements, il faudra bien trouver les moyens.

Sommes-nous donc à la veille d'un nouveau cycle, après celui de la révolution conservatrice ou du cycle néolibéral? Quel sera le rôle de la finance dans ce cycle? Si nous ne tranchons pas cette question, nous aurons du mal à retrouver cette prospérité recherchée et à nous remettre sur un sentier de croissance qui bénéficie à tous.

J'aime bien cette phrase de Thérèse d'Avila : « L'argent est un excrément du diable, mais c'est un merveilleux engrais ! » Nous en sommes exactement là, à cette tension entre l'excrément et l'engrais. C'est une question à traiter de manière holistique. On a réglementé les banques, les compagnies d'assurance, les gestionnaires d'actifs, etc. mais nous n'avons pas de vision d'ensemble. Nous ne savons pas exactement comment nous voulons financer nos économies, nous traitons donc les

problèmes à la petite semaine, nous mettons des rustines, en espérant que tout ça finira par faire un système cohérent. Je n'y crois pas une minute.

Le système auquel nous aspirons est vraiment mondial. Le précédent était un cycle occidental, américano-européen. Aujourd'hui, comment rassembler tout le monde autour de la table ? C'est également un problème de développement pour l'ensemble de la planète.

Les tensions de tous ordres sont fortes. Nous constatons d'un côté une révolution silencieuse qui dit que oui la finance peut changer, qu'il se passe des choses. On voit que se créent de nouvelles évaluations, de nouveaux outils, et on a envie de s'encourager, de se dire nous y sommes, ça marche !

Mais ne nous racontons pas d'histoire, les tensions anciennes resurgissent. Rappelez-vous la fameuse phrase de Chuck Prince, « Tant qu'il y a de la musique, je danse ! » Est-ce qu'on va remettre de la musique ? Est-ce que les gens vont se remettre à danser ? C'est toute la question. À nous de convaincre notre leadership politique que cela ne va pas se faire tout seul. Nous devons transmettre nos messages. Il faut mobiliser finances publiques et finances privées, ce ne sont pas deux couloirs parallèles. Et c'est très compliqué parce qu'on n'y parle pas naturellement la même langue. Il est urgent de travailler selon une vision vraiment mondiale, Nord-Sud, Est-Ouest et il faut créer l'écosystème. La finance est un système où on est payé to *think within a box*. Autrement dit, la finance fonctionne dans des règles réglementaires – et ce n'est pas une tautologie –, des règles de comportement, de marketing, de *benchmark*, etc. Et ces règles appartiennent encore au système d'avant. Faut-il garder ce système ou l'adapter au système financier qui va sous-tendre le cycle dans lequel j'espère que nous allons rentrer, à savoir une finance vraiment responsable, une finance vraiment utile ? Cela signifie savoir évaluer, certifier, rendre compte sans se contenter d'un coup de peinture. Je crois en tout cas que

nous sommes au début d'un *mejor momento* à plusieurs facettes. Je crois que si nous n'arrivons pas à traiter cela, même si c'est difficile, la question de la prospérité partagée dans notre pays, en Europe et sur l'ensemble de la planète ne sera pas traitée.

HEDWIGE CHEVRILLON — Nicole Notat, Vigeo, votre agence d'évaluation et de notation travaille sur la finance responsable depuis de nombreuses années. Comment peut-on la rendre encore plus responsable, et convaincre les entreprises et surtout les financiers, que c'est utile ?

NICOLE NOTAT — La finance responsable existe bien, je vais essayer de vous le démontrer, en vous prévenant en même temps, que nous sommes au milieu du gué et que l'avenir n'est pas écrit. En 2006, un certain nombre d'investisseurs internationaux se sont réunis dans le sillage de l'ONU pour prendre six engagements d'intégration de facteurs sociaux, environnementaux, éthiques, de gouvernance, dans leurs choix d'investissements. À la question « pourquoi cette démarche ? » ils répondaient que c'était au nom de leur responsabilité fiduciaire, parce qu'ils étaient persuadés qu'à plus ou moins long terme, ces facteurs auraient un impact sur la sécurité des placements voire sur leur rentabilité sans oublier la réputation des investisseurs. Ce ne sont donc pas des philanthropes ni des doux rêveurs ! Onze ans plus tard, 23 mille trilliards de dollars – que ce chiffre ne vous effraie pas – se disent investis selon ce type de critère. Je reviendrai plus tard sur la fiabilité éventuelle de ce chiffre qui représente aujourd'hui 26 % des encours connus au niveau mondial. Ces acteurs, dont un grand nombre se trouve en Europe, en France en particulier, sont devenus très matures dans ce genre de démarche. Cela a touché l'*equity* et l'obligataire. Vous avez sûrement entendu parler du *green essential bond*, qui intéresse les émetteurs puisqu'ils émettent dans ce sens-là, mais aussi les investisseurs parce qu'ils y

voient l'occasion d'orienter leurs investissements vers un type de croissance plus soutenable. On rencontre également, après les *green bonds*, de nombreux investisseurs qui veulent s'assurer que leur propre portefeuille n'est pas trop tiré vers le bas en termes de taux carbone et qui cherchent donc à faire évaluer leur portefeuille dans ce sens-là. Le plus étonnant, c'est qu'aujourd'hui des indices thématiques croisent le financier et l'extra-financier pour créer des produits structurés. Aurait-on imaginé cela il y a quelques années ?

Cela démontre au moins qu'aujourd'hui un certain nombre d'acteurs n'est plus enfermé dans cette éternelle opposition binaire, selon laquelle l'entreprise devrait être essentiellement orientée vers – j'ose dire le mot – la maximisation de la valeur pour l'actionnaire mais conçoit la création de valeur dans ses différentes dimensions, sociale, environnementale, sociétale et éthique. Mark Carney a présenté au G20, un rapport contenant onze recommandations de transparence que les émetteurs devraient assurer en termes de *reporting* pour le climat. Par ailleurs Klaus Schwab, grand prêtre de la mondialisation, affirmait au forum de Davos qu'il fallait désormais que les acteurs publics et privés agissent ensemble pour restaurer la croissance, réformer le capitalisme de marché, refonder la cohérence entre le monde des affaires et le reste de la société. Au niveau européen, un groupe d'experts travaille aujourd'hui aux conditions dans lesquelles l'Europe pourrait prendre le relais de la France avec, par exemple, la loi sur la transition énergétique, pour orienter de manière plus forte les investissements vers une finance durable. On le voit, ce financement d'initiatives est tout à fait bien accueilli à la fois par les acteurs de marché et par les acteurs institutionnels : le mouvement est bel et bien engagé.

Ce mouvement est-il irréversible ou au contraire peut-on assister à des régressions ? Nous sommes, je le disais, au milieu du gué d'abord parce que ces investissements ne représentent

que 25 % des encours et à l'intérieur de ces 25 %, soyons lucides, s'il y a de vraies démarches approfondies, il y a aussi des démarches plus superficielles d'acteurs qui « font semblant ».

Pour autant, certains signaux montrent que nous connaissons les ingrédients susceptibles de nous faire changer d'échelle et de le faire dans des conditions qui créeront effectivement le mouvement irréversible. Le premier signal serait que les investisseurs institutionnels, qui ont effectivement une démarche d'investissements responsables soient eux-mêmes transparents sur le sens de cette démarche, qu'ils certifient qu'elle existe, à l'image du label ISR existant en France pour les épargnants, autrement dit les individuels qui veulent orienter leur épargne dans des produits dits « responsables ». D'ailleurs l'OCDE vient de sortir une recommandation dans ce sens. Aujourd'hui l'investissement responsable s'inscrit dans une relation entre émetteurs, entreprises et financeurs. Les informations des émetteurs nous sont aussi utiles, à nous qui traitons et qualifions l'information, qu'aux analystes côté investisseurs, qui les traitent également pour savoir dans quel sens orienter leurs investissements. Ces informations doivent être complètes, sincères, traitées, qualifiées et elles doivent être vérifiées. Il y a encore énormément de travail à faire pour que ce soit le cas. À l'image de la notation financière, nous devrions un jour considérer que la notation extrafinancière trouve aussi sa publicité pour rencontrer, tout simplement en écho de la notation financière, le rôle et la reconnaissance qui doivent être les siens. J'ai conscience que cela aurait pour conséquence peut-être que des agences comme la mienne, en situation d'émettre ces notations se fassent accréditer, c'est-à-dire que les régulateurs s'intéressent à la situation. Je crois qu'à ce moment-là nous aurons gagné.

HEDWIGE CHEVRILLON — Jean-Bernard Levy, vous êtes êtes le patron d'EDF. Croyez-vous en cette finance responsable ?

JEAN-BERNARD LEVY — Il faut rappeler que la finance est d'abord et avant tout un outil qui devrait être neutre, sans intentionnalité particulière sauf celle de rapprocher une offre et une demande à travers une gestion du risque et du retour, du *reward*. Je n'ai aucun doute, — et tout le monde a bien en tête les dix ans qui se sont écoulés depuis la crise financière — que les acteurs de la finance doivent être responsables. Et je crois qu'il faut souligner le rôle des agences de notation, en particulier des agences de notations extrafinancières, pour que cette responsabilité, cette perception de la responsabilité, s'accroissent.

Sommes-nous au milieu du gué ? Je ne sais pas mais nous avons fait beaucoup de progrès. D'abord les acteurs du monde de la finance, me semble-t-il, sont de plus en plus responsables vis-à-vis de leurs propres actionnaires, des épargnants qui leur confient des capitaux et bien sûr vis-à-vis des régulateurs. Les régulateurs ont aujourd'hui, pris davantage conscience de leur rôle qui est de vérifier l'adéquation entre les fonds propres d'un côté et les prises de risques de l'autre. Cela signifie que s'exerce maintenant sur les acteurs financiers une véritable pression pour valoriser ou favoriser les entreprises les plus vertueuses en matière de gestion des risques, de bonnes pratiques de gouvernance, en matière de développement des ambitions humaines dans toutes les dimensions, sans oublier bien sûr le respect de la planète ni la responsabilité sociale de l'entreprise. Il me semble que ces sujets prennent de plus en plus d'importance et deviennent de ce fait, de plus en plus prégnants dans les entreprises, parce que l'ensemble des parties prenantes les exige pour atteindre les objectifs financiers.

Les marchés financiers regardent les niveaux de risques induits par les allocations de capitaux que nous faisons, mais ils regardent aussi le capital humain, le capital de réputation, les bonnes pratiques en matière d'éthique, la qualité des contrôles

internes. Tout ce qu'on pourrait appeler le capital extrafinancier prend donc une part tout à fait prépondérante. Une étude de Harvard montre d'ailleurs la surperformance sur les marchés d'actions des entreprises qui ont les meilleures pratiques en matière de responsabilité d'entreprise, et une autre, menée par des économistes d'Oxford montre aussi une surperformance en matière de génération des *cash flows*. L'entreprise du XXI<sup>e</sup> siècle, post 2008, ne créera de la valeur que si elle comprend qu'elle doit compléter ses objectifs financiers par des objectifs extra-financiers et que les uns et les autres vont s'irriguer et s'enrichir mutuellement. Je le répète, une grande partie de ces objectifs touche à l'humain, à l'attractivité de l'entreprise dans sa dimension responsable pour les talents qu'elle recrute, pour former et épanouir les salariés qu'elle a déjà recrutés. Nous mesurons régulièrement l'importance de ces thèmes dans nos enquêtes internes. Bien évidemment, dans une entreprise d'énergie comme la nôtre, l'impact sur la planète et notre relation au réchauffement climatique est un thème essentiel.

HEDWIGE CHEVRILLON — Seriez-vous favorable à rendre plus lisible la performance réelle des entreprises avec davantage de publicité autour de la notation extrafinancière ?

JEAN-BERNARD LEVY — Bien sûr. Nous donnons de plus en plus une dimension responsable à l'entreprise. Déjà chez Vivendi, j'avais fait en sorte que chaque manager du groupe ait un objectif de RSE dans ses objectifs annuels et qu'on fasse la publicité en interne et en externe de tout le travail que nous menions avec les investisseurs socialement responsables ; j'ajouterai en tant que président d'entreprise depuis des années, que nous recevons des lettres d'investisseurs qui, avant de regarder si oui ou non ils vont investir dans notre entreprise, nous demandent de répondre à des questionnaires préalables qui portent évidemment sur l'extrafinancier.



HEDWIGE CHEVRILLON — Lionel Zinsou, vous avez été Premier ministre du Bénin et vous venez d'être nommé à la tête de Terra Nova. Vous allez nous parler plus particulièrement du continent africain. Selon vous, avons-nous avancé depuis la crise de 2008 ?

LIONEL ZINSOU — Permettez-moi deux minutes d'afropessimisme avant de revenir à l'afro-optimisme ! Je crois qu'il faut se méfier des célébrations. La crise financière a eu lieu il y a dix ans et tout irait beaucoup mieux depuis cette date... Mon souvenir est un peu différent. Dans cette salle, en 2007, nous étions en effet à quelques jours de l'illiquidité brutale de la BNP et de la Barclays et de la réponse très rapide de la BCE, mais personne n'en a parlé, à l'exception de Christian Noyer qui y a fait allusion. Je m'étais permis de dire : « Vous les pays riches vous êtes au bord d'une crise financière qui nous posera un problème, à nous les pays pauvres. Vous devriez faire un peu attention... »

Mais à l'époque, nous étions au sommet de l'euphorie et nous sommes passés complètement à côté du sujet.

Il faut faire très attention, les crises financières partent parfois d'une petite base, le yuan chinois, le baht thaïlandais, les *subprimes* en Californie, et ensuite, ça peut aller très vite. Je vous entends expliquer qu'au fond, quand-même tout progresse. Oui, sauf si la Chine par exemple connaissait une crise bancaire majeure entraînant d'autres pays émergents. Au fond, tous les pays émergents vont assez mal.

Venons-en à l'Afrique où les deux premières grandes puissances, l'Égypte et le Nigéria, ont dévalué leur monnaie de 50 % dans l'année. Ce ne sont donc pas des exemples de stabilité financière. Un certain nombre d'autres pays, l'Angola, l'Algérie, le Mozambique, se trouvent dans une situation d'illiquidité totale avec des problèmes considérables de paralysie des paiements. Il existe des signes locaux d'anomie qui ne devraient

donc pas porter à penser que nous avons progressé sur toute la planète en matière financière.

Nous sommes le continent de l'irresponsabilité sous deux angles. D'abord par rapport aux lois et règlements. Les échanges se font essentiellement en numéraire, avec une économie où le secteur informel, c'est-à-dire celui qui ne paie pas d'impôts, (ce qui n'est pas de l'évasion fiscale, car la non fiscalisation est la norme) représente 90 % de la population, c'est-à-dire 90 % des entreprises et 50 % du PIB de l'Afrique subsaharienne.

Quand quelques terroristes ont des besoins de financement élevés, et au total, mobilisent plus de ressources que les États qui les combattent ; quand un certain nombre de flux liés à la corruption – nous sommes en fait des petits enfants en matière de corruption par rapport aux grands émergents, mais c'est tout de même relativement réparti sur les territoires –, ce sont des conditions extrêmement favorables pour le blanchiment et toute l'instrumentalisation et l'intermédiation du crime.

On peut se voiler la face et rester poli, mais c'est une réalité première. C'est tellement vrai d'ailleurs que les institutions financières de l'Afrique subsaharienne sont fréquemment *not compliant*. Quand Barclays vend sa très rentable filiale d'Afrique du Sud, elle la vend, non pas parce qu'elle n'est pas rentable, mais parce qu'elle n'est pas *compliant* et qu'elle ne veut pas se conformer aux règles de la maison-mère.

Il y a un deuxième facteur plus grave que l'irresponsabilité par rapport aux lois et règlements, c'est l'irresponsabilité par rapport à la création d'une économie soutenable et durable. Autrement dit, l'Afrique subsaharienne a une particularité, elle n'a pas d'actifs financiers, j'exclus les pays du Maghreb, l'Égypte et l'Afrique du Sud qui sont mieux financés. Au niveau du monde, le total des actions obligations et bilan bancaire est une masse de quatre fois le PIB. En Afrique si on retire l'Afrique du Sud et le Maroc, c'est moins d'une fois le PIB mondial. Cela signifie que les systèmes financiers s'exonèrent

de financer ce que font tous les emplois bancaires du reste du monde : un, loger les ménages, il n'y a pas de crédit permettant d'accéder au logement ; deux, le fond de roulement des PME, il n'y en a pas ; trois, les investissements des entreprises. Tout ce qui devrait être l'essentiel de l'activité des bilans des institutions financières mondiales hors Afrique. Donc on ne finance pas l'économie. C'est une économie qui est obligée de s'autofinancer, de faire les paris courts, qui est exsangue quand il s'agit de faire face aux besoins de la transition écologique. C'est pour cette raison que 70 % de la population est hors électricité par exemple. Parce que financer de l'électricité demande de faire des paris longs et qu'il n'y a aucun moyen de le faire.

C'était ma minute d'afro-pessimisme, légitime, parce qu'il faut regarder les choses en face. Quand on est aux affaires publiques, on n'a ni les moyens de financer les actions de l'État, ni les moyens de financer les entreprises d'un certain nombre de mécanismes du marché. C'est préoccupant.

Alors pourquoi pouvons-nous malgré tout faire preuve d'afro-optimisme ? Nous sommes partis d'un système néolithique. Il ne faut pas se tromper, le mode de détention de l'épargne dominant en Afrique est l'achat de troupeaux ; le taux d'intérêt et le rendement, c'est la naissance des veaux et des agneaux. Quand vous n'avez pas de système bancaire, quand vous avez une bancarisation qui touche 10 % des gens, vous cherchez des actifs réels. L'autre grand moyen, c'est de construire des villas, notamment si c'est de l'argent de la corruption.

Mais la nouveauté, c'est que tout est en train de changer. Nous avons inventé des régulateurs qui progressent et nous sommes dans un système de plus en plus mondialisé en termes de transparence. Tout ce qui vient d'être évoqué précédemment commence à être vrai. Nous commençons à participer à une espèce de mondialisation de la règle de droit dans les systèmes bancaires, financiers, assurantiels d'Afrique. C'est la bonne

nouvelle. Ensuite, nous nous intéressons aux besoins des populations, avec notamment le micro-crédit, qui est une façon de massifier l'accès au crédit. Par ailleurs, les moyens de paiement numériques sont plus avancés que sur les autres continents. Nous passons d'un système néolithique, l'épargne par le bétail, à un système numérique, c'est à la fois intéressant, déconcertant et encourageant.

HEDWIGE CHEVRILLON — On voit bien que l'écosystème est fortement basé sur le court terme. Or, on a besoin, semble-il de long terme pour le faire évoluer... Comment s'y prendre pour faire bouger les lignes ?

BERTRAND BADRÉ — Je pense que c'est un effort collectif. La régulation, c'est important, mais la régulation est aussi un risque d'excuse : « les régulateurs l'ont fait, je n'ai plus rien à faire ». Je pense que l'éducation dans les écoles, les universités a son rôle à jouer. Et il faut faire entendre notre voix. J'ai eu récemment une discussion avec de grands gestionnaires de fonds américains qui disaient que personnellement ils ne croyaient absolument pas à « tous ces trucs » mais qu'ils s'y mettraient si leurs clients les y poussaient ! Il faut toujours se rappeler que ce sont nous les clients : cet argent, ces milliers de milliards, c'est notre assurance-vie, c'est notre épargne, etc.

NICOLE NOTAT — Au départ, quand les investisseurs ont pris l'orientation d'une finance responsable, la grande idée des sceptiques et des détracteurs de ce mouvement était de dire que la rentabilité de ces investissements serait inférieure à celle qui n'introduirait pas ces facteurs. Pendant très longtemps il n'y a eu pratiquement aucune étude sur le sujet et rien ne permettait de prouver le contraire. Heureusement on a maintenant suffisamment de recul. Un certain nombre d'organismes, études à l'appui, démontrent — contre toute

théorie financière je dois dire – qu’il n’y a pas de sous performance dès lors qu’on introduit ce type de facteur dans la sélection des portefeuilles d’investissements. Autrement dit, ce n’est pas parce qu’on s’engage sur des investissements de moyens et longs termes et que l’on prend ces facteurs en considération que les rendements en question vont être mis à mal. Je dirais presque, au contraire. Peut-être même que de ne pas le faire est plus risqué aujourd’hui que de le faire.

JEAN-BERNARD LEVY — Deux choses pour aller dans ce sens. Premièrement, les investissements à risques sont des investissements avec de meilleurs retours. À nous de mieux analyser ces risques et de démontrer que nous savons le faire. En tout cas, chez EDF nous sommes satisfaits de nos investissements en Afrique par exemple, y compris pour innover dans des pays qui n’ont pas accès à l’électricité. On a lancé des kits avec panneaux solaires et batteries, indépendants d’un réseau électrique, qui permettent aux gens d’avoir un minimum d’accès à l’électricité. On leur vend en même temps des ampoules, des prises électriques, pour qu’ils puissent brancher leur réfrigérateur ou leur télévision. On trouve donc des solutions innovantes et rentables, il ne faut pas croire que la rentabilité est si loin que ça.

Deuxièmement, le rôle des régulateurs est fondamental. Le problème est qu’ils se méfient tellement des excès du passé, qu’ils n’écoutent plus les régulés. Je le constate dans les banques et dans des entreprises comme les nôtres. Nous, nous plaidons pour un vrai dialogue avec les régulateurs pour sortir d’une relation infantilissante comme c’est souvent le cas.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Senart Muhsiné, Sciences Po Lyon. Je me demande si pour inscrire cette démarche dans le long terme, il ne faudrait pas passer par la sanction des entreprises irresponsables ? Mais comment ?

JEAN-BERNARD LEVY — La première des sanctions est la réputation. Il n'y a rien de plus important que la réputation d'une entreprise.

NICOLE NOTAT — J'irai dans le même sens en ajoutant que le nombre de controverses, de mises en cause, émises sur certaines entreprises par des ONG ou des organisations de la société civile augmente. Le nombre des contentieux juridiques et judiciaires, sur ces thèmes se développe à grande vitesse. Les entreprises sont vraiment très surveillées.

Nous étudions ces controverses, ne serait-ce que pour savoir si elles sont sérieuses, si l'entreprise a effectivement commis des erreurs et, si c'est le cas, nous regardons si elle prend des mesures correctives. Je peux vous dire que lorsqu'une entreprise est prise en défaut sur un sujet, c'est quasi une cellule de crise qui se met en place pour évaluer les conséquences de cette controverse. Parce que, de fait l'entreprise surveille sa réputation comme le lait sur le feu et on sait qu'il faut beaucoup plus de temps pour construire une bonne réputation qu'il n'en faut pour la perdre.

LIONEL ZINSOU — Les entreprises dont vous parlez sont hyper-régulées et exposées à une très grande transparence, en permanence dans la *disclosure*, vous parlez de cellules de crise... Je ne voudrais pas être anxiogène, mais pouvez-vous dire en conscience que les mécanismes d'une économie souterraine, celle par exemple de la drogue, celle du trafic d'êtres humains, celle des trafics d'armes, celle de la corruption, sont en pleine régression? Parce qu'il est probable que là il ne s'agit pas d'entreprises très exposées à rendre des comptes... Il faut bien expliquer pourquoi Boko Haram, le Mujao et un certain nombre de mouvements qui nous créent quelques problèmes,

les Chebab, sont plus riches que nous. Pourquoi le trafic de la cocaïne passe-t-il directement sous contrôle mexicain, via la mafia nigériane, sur les côtes d'Afrique de l'Ouest pour arriver en France. Pourquoi ce trafic de 100 milliards de dollars par an, laisse-t-il 10 milliards de « faux frais » en Afrique, si bien que le terrorisme est beaucoup plus riche que les forces de la répression ? Il y a donc bien une problématique dans laquelle il n'existe pas que des entreprises régulées.

QUESTION DU PUBLIC — Concernant la notion de label ISR, autant je comprends l'intérêt pour des investisseurs particuliers qui ont besoin d'être bien fléchés, autant je crains la dimension réductrice d'un label pour des investisseurs institutionnels. Je voulais rapprocher cela de ce qui s'est passé dans la crise financière où beaucoup d'investisseurs se fondaient sur la notation des agences, sans aller plus loin et sans faire leur propre travail. Je pense qu'il faut laisser aussi les investisseurs faire le travail, mais le faire vraiment, les agences étant là pour apporter leur propre opinion et surtout les données, qui dans beaucoup de domaines et dans beaucoup de parties du monde, nous font encore défaut pour avoir une couverture totale.

NICOLE NOTAT — Je partage complètement ce point de vue. Le label ISR n'a pas été créé par une agence, ni la mienne ni une autre, mais a été créé sur la recommandation de l'État et de la place des investisseurs de Paris, non pour les institutionnels, mais pour les particuliers, autrement dit pour orienter l'épargne des particuliers vers des produits qui intègrent ces facteurs-là.

Nous sommes donc d'accord : ce n'est pas le rôle des agences que de définir cela, d'autres doivent le faire et cela a été le cas. Et bien sûr je crois qu'on perdrait beaucoup en donnant

un mode d'emploi unique aux investisseurs aujourd'hui, sur la manière dont chacun peut, avec son profil, avec ses choix, engager des démarches d'investissements responsables.

QUESTION DU PUBLIC — Existe-t-il une mesure démocratique vérifiée, qui fixe un taux de responsabilité entre l'économie réelle et l'économie financière ?

BERTRAND BADRÉ — J'ai toujours été perturbé par la soi-disant différence entre l'économie financière et l'économie réelle. Je pense que l'économie financière fait partie de l'économie réelle, il faut simplement voir comment cela fonctionne. Mais opposer les deux en disant par exemple que les flux d'échanges de devises sont passés d'un multiple de 10 à un multiple de 100 n'est pas probant. Ce n'est pas très grave en soi, tout dépend de la manière dont cela fonctionne. Encore une fois c'est du flux, si ça fonctionne légitimement dans des conditions de rentabilité normales, sans détournement, je n'ai absolument aucun problème parce que l'argent circule cinquante fois. Si en revanche, à l'occasion de chacun de ces cinquante passages il y a des pertes en ligne, là c'est un sujet. La question de l'opposition entre économie réelle et économie financière est précisément la question à laquelle on n'a pas répondu pendant cette crise à l'occasion de laquelle on a colmaté les brèches, on a régulé, augmenté les fonds propres sans répondre à la question du système qu'on veut en fin de compte ; on laisse donc le système s'organiser tout seul. Il y a là une faiblesse qui doit être tranchée par le leadership politique, ce ne sont pas des régulateurs qui vont définir le système.

QUESTION DU PUBLIC — Le moment n'est-il pas venu de mettre un terme à cette dichotomie entre secteur financier et secteur économique ? Si on prend l'exemple du



financement participatif, le financier n'est plus considéré comme quelqu'un qui vous prête de l'argent. Il devient partenaire du projet, et il a son mot à dire dans le risque et c'est important si on veut rendre les financiers plus responsables.

LIONEL ZINSOU — Il existe des mécanismes de participation complètement nouveaux. Et là, nous pouvons être optimistes ! La finance participative, le *crowdfunding*, implique fortement les prêteurs dans les projets, aussi bien pour le capital que pour la dette. À sa façon, le *private equity*, qui signe aussi les principes de l'investissement responsable, notamment, j'en suis témoin, dans les pays en développement où le *private equity*, le capital investissement, est beaucoup plus populaire que dans les pays développés, apporte une chose très importante : la responsabilité sur la gestion et le professionnalisme de la transparence.

On constate que la finance a beaucoup progressé pour contribuer à réparer, améliorer l'économie. Ce sont là des aspects très positifs. Et sur l'inclusion financière des citoyens, nous voyons, de l'Asie du Sud à l'Amérique latine en passant par l'Afrique, que le micro-crédit, la micro-assurance qui se développe et qui est centrale pour assurer les récoltes de la petite paysannerie, le micro-capital, permettent l'inclusion des masses dans des systèmes financiers où les banques, qui sont incapables d'atteindre efficacement ces petits risques, deviennent parfaitement capables de refinancer des portefeuilles qui agrègent tous ces risques. Il y a ainsi des mécanismes qui permettent à des centaines de millions de gens d'accéder à la capacité de payer, de se financer, d'épargner, d'investir. Toute cette série de progrès et d'innovations rapprochent en effet l'économie réelle de l'économie financière.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Benjamin Sibille, IEP Strasbourg. Un des retours sur investissement le plus fort

qui pourrait être espéré, est l'Afrique, et particulièrement l'Afrique subsaharienne. Tout simplement, parce que c'est là que les besoins existent, notamment en termes d'accès aux services de base. Comment fait-on alors pour rompre avec une forme de malédiction du sous-investissement ou mauvais investissement telle qu'elle a été mentionnée ? Est-ce que cela va passer par les grandes organisations internationales ? Par des actions des États, des entreprises ?

JEAN-BERNARD LEVY — Je pense qu'il faut que tout le monde s'y mette. N'oublions pas qu'il existe aujourd'hui une épargne privée surabondante dans les pays du Nord. Cette épargne privée surabondante doit avoir envie de s'investir dans des projets où la demande est considérable, ce qui signifie qu'il faut une chaîne de responsabilité. Je crois qu'il ne faut pas passer son temps à essayer de créer des barrières inutiles et, je le répète, infantilisantes, entre les différents maillons. Je crois qu'il faut essayer d'avoir une régulation intelligente qui travaille avec des capitaux alloués de façon transparente et selon des règles approuvées également par les utilisateurs dans les pays. Il me semble aujourd'hui qu'on souffre d'un morcèlement des responsabilités et que la transparence et la responsabilisation des intervenants, toutes deux indispensables, ont créé dans beaucoup de domaines de régulation un certain aveuglement du régulateur ou des différents responsables quant aux conséquences de ce qu'ils font sur la chaîne de transmission de responsabilités jusqu'au besoin final qui est immense. Mais quand on imagine l'excédent d'épargne qu'il y a au Japon, aux États-Unis, dans les pays de l'OCDE d'un côté, et les besoins considérables qu'il y a de l'autre, je crois qu'il faut surtout se mettre tous autour d'une table et essayer de trouver des solutions constructives plutôt que se retrancher chacun derrière sa responsabilité qui est partielle et qui donc ne permettra pas de tout résoudre.

LIONEL ZINSOU — Vous n'auriez pas une croissance des pays émergents et une croissance de l'Afrique de 5% par an depuis 20 ans, si vous n'aviez pas des progrès dans le domaine du mal-investissement et du sous-investissement. D'abord, on mobilise beaucoup mieux l'épargne des migrants, premier flux d'entrée de l'épargne extérieure sur le continent. Ensuite, on maîtrise beaucoup mieux les paiements. Il faut bien imaginer que les opérateurs de télécommunication vont devenir les premiers banquiers : ils ne vont pas faire que du paiement, ils vont faire du crédit et du crédit de masse. Donc il y a un changement radical des opérateurs et c'est un grand progrès pour les pays peu bancarisés. Ensuite, l'aide publique est en train de se combiner au concours privé et de fabriquer des hybrides. On va avoir beaucoup plus de ressources pour l'investissement dans les pays pauvres, parce que les mécanismes de garantie des IFI, des institutions financières de développement, les mécanismes de syndication entre concours privés, épargne, réserve considérable de l'épargne mondiale, de la liquidité mondiale et institutions financières, qui vont *levarager* leur bilan, comme on dirait dans notre sabir, c'est-à-dire qui vont, au fond, faire beaucoup plus avec ce qu'elles ont aujourd'hui en main comme moyen d'aide publique au développement. Ce sont des progrès très rapides qui se sont mis en place depuis cinq à dix ans, qui expliquent la croissance forte et pourquoi celle-ci, grâce à la finance, va durer encore trente ans à vue humaine dans notre continent.

BERTRAND BADRÉ — Pour conclure je soulignerai cinq points. Premier point important, rappelons que la finance est d'abord et avant tout un outil. Celui qui est responsable, ce n'est pas l'outil, c'est la main qui le tient. Je le disais en citant Thérèse d'Avila ou en évoquant le vieil adage populaire : l'argent est un mauvais maître et un bon serviteur. Quand on le laisse devenir maître, on aboutit au désastre que nous avons connu.

Deuxièmement, comme le disait Nicole Notat, il faut encourager un certain nombre d'innovations, on note de nouveaux comportements, des phénomènes de pressions, etc. Nous sommes parfois terrorisés quand on entend qu'il y a des gens qui gèrent, 1 000, 2 000, jusqu'à 5 000 milliards de dollars. Personne ne comprend ce que 5 000 milliards de dollars signifient. Quand on se dit que ces gens-là peuvent détruire la planète, cela fait très peur, mais en même temps il est rassurant de se dire que si cet argent est bien utilisé, on n'a jamais eu une telle ressource au bon endroit. Donc il faut essayer de faire pression pour que cet argent soit utilisé dans les meilleures conditions. Troisièmement, pas de satisfaction pour autant. Il se passe quelque chose, mais tout peut basculer. Les retours en arrière sont possibles. Je prendrai un exemple. J'ai beaucoup travaillé avec le patron d'Unilever, Paul Polman, qui au niveau international est vraiment un des apôtres du développement durable, qui a failli faire l'objet d'une offre publique d'achat de *craft*, exactement sur ce thème-là et qui finalement a dû ajuster la stratégie d'Unilever pour faire face à ce capitalisme qui se déploie dans les règles auxquelles on obéit aujourd'hui. Donc il ne faut pas se raconter d'histoires, les règles n'ont pas changé. C'est là-dessus qu'il faut travailler.

À l'inverse il est rassurant de voir qu'un certain nombre d'investisseurs ont pris acte que le risque climatique était aussi un risque financier et qu'être un investisseur responsable nécessitait d'intégrer ce risque dans sa stratégie et d'examiner quel niveau d'exposition au risque carbone on pouvait prendre dans ses portefeuilles. Il s'agit d'un débat bien réel, non d'un débat théorique entre universitaires.

Le quatrième point, et c'est un point important, est le niveau de risque. Est-ce que faire les choses bien, de manière responsable ou durable impacte la performance ou non ? Il y a vingt ans on avait assez peu d'idées et donc notre approche était plutôt morale. Aujourd'hui je crois que le raisonnement

consiste à considérer que la performance n'est peut-être pas la même, mais qu'en réalité comme vous faites les choses mieux, votre niveau de risque baisse. En ajustant votre niveau de risque, votre performance est probablement supérieure.

Dernier point, j'insiste, c'est vraiment encore une fois le rôle de chacun. Ce ne sont pas «eux les régulateurs», «eux les gestionnaires», c'est nous tous. Les régulateurs ont évidemment un rôle éminent, mais il faut s'emparer de ce système émergent, lui donner sa chance parce qu'il ne va pas émerger tout seul. Nous avons des masses d'argent qui préfèrent s'investir sans risque dans des obligations à taux zéro dans le meilleur des cas, quand ce n'est pas négatif ! Cela ne présente tout simplement aucun intérêt, ni pour les clients, ni pour les émetteurs. Si nous arrivons à mobiliser cette épargne de manière intelligente, pour financer les vrais besoins ici ou ailleurs, je pense qu'on aura accompli quelque chose d'important pour une finance responsable et utile.



# QUELS SONT LES OUTILS DE REDISTRIBUTION ?

---

<b>COORDINATION</b>	<b>A. Trannoy</b> ( <i>Cercle des économistes</i> )
<b>CONTRIBUTIONS</b>	<b>B. de Moucheron</b> ( <i>Gide Loyrette Nouel</i> ) <b>R. E. Fife</b> ( <i>Ambassadeur de Norvège en France</i> ) <b>S. Pallez</b> ( <i>La Française des Jeux</i> ) <b>B. Petrongolo</b> ( <i>Queen Mary University of London</i> ) <b>Ph. Van Parijs</b> ( <i>Université Catholique de Louvain</i> )
<b>MODÉRATION</b>	<b>Marc Landré</b> ( <i>Le Figaro</i> )

---

ALAIN TRANNOY — L'un des faits marquants de la dernière campagne électorale pour la présidentielle a été la réouverture du débat sur les outils de redistribution monétaires. Les propositions ont fleuri sur le revenu universel, sur l'impôt négatif (sans prononcer ce terme qui associe deux mots à consonance négative), ainsi que sur la nationalisation de fait de la gestion des allocations chômage et leur universalisation. Sont-elles de nature à faire basculer la France dans le camp beveridgien, alors que la sécurité sociale de 1945 était assez clairement d'inspiration bismarckienne ? L'idée couramment exprimée d'une mutation du travail salarié, sinon de sa disparition, où le salarié remplacerait l'assujettissement à un patron par celui à un donneur d'ordre, permet de poser à nouveau la question des outils de redistribution. Selon

une enquête menée par Laurence Katz et d'Alan Krueger<sup>1</sup>, le phénomène est avéré aux États-Unis : le pourcentage de personnes travaillant en tant qu'indépendant par rapport à la force de travail y est passé de 10 % en 2005 à 16 % en 2015. Cette montée est parfois décrite comme l'ubérisation de l'économie avec sans doute quelque exagération, mais il est quand même surprenant d'apprendre qu'Uber contracte avec environ 600 000 conducteurs occasionnels aux États-Unis. En France, la poussée est moins spectaculaire mais elle est visible. Après que leur nombre a décliné tout au long de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on observe un retournement de tendance depuis quelques années concernant le nombre d'indépendants puisqu'entre 2006 et 2011 celui-ci a crû de 26 %, c'est-à-dire à peu près 550 000 personnes. Selon l'Insee, les non salariés ne représentent cependant qu'une personne en emploi sur dix. Cette proportion place l'Hexagone parmi les pays de l'Union européenne où le travail indépendant est le moins répandu, la moyenne européenne s'établissant à 15 %.

Les questions posées sont multiples mais peuvent être regroupées en deux grands thèmes. La distinction entre des formules *ex ante* et *ex post* d'une part, et le caractère universel ou fléché des aides d'autre part. La discussion se concentre sur la relation avec le travail durant la période d'activité (18-65 ans) avec les différentes possibilités en termes de statut vis-à-vis du travail que sont le fait d'être actif/inactif/en formation, employé/chômeur et salarié/indépendant.

*Ex post vs ex ante* : Le revenu universel accorde à chacun un filet de sécurité minimal, quels que soient les aléas de la vie. Il ressort d'une logique *ex ante*, avant que les vicissitudes de la vie n'aient eu le temps d'imprimer leur marque. Dans cette hypothèse, aucune vérification n'est opérée quant aux besoins de l'individu, puisqu'en quelque sorte la société n'appréhende

1. Laurence Katz et Alan Krueger : "The Rise and Nature of Alternative Work Arrangements in the United States", 1995-2015; 2016 Mimeo Princeton.



que leur risque et non leur réalisation. En revanche, le versement de l'impôt négatif suppose au contraire que soit vérifiée une condition de ressource, ou la vérification d'un statut, comme par exemple celui de demandeur d'emploi. Il traduit une logique *ex post*. Le coût financier n'est pas le même entre les deux formules, la première se révélant plus onéreuse à priori. Toutefois, c'est loin d'être le seul élément de choix. La formule *ex ante* est à priori moins stigmatisante tout en étant plus rassurante, puisque le montant perçu est acquis une fois pour toutes, quels que soient les aléas de la vie. Corrélativement, l'inégalité des montants perçus est à priori plus faible avec l'approche *ex ante*, puisque justement la situation *ex post* n'est pas prise en considération. En revanche, si on raisonne en termes d'inégalité des conditions de vie, le constat est inversé, une approche *ex post* permet en général de minimiser davantage l'inégalité des conditions de vie. D'une manière générale, il a été assez clairement démontré sur un plan conceptuel que ces deux logiques, *ex ante* et *ex post* sont difficilement conciliables, la première privilégiant la liberté, la seconde privilégiant l'égalité.

Toutefois, sur un plan pratique, il ne faut pas exagérer l'opposition entre ces deux visions. En particulier, si le rythme de versement des prestations est très élevé, tous les mois par exemple, la différence effective entre les deux mécanismes pour des personnes dans le besoin sera très faible, en particulier quand la situation de la personne n'évoluerait pas d'un mois sur l'autre. Dans l'approche *ex ante*, la personne verrait son allocation versée en début de mois, avant de connaître sa situation par rapport au marché du travail. Dans l'approche *ex post*, le versement de l'allocation n'interviendrait qu'en fin de mois, une fois prise en compte l'information sur ses revenus d'activité dans le mois. Il en résulte qu'une formule de versement mensuel à la source *ex post* n'enregistrerait qu'un décalage d'un mois par rapport à une formule de versement *ex*

*ante*. Nous concluons donc provisoirement ce premier cadrage par la remarque que pour des systèmes d'information très efficaces et épousant au plus près les changements de situation de l'individu, la question de la stigmatisation éventuelle liée au transfert *ex post* ne concernerait que les mois de rupture de situation personnelle.

Universel ou fléché : la question du public concerné par les allocations n'est pas qu'une question économique. Les allocations familiales ont été, jusque très récemment, des exemples parfaits d'allocation universelle, tout ménage ayant au moins deux enfants recevant ce type d'aide. Le caractère universel garantit un soutien politique plus large à ce type de redistribution et une pérennisation à long terme. Les allocations chômage dans le régime actuel sont réservées aux salariés dans le cas d'un licenciement. Elles sont donc fléchées et sont évidemment des outils de redistribution *ex post*. Le projet du président Macron est d'étendre la couverture aux indépendants et aux démissionnaires. Une portabilité des droits quel que soit le statut permet évidemment d'envisager des reconversions plus fluides et donc des possibilités de rebonds plus importantes. Il est cependant à noter qu'aux États-Unis, la même enquête de Katz et Krueger a procédé à une interrogation des indépendants sur leur insatisfaction en matière de couverture sociale. Les réponses dépendent évidemment du contexte, mais il est symptomatique que le seul domaine où les indépendants sont insatisfaits de leur couverture est celui de la santé, peut-être comme en France. Concernant la couverture chômage, moins de 20 % des indépendants aux États-Unis semblent intéressés. Même si l'intérêt d'une telle extension ne peut pas se réduire aux bénéficiaires qu'en retireront les indépendants actuels, peut-être que procéder à une enquête à ce sujet ne manquerait pas d'intérêt. En particulier, on peut se demander s'ils ne seraient pas preneurs d'une couverture minimale, plutôt que d'être intégrés dans le régime général. En

complément, ajoutons que le projet d'inclure une disposition quant à la périodicité maximale d'une allocation chômage pour les indépendants (5 ans) évoque clairement l'idée d'un droit de tirage presque au sens financier du terme, que l'on déclenche à sa guise et non forcément en fonction des aléas de la vie. En cela, cette disposition sur la périodicité est d'inspiration *ex ante*.

Une façon de poser la question est donc de savoir si les mutations du travail nous incitent à la fois pour des raisons d'efficacité et de justice sociale de passer d'outils de redistribution *ex post* et fléchés à des outils universels, la discussion philosophique se poursuivant de savoir si la redistribution doit se transformer en droits de tirage que l'individu ou un tiers décide d'activer.

Le schéma suivant qui croise les différentes approches, permet de comprendre qu'historiquement, la France avant 1988 et la création du RMI avait retenu une approche *ex post* et ciblée avec comme seul dispositif de redistribution les allocations chômage pour les seuls salariés. Avec la création du RMI, puis son perfectionnement en RSA, la France a élargi sa panoplie avec ses transferts *ex post* et universels. Le débat de cette élection présidentielle a indiqué que la sirène des formules *ex ante*, portée par une éthique d'égalité des chances, et non plus seulement de résultat, pouvait séduire une partie de nos contemporains et apparaître dans l'air du temps.

MARC LANDRÉ — Philippe Van Parijs, vous êtes connu comme un des plus grands spécialistes et défenseur du revenu universel, pouvez-vous nous rappeler l'historique, l'expérimentation et les raisons de l'apparition dans le débat public du revenu universel ?

PHILIPPE VAN PARIJS — Pour bien cadrer la discussion sur le revenu universel, il est important de

comprendre, qu'il y a trois modèles fondamentaux de protection sociale. Le premier, le plus ancien, c'est l'assistance sociale, née dans quelques villes flamandes et allemandes au début du XVI<sup>e</sup> siècle, il s'agit essentiellement d'une aide apportée aux pauvres, à ceux qui ne parviennent pas à subvenir à leurs propres besoins. Le deuxième modèle a été concocté par Condorcet à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle mais n'a été mis en œuvre qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle d'abord en Allemagne, puis en Europe et à travers le monde, c'est le modèle de l'assurance sociale. Modèle fondamentalement différent, où il s'agit cette fois, pour les travailleurs de se cotiser, de constituer des fonds de manière à se protéger contre les grands risques de l'existence : le grand âge, la maladie, l'invalidité, le chômage involontaire. Le troisième modèle est celui du dividende social, il s'agit cette fois du partage équitable d'une rente qui est incorporée dans nos revenus, revenus du capital et revenus du travail. Il faut se rendre compte que l'essentiel de nos salaires, l'essentiel de notre revenu réel n'est pas dû aux efforts que nous produisons maintenant, mais à une accumulation de capital, à de multiples innovations pas seulement en matière technologique, qui font que notre revenu réel aujourd'hui, incorporé pour la plupart d'entre nous dans nos salaires, est bien plus élevé que celui qui était perçu par des personnes faisant le même type d'activité que nous il y a une centaine d'années, ou aujourd'hui à Calcutta, ou à Kinshasa.

Nous avons donc trois modèles. Le premier obéit fondamentalement au principe de la charité, le deuxième au principe de la solidarité et le troisième, au principe de l'équité, de la distribution équitable de cette rente. Le premier modèle existe toujours aujourd'hui en France avec le RSA. Le deuxième, celui de l'assurance sociale, constitue la plus grande partie de nos systèmes d'États providences en Europe. Le troisième modèle, celui dont il s'agit plus particulièrement ici est celui du revenu universel.

En quoi le revenu universel diffère-t-il du RSA? Par trois incondionnalités qui en sont constitutives. Première incondionnalité, il est strictement individuel: on n'a pas besoin de savoir avec qui vous vivez, pour savoir si vous y avez droit ou à quel montant s'élève l'allocation qui vous est versée. Deuxième aspect, deuxième incondionnalité: on n'a pas besoin de savoir combien vous gagnez pour savoir si vous y avez droit, chacun le reçoit, riche ou pauvre. Enfin, il est incondionnel au sens où il est libre d'obligation: on n'a pas besoin de savoir si vous êtes apte au travail, si vous avez envie ou non de travailler, pour savoir si vous y avez droit.

La première incondionnalité libère de la trappe de l'isolement: on ne vous pénalise pas du fait que vous allez habiter avec quelqu'un d'autre. La deuxième incondionnalité vous libère de la trappe du chômage: on ne vous punit pas si vous trouvez un emploi alors que vous étiez au chômage. La troisième incondionnalité vous libère de la trappe de l'emploi: vous n'êtes pas coincé dans un emploi auquel vous ne pourriez pas renoncer sous peine de vous retrouver sans moyens. Si cet emploi ne vous convient pas, si vous y êtes mal traité, s'il ne vous apprend rien, vous avez la possibilité d'y renoncer. Donc, un revenu incondionnel est une forme particulière de revenu minimum garanti, qui est incondionnel dans ces trois sens.

Première question, est-ce que cela va remplacer les deux autres modèles? La réponse est non: contrairement à ce que certains espéraient, par exemple Jean Jaurès, le deuxième modèle n'a pas remplacé le premier, il lui a permis de mieux fonctionner. L'introduction de l'assurance sociale a été une conquête extrêmement importante qui a permis au premier modèle de survivre, bien sûr dans une fonction résiduelle, plus limitée et reformatée. Il va s'agir de faire la même chose en cas d'introduction du troisième modèle, le revenu universel. C'est un revenu modeste qui doit être glissé en dessous de l'ensemble de la distribution des revenus et devra être

complété bien sûr par des revenus du travail, des revenus de l'épargne, mais aussi par des allocations complémentaires qui resteront conditionnelles avec, en gros, les mêmes conditions qu'aujourd'hui : des allocations d'assurance et des allocations d'assistance, à leur tour reformatées, recalibrées, réduites du montant de ce revenu inconditionnel.

Deuxième question, est-ce que le revenu universel va abolir la pauvreté ? Non, malheureusement. Tout montant concevable, en tout cas dans l'immédiat, du revenu universel, notamment du fait de son caractère strictement individuel, ne suffira pas à hisser hors de la pauvreté financière des personnes habitant seules dans un contexte urbain. C'est précisément pourquoi on aura besoin de ces *top ups*, de ces compléments qui resteront conditionnels, à un niveau diminué du montant du revenu inconditionnel. Le revenu universel est-il pour autant sans pertinence pour la lutte contre la pauvreté ? Absolument pas, pour trois raisons.

Première raison, le *rate of take up*, le taux de recours, c'est-à-dire le pourcentage des ayant-droit qui font effectivement valoir leurs droits. Vous avez peut-être connaissance de ce rapport de France Stratégie indiquant qu'en France, moins de 50 % des personnes qui ont droit au RSA ou équivalent, en font usage. Les recherches internationales ont montré que quand un système de transfert était universel le *rate of take up* parmi les plus pauvres est beaucoup plus important que quand il est soumis à une condition de ressources. Il est donc illusoire de croire qu'un système plus ciblé sur les pauvres serait meilleur pour eux parce qu'avec pareil système, il y a plus de pauvres qui ne font pas valoir leurs droits, que ce soit par manque d'information ou par crainte de la stigmatisation. C'est une première raison pour laquelle un revenu universel même inférieur au seuil de pauvreté est pertinent pour la lutte contre la pauvreté.

La deuxième raison est la trappe de la pauvreté. Dans le système actuel, même s'il y a une série d'accommodements parfois appelés « intéressement » dans le contexte français, il y

a un blocage dans une situation de dépendance des allocations lorsqu'elles sont conditionnelles. À la fois parce que le différentiel de revenus n'est pas suffisant, il peut même être négatif au moment où on passe d'une situation d'inactivité à une situation d'emploi, mais aussi en raison de l'insécurité qui tient à la transition d'un statut à un autre. Si vous avez un revenu inconditionnel et savez que vous pouvez compter dessus, vous pouvez prendre le risque d'accepter un emploi, même s'il y a une certaine chance que vous ne donnerez pas satisfaction au patron ou que vous ne parviendrez pas à tenir le coup dans ce boulot.

Troisième raison pour laquelle un revenu universel est pertinent du point de vue de la réduction de la pauvreté, c'est que la pauvreté est aussi une condition interne aux ménages. Un tel dispositif revient à donner à chaque membre du ménage, en particulier au plus vulnérable, un revenu propre qui lui revient en toute circonstance. Habituellement, cette dimension est ignorée par les mesures des taux de pauvreté, qui sont définies au niveau des ménages.

Troisième question : la justification du revenu universel est-elle liée à la crise de la société du travail ou à la fin du travail ? Pas du tout. Je ne crois pas du tout à la raréfaction de la quantité de travail. Le revenu universel n'est pas le paroxysme de l'État providence passif qui dirait : « On vous donne cet argent, de grâce, ne venez plus nous importuner en nous demandant un emploi ». Non, un revenu universel est une forme émancipatrice d'état social actif, qui doit permettre à chacun de trouver plus facilement une activité, y compris une activité rémunérée.

Cela laisse beaucoup de questions en suspens... Mais je viens d'écrire un livre<sup>2</sup> avec un collègue dans lequel vous trouverez toutes les réponses que vous vous posez et beaucoup de réponses à des questions que vous ne vous posez pas !

---

2. *Basic Income. A Radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy*, Philippe Van Parijs, Yannick Vanderborght ; Harvard University Press (2017) ; édition italienne : *Il Mulino* (2017) ; édition espagnole : *Gran de Sal* (2017).

MARC LANDRÉ — Baudouin de Moucheron, vous êtes associé principal chez Gide Loyrette Nouel, spécialisé en droit du travail. Il existe un autre système, la dotation initiale aux jeunes adultes, dont vous allez vous faire l'avocat. Pouvez-vous nous dire en quoi elle constitue une variante du revenu universel ?

BAUDOIN DE MOUCHERON — Dans *L'Encyclopédie* de 1755, Diderot et d'Alembert écrivaient déjà « Dans l'état de la nature, les hommes naissent bien dans l'égalité mais ils ne sauraient y rester, la société la leur fait perdre. » Et je préfère d'ailleurs ce que disait de façon beaucoup plus lapidaire, 150 ans plus tard, Jules Renard dans son Journal : « Les hommes naissent égaux. Dès le lendemain, ils ne le sont plus. » C'est donc bien ce constat d'inégalité qui conduit les hommes à voir comment on peut gommer précisément ce que la société nous fait perdre dès le premier souffle de vie, en tout cas dès le lendemain pour reprendre l'expression de Jules Renard. Et c'est aussi bien sûr ce qui nous réunit aujourd'hui.

Il est très délicat pour moi de m'exprimer sur les outils de la redistribution, notamment devant Philippe Van Parijs, qui est le spécialiste de la théorie de la justice sociale... N'étant pas du tout un expert des outils de la redistribution, je me limiterai à exprimer l'avis d'un amateur éclairé. Après réflexion, mais aussi en fonction de ce que j'ai pu vivre, en étant plus jeune, de mes propres besoins et aspirations, j'ai choisi aujourd'hui de me faire l'avocat d'un outil de redistribution, un outil *ex ante* fléché, que l'on appelle la dotation initiale dans la vie active.

Dès l'an 2000, dans la *Boston Review*, Philippe Van Parijs exprimait l'idée que le revenu universel n'était pas une utopie et accroîtrait la liberté de tous. Je dois vous dire très franchement que je ne suis pas totalement convaincu par l'idée du revenu universel tout au long de la vie. Mais cet article reste extrêmement intéressant parce qu'il explique en quoi ce revenu



universel tout au long de la vie se distingue de la dotation aux jeunes adultes, et je penche plutôt vers cette dotations. À l'origine, c'est une idée de Thomas Paine, un être extraordinaire, né Anglais, député à l'Assemblée Nationale française en 1792 et est mort citoyen américain. Une vie assez exceptionnelle ! Thomas Paine a proposé une sorte d'héritage pour tous qui permettrait de démarrer dans la vie dès qu'on atteint l'âge de la majorité, à l'époque 21 ans. Il proposait d'allouer à chaque jeune couple, quel que soit sa fortune ou sa misère, une somme de 15 livres. Je cite : « Avec cette aide, il pourrait acheter une vache et des instruments pour cultiver quelques acres de terre. Et au lieu de devenir des fardeaux pour la société, ce qui est toujours le cas quand les enfants sont produits plus rapidement qu'ils ne peuvent être nourris, ils seraient mis en position de devenir des citoyens utiles et profitables. »

Il s'agissait en réalité d'un principe extrêmement libéral, puisque c'était de l'égalité des chances. Thomas Paine disait qu'il était préférable de distribuer des cannes à pêche une fois pour toutes, plutôt que de donner à chacun un poisson par jour. L'idée était absolument révolutionnaire et libérale. Elle est reprise, de façon plus moderne puisque nous passons des 15 livres au jeune couple de Paine pour acheter une vache et des instruments agricoles, à une dotation, que Bruce Ackerman et Anne Alstott<sup>3</sup> fixent à 80 000 dollars pour tout jeune qui atteint l'âge de 21 ans.

Au revenu universel tout au long de la vie, je préfère cette idée d'une dotation universelle au début de la vie active ou de la vie étudiante. Simplement, on pourrait très bien la transformer en revenu universel, il suffit de placer cette somme, si on est avisé, et de la convertir en rente ; on voit que les deux idées peuvent se rejoindre.

---

3. À la fin des années 90, Bruce Ackerman et Anne Alstott, deux juristes et professeurs à Yale reprennent l'idée de Thomas Paine. Voir *The Stakeholder Society*, Yale University, 1999.

Je trouve que ce capital de départ donne une grande liberté de choix, quel que soit son état de fortune ou de misère ou de pauvreté ou de l'état dans lequel on est né. Mais surtout cela donne la liberté, soit de le dépenser en une fois, soit au contraire, de le placer et de l'utiliser pour réussir sa vie et même pour échouer sa vie. J'imagine qu'il y a beaucoup d'arguments qui pourraient être opposés à ma plaidoirie en faveur de cette dotation. À titre personnel, je voudrais dire qu'à 18 ans quand j'ai débuté dans la vie active, appartenant à une famille de huit enfants, ni riche, ni pauvre, cette dotation aurait nettement eu la préférence de mes parents et la mienne. Elle est sûrement perfectible, mais je crois que nous ne devons pas l'écarter de nos réflexions.

MARC LANDRÉ — Stéphane Pallez, vous êtes le PDG de La Française des Jeux depuis 2014. Vous avez un avis très personnel sur le revenu universel.

STÉPHANE PALLEZ — C'est Benoît Hamon qui a mis le doigt sur ce sujet, qui n'était pas au centre du débat politique français, pendant la campagne présidentielle. Il a eu le mérite de mettre un projecteur sur cette idée, mais dans un contexte français. Les Français ont alors découvert le revenu universel et ils ont projeté en quelque sorte sur le revenu universel, tous les problèmes qui existaient – j'allais dire bien avant – sur l'égalité des chances, le marché du travail, l'assurance chômage notamment. Ils en ont fait une sorte de couteau suisse, mais un couteau suisse assez cher puisqu'il était chiffré, au départ à 300 milliards, même s'il a évolué par la suite.

Une réflexion a lieu actuellement dans le monde entier autour des conséquences sur le travail de la révolution technologique que nous vivons. Les robots vont-ils remplacer les humains ? Vont-ils permettre d'enrichir le travail humain ? Les humains vont-ils pouvoir arrêter de

travailler? Faut-il favoriser ces robots et comment nos sociétés supporteront-elles ce choc? On a ainsi mis ce débat en résonnance avec des débats typiquement français, qui existaient bien avant les robots : chômage des jeunes, scandaleusement élevé en France, anxiété des laissés-pour-compte de la mondialisation que nous avons vu monter autour de nous, dualité des protections, mauvais fonctionnement du système éducatif français malgré nos convictions méritocratiques. Au fond, le revenu universel c'est un peu Frankenstein, comme me le faisait remarquer une de mes amies, et je trouve que c'est une assez bonne image.

Donc nous avons fabriqué un Frankenstein, il est sorti du bois et évidemment tout le monde lui a sauté dessus pour le détruire avec toute sorte d'arguments. On a dit que c'était une alternative au travail, ce qui est à la fois faux et très désespérant, parce que je pense que le travail est un des éléments qui unit la société, donne un espoir et par lequel peut se réaliser une promotion sociale. On en a fait un minimum social généralisé, on en a fait une solution au problème de désalignement entre les qualifications des salariés et des besoins des entreprises, alors que c'est plutôt le système éducatif qui doit y remédier. On en a fait une solution au conflit intergénérationnel, il était très frappant et révélateur de voir que c'était une mesure clivante entre jeunes et moins jeunes.

Le revenu universel, ce n'est pas cela, comme le montrent des exemples étrangers. Évidemment il faut le lier à l'emploi, il faut le lier au développement de nouveaux emplois notamment dans ce qu'on appelle le *care* dont les sociétés ont besoin, il faut en faire évidemment un complément d'autres réformes. Je pense que c'est bien que ce débat ait eu lieu lors de la présidentielle parce qu'il a donné à tous une connaissance nouvelle de ce concept. Je vous rappelle que 60 % des Français y sont très favorables. Il ne faut surtout pas fermer le débat, mais en refaire une discussion sérieuse

et avancer en se fondant sur la réflexion de personnes compétentes et sur les expériences étrangères.

MARC LANDRÉ — Quittons la redistribution *ex ante* pour passer à la redistribution *ex post*, notamment en nous penchant sur la couverture des risques sociaux à travers le système d'assurance chômage. Barbara Petrongolo, vous êtes professeur d'économie à l'Université Queen Mary de Londres, spécialisée en économie du travail. Quel est, selon vous, l'effet du système d'assurance chômage sur la durée du chômage, sur le retour à l'emploi et comment s'exercent les contrôles de l'effectivité de la recherche d'emploi ?

BARBARA PETRONGOLO — Unemployment compensation is arguably one of the most widespread forms of redistribution around the world. Virtually all high-income countries have in place some form of welfare benefits for the unemployed with the dual objective of providing insurance to the unemployed for their lost wages and also to provide them with incentives for job search and return to work.

There is typically a trade-off between these two objectives, insurance on the one hand and incentives on the other. Different countries have addressed this trade-off with very different combinations of institutional elements, which mostly boil down to different combinations of stick and carrot in unemployment insurance.

This kind of very wide variation around the world in the use of unemployment insurance systems has provided economists and policymakers with very wide and rich evidence that can be used in order to assess what works and what does not. Typically, unemployment insurance systems are very complex, and despite the fact that their complexity is sometimes summarised by a single index of generosity in many international comparisons, for example by the OECD or the

International Labour Organization, they indeed encompass several components. There is the duration of the benefits, the monetary generosity of the benefits, the conditions for eligibility, monitoring of job search efforts, sanctions in case the job search effort is inadequate, and also there is often active help for the unemployed in looking for work, for example active labour market policies providing job search assistance, and training, and public and private employment schemes.

It is really the combination of these elements that different institutional setups have used in order to achieve the joint objectives of insurance and incentives. For example, generous or long-duration unemployment benefits are often coupled with tight monitoring of search efforts, while where unemployment benefits are of short duration, there is typically much less monitoring of what people do with their time.

Giving you two concrete examples, the UK at one end of the spectrum has possibly unlimited duration unemployment benefits, either under the form of insurance or assistance. But benefit eligibility is conditional on showing every two weeks very detailed evidence of active job search steps. Then there is the US system at the other end of the spectrum. The US system has in place unemployment insurance benefits of short duration – typically six months, except for extensions introduced during the great recession– and during those six months you can do pretty much whatever you want with your time, so you would be left alone by the employment service. However, at the end of those six months, no matter how hard you searched for jobs, no matter how actively you engaged in job search, the benefits run out. The French system is similar to the US system, with relatively long duration and monitoring of search efforts, but with much higher generosity in terms of cash benefits.

What have we learned from this very wide variation, both across and within countries in terms of the effects of various

aspects of unemployment insurance? The evidence here is extremely broad, so for the sake of brevity I will touch upon a few interesting points, and moreover, what I would really like to emphasise is that there are often unintended consequences of interventions in unemployment insurance benefits and intervention in public policy. This is something that both economists and public policymakers should keep in mind while thinking about reforms.

Shorter duration of unemployment benefits, as one would expect, also shortens the duration of unemployment, people leave unemployment faster if the benefits run out faster, and this is what most of us would expect, but at the same time, leaving unemployment faster does not automatically mean finding jobs, so leaving unemployment and finding jobs are two different things. Therefore, with a cut in unemployment benefit duration, what may happen is that not everybody who leaves the unemployment register finds a job. For example, if you end up outside the labour force you might become eligible for other benefits, for example you might be eligible for housing benefits, health benefits, benefits that are not search related, which implies that the budgetary consequences of a cut in unemployment benefits may be ambiguous because you may have increasing expenditure for other benefits, for example health-related or housing benefits, and the people receiving these benefits are no longer attached to the labour market, so these people may experience even longer remaining durations.

There is some evidence that longer unemployment benefit duration and more generous remuneration of unemployment may have some effect on the quality of post-unemployment jobs. This is a very recent area of research, but it seems that adequate duration of unemployment benefits, not too short and not too long, may achieve some sort of desired combination of incentives for job search and quality of post-unemployment jobs. Finally, there is also some rich evidence these days about

impacts of active labour market policies, so these are active interventions that help the unemployed find jobs. This may include, for example, job search assistance, helping people to perform in an interview, to put together a CV, or directing them to job offers that are suited to their human capital. It can involve training programmes, it can involve subsidised employment programmes, both in the public sector and the private sector.

Scandinavian countries have typically used a combination of active labour market policies more often than southern European countries, and what we have learned so far from the available evidence is that, first of all, one size does not fit all. First of all, some kind of job search assistance may be more beneficial to disadvantaged workers, while training programmes and public employment programmes may be more beneficial, for example, to the long-term unemployed. Something that is very important to bear in mind in this case as well is unintended consequences of these kinds of programmes. Providing help to some targeted group of unemployed, for example by making them more effective jobseekers, means that one sends into the market some individuals better suited to find jobs, and these may compete more effectively against other people who do not receive the same kind of treatment, so there might be some displacement effect of active labour market policies which has to be taken into account.

This kind of displacement effect is particularly seen in a recession where there is a limited set of jobs available that is not expanding, and making one group more competitive in the labour market possibly makes the other group lose out from this increased competition.

MARC LANDRÉ — Quel avantage pouvons-nous trouver à l'universalisation de l'assurance chômage promise par Emmanuel Macron et quelles seraient ses incidences sur le contrat de travail ?

STÉPHANE PALLEZ — Je crois qu'il faut commencer par rappeler que, en France, nous avons ce que certains ont appelé une préférence collective pour le chômage et c'est un constat grave. Alors qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que nous avons à la fois un taux de chômage élevé, un chômage des jeunes très élevé, un chômage de longue durée également très élevé et une dualité du marché du travail. En effet, les entreprises sont à la recherche de qualifications – elles se battent pour trouver par exemple des *data scientists* – et de l'autre côté nous sommes face à un taux de chômage important. Se rajoute l'augmentation des périodes d'inactivité dans le temps, clairement démontrée dans les études de France Stratégie, autrement dit, au cours de leur vie professionnelle, les gens passent de plus en plus de temps en inactivité sans oublier le sujet des discriminations sur le marché du travail dont Florence Aubenas s'est fait l'écho<sup>4</sup>. À l'arrivée d'Uber en France, on s'est aperçu qu'en fait Uber apportait une solution à des gens qui n'arrivaient pas à rentrer sur le marché du travail alors qu'ils étaient qualifiés, parce qu'ils ne correspondaient pas, ils n'avaient pas la bonne adresse, le bon nom etc. Tout cela nous interroge énormément. L'assurance chômage est donc un sujet évidemment essentiel, le marché du travail aussi, la réforme du Code du travail également.

Philippe Askenazy<sup>5</sup> a résumé les aspirations qui sous-tendent les réformes voulues par le gouvernement en disant qu'elles étaient destinées à encourager les gens à devenir les entrepreneurs de leur propre vie, autrement dit à avoir un système d'assurance chômage notamment et de contrat de travail qui facilitent la mobilité, le passage d'un statut à l'autre, c'est-à-dire du statut de salarié à celui d'indépendant et permettent également d'avoir des périodes de formation.

---

4. Voir Acte I, session 1. « Qu'est-ce que la prospérité aujourd'hui ? »

5. Économiste et chercheur au CNRS.



Tout cela semble très positif et en théorie très attractif, reste évidemment à préciser les détails et le diable est dans les détails... Mais encore une fois, le statu quo est indéfendable, il faut vraiment donc avancer sur ce sujet. Comme l'a dit d'ailleurs la ministre du Travail on est en fait en face d'un Rubik's cube : on ne peut pas juste s'occuper de l'assurance chômage, juste s'occuper du contrat de travail, juste s'occuper de la formation. Si on ne s'occupe pas de tout en même temps, cela ne fonctionne pas. Il s'agit donc à la fois d'une réforme complexe de grande ampleur et dans le temps.

Je vais insister sur quelques points auxquels il faut faire attention. Cette réforme peut avoir un caractère anxiogène et sembler inefficace pour une partie de la population exclue précisément du marché du travail et qui ne s'y retrouvera pas forcément.

La première source d'inégalité et à la fois le premier remède, c'est la formation. Et on ne peut pas considérer que la formation pendant les périodes de chômage soit la solution au problème d'inégalité sur le marché du travail et de l'emploi. La formation commence d'abord dans le système éducatif. On a démontré que le système éducatif français ne corrigeait pas les inégalités de naissance, ce qui est extrêmement interpellant, même si certains arrivent heureusement quand même à l'utiliser pour la promotion sociale. L'idée d'un capital formation me semble très utile et je pense que la responsabilité des entreprises sur la formation est fondamentale, parce qu'elles connaissent bien les qualifications utiles et ont une capacité de former. Je pense aussi que l'existence de discriminations et la nécessité de les combattre font partie du mauvais fonctionnement du marché du travail. Là aussi nous pouvons faire des lois. Nous pouvons sur ce sujet avoir aussi des pratiques, qui pourront avoir un impact réel sur l'accès au marché du travail des gens qui ont, encore une fois, des qualifications mais qui en sont exclus pour de mauvaises raisons.

MARC LANDRÉ — L'assurance chômage universelle a ses avantages mais doit s'accompagner nécessairement de contreparties, quelle forme peuvent-elles prendre ?

BAUDOUIN DE MOUCHERON — Autant la dotation initiale au début de la vie active, dont je me suis fait l'avocat, est typiquement un outil *ex ante*, fléché, dirigé au départ vers une catégorie de la population, autant l'allocation chômage universelle, est bien un outil *ex post* universel qui correspond plus en réalité à une mesure d'égalité. Cette tendance à aller vers une universalité de l'assurance chômage était clairement exprimée dans le programme du président Macron : « Nous irons vers une assurance chômage universelle, j'ai par exemple proposé que le bénéfice des droits à l'indemnisation soit ouvert à tous ceux qui démissionnent de leur entreprise, ainsi qu'aux indépendants, aux professions libérales, aux entrepreneurs. », et un peu plus loin il souhaitait que le système soit ouvert aux artisans, aux commerçants et aux agriculteurs.

On voit bien là, la nouveauté d'un système où l'on passe le d'un modèle assurantiel – j'ai cotisé, j'ai des droits – à un modèle beveridgien davantage fondé sur un principe de solidarité. Et d'ailleurs, pour montrer le changement total de paradigme de cette proposition, il est très symptomatique de voir qu'il n'y aura plus le côté salarié ou le côté bénéficiaire des « cotisations salariales ». Le financement se fera par une augmentation de la CSG. L'idée est d'aller à l'encontre de la tendance de certains à se dire « j'ai cotisé – ce qui est vrai – qu'on ne m'embête pas à rechercher un emploi. » Autrement dit cela n'inciterait pas certains à accélérer leur recherche.

Le changement de paradigme est absolument total et comme il est total, il y a évidemment une contrepartie à cette universalité de l'allocation chômage. Celle-ci annoncée par le candidat Macron pendant la campagne électorale, est qu'après « deux refus d'offres d'emplois correspondant aux critères

de salaire et de qualification ou si l'intensité de la recherche est insuffisante, les allocations seront suspendues.» On peut bien sûr être choqué par ces mots, moi je ne le suis pas. Des études montrent que toute suppression de contrôle de la recherche d'emploi conduit à une augmentation de la durée du chômage. La contrepartie à cette universalité de l'assurance chômage passera par une recherche beaucoup plus active d'un emploi. D'un assuré qui a des droits, on deviendra un assuré qui bénéficie d'un principe de solidarité universelle. Et dans l'esprit, ce sera très différent.

MARC LANDRÉ — Rold Einar Fife, depuis 2014, vous êtes Ambassadeur de Norvège en France. En Norvège, vous avez dû faire face à des changements économiques majeurs, notamment liés à la chute du cours du baril de pétrole et en même temps à la réduction des revenus de votre fonds souverain. Comment avez-vous adapté votre politique de redistribution à cette nouvelle donne économique ?

S.E. ROLF EINA FIFE — Il me semble que mon rôle n'est pas de commenter la scène française, mais de vous parler du système norvégien. Je pense qu'il n'est pas possible de transposer les expériences d'un pays à un autre. L'économie a évidemment un rapport avec un cadre institutionnel, avec une histoire, avec une culture qui ne sont pas directement transposables, du moins par des éléments isolés et ce serait très dangereux de le dire et de le faire. En Norvège, nous sommes assez pragmatiques, nous cherchons la combinaison de différents instruments. Nous avons un système beveridgien au départ, mais qui a été soumis à pas mal de pressions et de questions.

Nous avons commencé par nous demander quels étaient nos objectifs. C'est une étape sans laquelle toutes les autres sont vouées à l'échec. Je crois, de façon tout à fait personnelle et en

simplifiant à l'extrême, qu'il y a trois objectifs. Le premier c'est l'aide pour démarrer. Comment est-ce qu'on peut démarrer ? L'idée c'est l'emploi et l'emploi par le biais de la formation, de l'éducation, de la formation continue. Pour le démarrage, il y a par exemple une caisse d'emprunt pour étudiants et lycéens en Norvège. Évidemment, les études sont gratuites, comme en France, en principe. Le grand problème est le logement, ce qui est, je pense, aussi un problème dans d'autres pays européens. Le logement est une barrière concrète pour les lycéens et les étudiants, de n'importe quel âge. Nous avons un système de caisse d'emprunt pour étudiant qui est très libéral, du point de vue des modalités. Ce n'est pas un revenu universel mais c'est un instrument à la portée de tous. Donc, démarrer.

Deuxième objectif, inclure ou ré-inclure. Pour nous, l'objectif fondamental est l'insertion dans l'emploi, dans le travail. L'insertion dans le travail, c'est l'insertion dans la société. Mais l'insertion dans le travail veut dire combiner le travail avec d'autres responsabilités. Il ne s'agit pas de dire, d'un côté il y a du travail et donc de l'emploi, de l'autre de l'inactivité et donc des problèmes, mais plutôt d'accepter que sur un cycle de vie les responsabilités parentales soient intégrées, avec pour conséquences par exemple, un congé paternité, un congé maternité et une flexibilité dans l'organisation du travail. Pour nous, cela représente un outil de redistribution. C'est un transfert assez important qui doit être pris en compte comme un élément essentiel. Notre Premier ministre le dit lui-même : notre capital essentiel n'est pas le pétrole, c'est le capital humain. Donc, démarrer, inclure.

Troisième élément, prévoir. Le grand débat en Norvège, comme dans d'autres pays, est comment assurer un système, ou une combinaison d'instruments, qui soit résilient, qui soit soutenable, qui soit durable. Comment faire ? Et là, il faut penser dans le sens de l'intergénérationnel. Je crois que c'est un élément essentiel pour comprendre l'histoire politique de

mon pays. Il faut savoir que nous avons une marine marchande soumise à des aléas fréquents dans le commerce international, une pêche maritime très importante, mais soumise elle aussi à des aléas. Avec le pétrole, nous nous sommes immédiatement rendu compte que cette manne était passagère : il était vital de ne pas utiliser des recettes au moment où elles sont acquises. D'où l'idée du fonds souverain norvégien qui rassemble toutes les recettes de l'État norvégien en ce qui concerne le pétrole et le gaz, qui ne peut pas investir en Norvège pour éviter tout effet inflationniste et qui est dédié aux générations futures. On l'appelle fonds de pension, mais il ne paye pas les retraites, c'est simplement un capital destiné au très long terme. Les membres du Parlement norvégien se sont mis d'accord sur une règle budgétaire draconienne, on appelle cela la régulation, qui implique que, sur une base annuelle, le gouvernement norvégien ne peut pas dépasser 3 % du montant global du fonds pour alimenter la loi de finance.

Cet élément de redistribution est essentiel, il pose la question de savoir comment préserver ce consensus, comment assurer cette autodiscipline politique, mais aussi une autodiscipline de la part de l'opinion publique, parce que sachant qu'il y a de l'argent en banque, il est tentant de l'utiliser pour améliorer nos systèmes de santé, de route, d'éducation, de défense etc.

Je voudrais faire le lien avec le contrat social lié au système d'impôt. La transparence, la lisibilité du système fiscal entraînent la confiance de l'opinion publique dans le système, et pour utiliser un cliché un peu simpliste, il y a alors une acceptation beaucoup plus importante de mesures relativement draconiennes comme celles qu'ont prises mon gouvernement et les gouvernements précédents.

Comment faire pour assurer cela ? Je crois qu'il est tout à fait essentiel de bien comprendre que tout dépend du système de prélèvement fiscal. Cela va peut-être en choquer certains,

mais arrêtons avec la question de savoir si on paie des impôts, qui paie des impôts... En Norvège, le secret fiscal n'existe pas en ce qui concerne les revenus et les impôts à payer. Chacun peut vérifier ce que gagne le voisin ou ce que paie le voisin, à condition de s'enregistrer. Ensuite, tout le monde paie un impôt en Norvège, même les plus démunis doivent payer un impôt, donc il y a une participation au capital de la société qui est un élément du consensus national et qui influe sur le reste.

Le monde change, il a toujours changé mais il change plus rapidement qu'avant, donc toutes ces questions concernant les non-salariés et les nouvelles adaptations type Silicon Valley ou autre, dépendent aussi d'une révision du droit fiscal. Il faut inclure les personnes âgées et la jeunesse dans les systèmes administratifs de l'État, des municipalités, des régions. Simplifier c'est utiliser au maximum le potentiel du numérique qui est une force majeure pour redistribuer.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Blaise Leclair, Paris 1 Panthéon Sorbonne. Dans la Silicon Valley, certains envisagent le revenu universel avec un esprit start-up, comme un système qui permet de démarrer. Ce débat ne semble pas à l'ordre du jour dans notre pays. Est-ce que cela est dû d'après vous à un certain conservatisme de la société française ou y a-t-il d'autres raisons ?

PHILIPPE VAN PARIJS — Je voudrais d'abord dire qu'il existe une espèce de convergence naturelle d'une partie de la gauche et d'une partie de la droite, au sens la droite libérale. Les premiers estiment qu'ils ne doivent pas défendre l'égalité contre la liberté, mais l'égalisation de la liberté. Pour eux, la liberté, ce ne sont pas seulement des droits, c'est aussi une possibilité de faire des choses. Les seconds estiment qu'ils doivent défendre le rôle du marché contre l'État, non pas simplement pour défendre les intérêts des plus riches

qui en profitent, mais pour défendre vraiment la liberté, et la liberté pas seulement pour les riches mais la liberté pour tout le monde. Donc il peut y avoir une sorte de convergence vers cette même idée.

Il y a effectivement ce rapport entre revenu universel et start-up. Dans la Silicon Valley, ceux qui défendent le revenu universel disent qu'il s'agit au fond d'un *venture capital for the people*, rejoignent ce que nous avons dit de la dotation initiale et de l'importance du démarrage. Une manière de voir le revenu universel pour les plus jeunes, consiste effectivement à dire que c'est ce qui va permettre à chacun — et pas seulement à ceux dont les parents peuvent leur donner un revenu universel —, d'accepter un stage, une formation.

J'ai vu cela avec mes propres enfants, beaucoup de jeunes ne peuvent avoir accès à un travail qui correspond à leurs études ou à ce qu'ils veulent faire vraiment, qu'à condition de passer d'abord une année, deux années, trois années à faire des stages, parfois pas du tout rémunérés, parfois très peu rémunérés. Il s'agit de démocratiser cette possibilité.

J'ai beaucoup de sympathie pour la dotation universelle mais l'allocation universelle est quelque chose de plus large, de bien plus fondamental. Car il faut viser un va-et-vient beaucoup plus souple, beaucoup plus flexible tout au long de l'existence entre le travail, la formation qui doit être ajustée en conséquence et les responsabilités bénévoles, qu'on assure au-delà de sa propre famille. Et tout cela, si on peut le faire, permet aussi de travailler plus longtemps, pour éviter le *burn-out*, le *bore-out* et un certain nombre de pathologies du travail. Mais pour cela, il est important de voir qu'on a besoin de ce point de départ, de cette dotation, au fil de l'existence et pas seulement pour une formation au départ.

L'allocation universelle n'est pas seulement quelque chose qui va nous aider pour faire face de manière réaliste au XXI<sup>e</sup> siècle à la question de la pauvreté, à la question du

chômage, c'est aussi une utopie mobilisatrice dont nous avons un besoin absolu aujourd'hui. Nous avons besoin d'une vision de l'avenir qui ne soit ni une utopie néolibérale de la domination de nos existences par le marché, ni l'utopie paléo-socialiste de la domination de nos existences par l'État. Nous en avons un besoin urgent, mais gardons cet horizon, gardons les pieds sur terre pour y aller de manière graduée.

DAMON SILVERS — I have a question for the panel about universal basic income and unemployment insurance. Just as a background note, I am deeply sceptical about the conversation about universal basic income. I see it largely in the US being funded by low-wage employers in the tech sector, and that makes me very concerned about what the real agenda is. However, the question is this: it seems to me that it is impossible to be both for universal basic income – and this is not about assets, it is not about an endowment, that is a different question – and for restrictions on unemployment insurance. Universal basic income is the proposition that you would pay people regardless of whether they are working or seeking work, and cutting back on unemployment insurance seeks to make any sort of payment contingent upon proving that you are really seeking work.

I would ask each member of the panel which they are for. Are you for universal basic income, or are you for cutting back on unemployment insurance? You cannot be for both.

BAUDOIN DE MOUCHERON — Je crois que l'on peut être pour la dotation en début de vie active, une bonne fois pour toutes, qui donne une chance à tous, quel que soit son état de fortune ou d'infortune. Et on peut très bien, parallèlement à cet outil de liberté, avoir tout au long un autre outil qui est l'universalité de l'assurance chômage. Les deux ne me paraissent pas contradictoires.



BARBARA PETRONGOLO — The idea of universal basic income is precisely to replace forms of redistribution *ex post* that are conditional, for example, on job search, and might create a moral hazard problem. It is probably a matter of political judgement as to which kind of instrument you want to give more power or size, but I would say that these two instruments are substitutes for each other rather than complementary.

PHILIPPE VAN PARIJS — L'idée que j'ai brièvement présentée tout à l'heure et qui est défendue dans notre livre, est celle d'un socle inconditionnel. Et ce socle est nettement inférieur à ce que reçoivent aujourd'hui des personnes ayant une allocation de chômage en fonction de leurs revenus antérieurs. Il y aura un socle inconditionnel qui réduit la trappe du chômage et puis il y aura un complément, qui restera conditionnel, celui d'une assurance contre le chômage involontaire. Il faudra le définir — car le chômage involontaire est toujours contesté : qu'est-ce qu'un emploi approprié ? Combien d'emplois peut-on refuser avant d'être considéré comme un travailleur volontaire plutôt qu'involontaire ? Quelle est la charge de famille que l'on peut invoquer pour expliquer qu'on refuse certains emplois ? Mais cela reste alors une assurance chômage soumise à certaines conditions. On peut donc combiner les deux et au contraire, le socle doit permettre à l'assurance chômage de conserver ce rôle assurantiel, alors qu'aujourd'hui elle joue aussi un rôle de protection sociale minimale, souvent mélangée avec cette notion.

QUESTION DU PUBLIC — Tous les systèmes de solidarité ou d'assurance réciproque de toutes les sociétés ne devraient-ils pas plutôt être remplacés par des années de formation ? Selon ce système, toute personne ayant quitté le système scolaire aurait le droit à quatre années — ce serait plutôt six aujourd'hui — de formation payée.

STÉPHANE PALLEZ — J'ai une grande sympathie encore une fois, pour les idées consistant à dire que la formation est le socle de l'égalité et qu'il faut effectivement qu'elle soit beaucoup plus démocratisée, beaucoup plus répandue tout au long du parcours. La société, tout comme les entreprises, ont un intérêt à ce qu'elle soit payée.

S.E. ROLF EINAR FIFE — Sans connaître votre proposition de 1978 je crois qu'il y a une conformité avec l'approche norvégienne. Lorsque le Parlement norvégien s'est vu présenter le rapport sur les perspectives économiques de la Norvège à long terme, concernant la résilience de notre système social, l'enjeu numéro un a porté sur la formation pour élargir la base de participation dans le marché du travail. Cela ne peut se faire que par une formation continue qui soit adaptée aux nécessités de l'individu mais aussi de la société.

ALAIN TRANNOY — Une synthèse en trois idées pour conclure le débat. D'abord, j'ai eu l'impression qu'il y avait une certaine unanimité pour dire qu'il n'y avait pas forcément d'opposition entre les formules *ex post* et les formules *ex ante*, mais qu'il fallait plutôt essayer de les combiner. L'expérience norvégienne nous l'enseigne. J'ai retenu l'idée du *Rubik's cube*, car il faudra peut-être regarder les interactions entre les deux systèmes *ex ante/ex post*.

Deuxièmement, s'agissant du système *ex ante*, j'ai bien aimé l'idée de rente qui vient du passé et qui est à partager entre tous. Reste la question de savoir si on peut toucher cette rente sous forme d'un capital ou sous la forme des revenus de ce capital tout au long de la vie ? Nous pourrions donner tout simplement le choix aux individus.

Le verbe « expérimenter » est revenu plusieurs fois. Il faut effectivement expérimenter les différentes formules et je pense à l'idée *ex ante* du système norvégien qui propose aux jeunes un

système de caisse d'emprunt, qui est finalement, me semble-t-il, une formule universelle qui donne un capital, un revenu ou une sorte de prêt universel.

Sur les formules *ex post*, on a vu qu'il existe énormément de paramètres et c'est la combinaison de ces paramètres qui déterminent finalement la bonne efficacité d'un système d'assurance chômage dont les deux objectifs sont d'assurer un revenu de remplacement et inciter à retrouver un emploi. Cette combinaison n'est pas forcément la même pour tous les types de publics et cela pose la question : est-ce que la même formule doit être utilisée pour les salariés et les non-salariés ?



# LES ÉCONOMIES CONVERGERONT-ELLES ?

---

<b>COORDINATION</b>	<b>L. Ragot</b> ( <i>Cercle des économistes</i> )
<b>CONTRIBUTIONS</b>	<b>K. S. Jomo</b> ( <i>Institute of Strategic and International Studies</i> ) <b>R. Madougou</b> ( <i>Ancienne ministre de la Justice, Bénin</i> ) <b>J. Mugo</b> ( <i>Business Africa</i> ) <b>Th. Pilenko</b> ( <i>Technip FMC</i> ) <b>M. Soual</b> ( <i>OCP</i> )
<b>MODÉRATION</b>	<b>I. Gounin-Lévy</b> ( <i>LCI</i> )

---

LIONEL RAGOT — Est-ce que les économies vont continuer à converger? Vaste question! Partons du constat qu'un certain nombre de pays sont riches, prospères devrait-on dire, que d'autres le sont moins, que d'autres enfin peuvent être qualifiés de pays pauvres. Ces inégalités existent depuis fort longtemps, elles continueront, mais elles ne sont figées ni dans le temps, ni dans l'espace. Ce ne sont pas forcément toujours les mêmes pays qui seront considérés comme pauvres ou comme riches, il y a des évolutions.

Je crois qu'il ne faut surtout pas aborder la question en prenant les pays les uns après les autres, même si on peut dresser une liste, intéressante en elle-même, de pays qui ont connu un développement assez rapide dans la période récente, — on peut penser aux quatre dragons — et d'autres qui ont fait un chemin inverse et ont régressé. Nous ne pensons pas toujours

à cette dernière catégorie parce que souvent il ne s'agit pas d'une régression dans l'absolu. Ce sont des pays qui ont juste progressé moins vite que les pays avancés. Je vous donnerai l'exemple de l'Argentine, auquel vous n'auriez peut-être pas pensé spontanément : juste avant la première guerre mondiale, l'Argentine avait un revenu par tête – ce sera notre indicateur principal pour mesurer la richesse des pays – à peu près équivalent, ou légèrement inférieur à celui du Royaume-Uni, soit 80 % du revenu par tête ; aujourd'hui, il n'en représente plus que 40 %. L'Argentine a notablement décroché au cours du XX<sup>e</sup> siècle par rapport au club des pays riches. Il existe un grand nombre d'exemples de ce genre.

Deux grandes tendances se dégagent en matière d'inégalités de revenus entre les pays. La première est celle que nous allons appeler « la grande divergence » entre les pays riches avancés dont le moment fondateur est la révolution industrielle. Avec la révolution industrielle, un certain nombre de pays, dont la France, ont su développer de nouvelles technologies, de nouveaux modes d'organisation et ont connu un développement très conséquent, sans exemple dans l'histoire de l'humanité et en très peu de temps. Inversement, la plupart des autres pays, ceux qu'on appelle « le reste du monde », n'a pas su ou pas pu utiliser ces nouvelles technologies, ces nouveaux modes d'organisation. Ces deux groupes de pays ont donc connu des développements relativement divergents qui ont donné lieu à des écarts de revenu substantiels.

Les statistiques que je vais vous livrer correspondent à des réalités humaines concrètes. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'écart de revenu par tête entre les pays dits riches et le reste du monde n'était finalement pas si élevé que cela : le rapport était de 1 à 2. Autrement dit, les pays riches étaient deux fois plus riches que le reste du monde, avec un revenu par tête deux fois plus élevé. Au début des années 1990, cet écart était passé de 1 à 7, ce qui en dit long sur l'énorme divergence de l'évolution des revenus par

tête entre les pays riches et le reste du monde : dans les années 1990, les pays riches avaient donc un revenu sept fois plus élevé que le revenu dans le reste du monde.

Pourquoi 1990 ? C'est la période où s'amorce une évolution en sens inverse, avec un rattrapage des pays qu'on avait jusqu'alors appelé « émergents ». C'est la deuxième tendance, qui correspond au processus de la grande convergence. Pourquoi ce processus est-il significatif ? Parce que ces pays émergents, la Chine, l'Inde, pour ne citer que ces deux-là, représentent une part très importante de la population mondiale et vont connaître un très fort développement. En 25 ans, la Chine, par exemple, a divisé par 6 son écart de revenu par tête par rapport aux États-Unis.

L'une des caractéristiques des évolutions de l'économie actuelle, c'est que tout se fait dans des proportions plus importante, en un temps de plus en plus court. Cette grande convergence va-t-elle se poursuivre ? Cette évolution est fondée sur des mécanismes qui atteignent en partie aujourd'hui leur limite. L'intégration de ces pays dans le processus de mondialisation leur a permis de développer le secteur manufacturier en raison d'une main-d'œuvre peu chère et donc très compétitive. Une grande partie du secteur manufacturier a été délocalisée dans ces pays, sauf que maintenant, avec l'élévation du niveau de vie, leur main-d'œuvre devient plus chère et ils se retrouvent eux-mêmes en concurrence avec d'autres pays qui utilisent la même stratégie. Je pense aujourd'hui au Vietnam ou au Bangladesh. La question est donc de savoir si cette évolution va se poursuivre.

Deuxième question, existe-t-il d'autres voies de rattrapage ou de développement que celles qu'ont connu la Chine et l'Inde, à savoir l'intégration dans la mondialisation en concurrence avec les pays riches liée à la main-d'œuvre à faible coût. D'autres modes de développement sont-ils envisageables ? De nombreux travaux ont été menés par les économistes avec des

approches plus locales, plus microéconomiques qui peuvent être pour nous autant de pistes de réflexion.

ISABELLE GOUNIN-LÉVY — Reckya Madougou, vous avez été garde des sceaux du Bénin, ancienne ministre de la microfinance et de l'emploi et vous avez ouvert un cabinet de consulting spécialisé en développement et en finance inclusive qui s'appelle *International Key Consulting* et vous accompagnez aujourd'hui plusieurs gouvernements d'Afrique de l'Ouest. Je vous propose de commencer par un état des lieux de cette problématique de la convergence des économies.

RECKYA MADOUGOU — Ce qui vient d'être dit nous donne une vue globale de cette problématique. Mais je m'en voudrais de ne pas ajouter que la divergence a été le fait de la révolution industrielle certes, mais aussi à un moment donné de l'histoire du monde, celui du colonialisme. Celui-ci a implanté une sorte de dichotomie entre les économies des pays en développement – qui le sont restés encore aujourd'hui – et celles des pays dits riches, des pays développés. Il est important de le rappeler car, malheureusement, ces pays en développement continuent de se battre aujourd'hui pour essayer de se rattraper par rapport à l'économie mondiale.

Il est d'autant plus intéressant de le préciser, que certains pays asiatiques ont réussi à réduire de belle manière l'écart de développement qui existait entre eux et les pays développés. Ce rattrapage se poursuit, en dépit du ralentissement de la croissance économique dans certains pays asiatiques entre 1997 et 1998. En revanche, et dans une large mesure en raison du colonialisme qu'ils ont subi, certains pays en développement, dont la plupart aujourd'hui se trouvent sur le continent africain, peinent à retrouver une forme de développement durable et pérenne tel qu'il puisse les aider à réduire ces écarts.



Je voudrais aborder un deuxième point inhérent à la qualité de la croissance, à savoir la qualité de développement que nous recherchons dans les économies. Étant entendu que lorsque nous parlons de qualité de développement, nous faisons allusion au capital humain. En matière de convergence des économies, nous avons aujourd'hui des économies à deux vitesses. Nous avons d'une part des économies où l'amélioration de la qualité de vie est une réalité et où, parce que elles génèrent de plus en plus de capitaux, elles arrivent à les investir ailleurs, entre autres, dans les pays en développement. Bien entendu, ces capitaux ne sont pas investis dans les pays en développement par philanthropie, mais parce que, de plus en plus, ils ont un fort potentiel de croissance. D'ailleurs, selon une étude de la CNUCED<sup>1</sup>, l'Afrique est aujourd'hui l'endroit où l'investissement est le plus rentable du monde. Si on se réfère à la croissance inclusive, nous pouvons nous demander, si, quand on investit en Afrique, on le fait dans les secteurs qui favorisent fondamentalement le développement du capital humain. Les populations vont-elles bénéficier des transferts de connaissances, des transferts de compétences pour que cette partie du monde puisse davantage se développer ?

ISABELLE GOUNIN-LÉVY — Jacqueline Mugo, vous êtes avocate de profession, née au Kenya. Vous êtes diplômée de droit de l'université de Nairobi, actuelle secrétaire générale de *Business Africa* et directrice de la Fédération des employeurs du Kenya, vous êtes aussi membre du conseil d'administration de l'Organisation Internationale du Travail. Quelles sont les particularités de l'Afrique en termes d'investissement ?

JACQUELINE MUGO — The economic indicators given by the previous speaker and Reckya Madougou have to

---

1. Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.

do with the history of Africa and some of the countries that were colonised and had to catch up with the rest of the world in terms of their development. My entry into this debate is speaking both as an African and as a private sector person whose main job is to lobby governments to create environment that is conducive to business and employment growth; to talk to them; to try and change the climate in which business is done in the continent; to remove over-regulation and bureaucracy, to be able to convert the growth that the continent has seen, which everybody acknowledges as being good, above average, but is not converting into changed lives on the ground.

Therefore, the ability to convert that growth into changes in real livelihoods and the standard of living of people is very important. If you go into the rural villages, women and men are living pretty much the same lives they lived 50 years ago at independence, so there is a problem with the development agenda and programme that we have applied as human beings in the world to date.

The reality is that a catch-up can happen, yes, but we need to change that mind-set that tries to put all the countries into one basket. Their standard of measuring growth is GDP *per capita*, although there are debates about whether to change that or not. Looking at GDP per capita, the growth numbers that we are seeing in Africa do not make much sense, because the bulk of the people live on less than USD 1 a day. These people need quality jobs for growth to make sense to them.

One of the things that had to change is that the developing world needs to speed up their growth and translate this to jobs and to helping people within the continent, really address the issues that hold them back. This includes Africa stopping exporting raw materials and unprocessed commodities. We need factories and processing plants to be set on African soil. We cannot keep on exporting jobs when most of our young men and women remain unemployed or are employed in low quality

informal sector. The other thing about Africa and other parts of the developing world is how they are perceived. Talking about investments, I am told that Africa is a very complex environment to invest in. That Africa is insecure and we are not sure what will happen tomorrow, but the global changes that we have seen have changed the story. Africa is not an insecure region. Just look at the Middle East and some parts of Eastern Europe and Asia, you realize that Africa is more secure. With the threat of North Korea in Asia, wars in the Middle East, the challenges of Russia to Europe, the whole world is unpredictable. In fact Africa is the safest of all regions. Therefore, that perception is something that needs to change over time, and some of the advantages of the changes that we are seeing in the world have perhaps also changed how we see the bridging of the gaps in terms of globalisation and migration.

ISABELLE GOUNIN-LÉVY — Jomo Kwame Sundaram, vous êtes un économiste malaisien, spécialiste du développement et vous travaillez actuellement sur la convergence des économies. Vous êtes aussi membre de l'International Development Economics Associate. Quelle est votre opinion sur cette question des mécanismes au travail dans le monde ?

KWAME SUNDARAM JOMO — It is useful for us to consider the history of divergence which has taken place, which was not something set in stone. According to people like Angus Madison, it began roughly 500 years ago, at the beginning of the colonial conquests, and especially grew from about two centuries ago, from the time of the Industrial Revolution. During the 20th century, we saw a very interesting phenomenon of national level inequalities going down in the period after the First World War until around the 1970s, but since then, inequalities have grown at the national level, though not internationally. The main

reason for this recent reduction in divergence is that there has been a significant increase of growth in some developing countries while some developed countries have been slowing down.

This difference is very important –even among developing countries, growth was initially largely confined to East Asia and, to a lesser extent, South Asia, by passing much of the rest of Asia, Africa and Latin America. We saw, in the case of Africa, a quarter-century of stagnation starting from the late 1970s to the beginning of this century. There was at least one lost decade in the case of Latin America, and arguably, a second one. This divergence is very important for us to understand, and the nature of the so-called recent convergence is a very mixed phenomenon of greater national-level inequalities in many economies but, due to the high growth in East Asia and some other economies, there has been some international convergence.

However, this convergence is beginning to turn around again, and the main reason, I would argue, has been the collapse of commodity prices since late 2014. This initially began with petroleum, but eventually affected almost all other commodity prices. That brought an end to the decade of growth we saw in Africa.

How do we understand this phenomenon? The immediate post-Second World War period saw relatively high growth during what some Anglophone economists call the "Golden Age", due to a combination of Keynesian policies at the national level, and development policies at the international level, especially among the newly-independent countries of Asia and Africa. However, this came to an end for a variety of reasons.

The phenomenon which we call globalisation in the recent period is often linked to economic liberalisation, but I would emphasise that the strengthening of property rights has been far more important. This has not only involved strengthening

traditional property rights, but also extension of property rights in novel ways not previously conceived. These have been strongly associated with free trade agreements, but are actually more related to investment treaties, e.g., the extension of property rights to so called intellectual property rights.

It is also important to consider the prospects for possible convergence in the long term with the increased, affordable availability of capital. Besides recent Chinese initiatives, quantitative easing, other unconventional monetary policies, and recycling of petrodollars and private East Asian capital in interesting new ways can fundamentally transform the horizon of possibilities.

The last point is the important relationship between inequality, not only at the national level, but also at the international level, and ensuring aggregate demand, particularly in developing countries, in order to sustain growth in the future.

ISABELLE GOUNIN-LÉVY — Mohamed Soual, Vous êtes *chief economist* à l'OCP. À ce titre, qu'allez-vous répondre à cette question complexe des convergences économiques ?

MOHAMED SOUAL — Je voudrais revenir à la notion de développement tel que d'ailleurs François Perroux<sup>2</sup> l'avait défini au début des années 60 : «le développement, c'est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global.» Or, nous constatons, sur l'ensemble des économies et surtout sur les économies de développement aujourd'hui, que la croissance peut se réaliser, sans entraîner forcément le développement. Je crois que nous avons un peu trop célébré quelques taux

2. François Perroux (1903-1987), économiste français, il a été élève de Schumpeter et a développé, entre autres, la théorie des pôles de croissance.

de croissance assez importants ces dernières années dans un certain nombre d'endroits du monde, en Afrique particulièrement...

Deuxième constat, le partage des richesses peut être très inégalitaire. Nous l'avons vu à travers toute l'histoire économique depuis la première révolution industrielle : le développement a été accéléré lorsque qu'il a été quelque peu égalitaire et lorsque la redistribution a été faite au profit de tous. Or nous avons constaté que la captation des fruits de la croissance ne profite qu'à une frange de la population, au détriment du reste.

Ce qui peut mesurer le développement, c'est la productivité qui permet d'enclencher le processus d'accumulation. Et nous voyons aujourd'hui que faute d'investissement dans le capital humain, la croissance n'entraîne ni des gains de productivité permettant précisément ce développement, ni la justice sociale avec partage des richesses au profit de tous. C'est pour cela que dans toutes les économies développées, la première chose que l'on constate est l'émergence de classes moyennes très larges, qui génère de nouveaux comportements.

La durabilité, autrement dit la dimension de long terme du développement, constitue également un indicateur. Et enfin, je dirais que le développement est engendré par la population elle-même et jamais par une aide extérieure. Pour François Bourguignon<sup>3</sup>, qui a fait un travail remarquable en 2013 sur les inégalités dans le monde, « Seule la croissance asiatique aujourd'hui est facteur d'égalisation mondiale », ce qui me permet de dire qu'il y a dans le monde plus de polarisation que de convergence. Cette polarisation produit des effets secondaires très forts sur les autres régions en développement

---

3. François Bourguignon, économiste français né en 1945. Il a été membre du Conseil d'analyse économique. Il a participé aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence, notamment en 2007 lorsqu'il était vice-président de la Banque mondiale. Voir *Les Actes des Rencontres 2007*.

– en particulier l’Afrique et l’Amérique Latine – et nous avons vu que l’Afrique a connu des taux de croissance dans certaines régions absolument remarquables grâce en partie au prix des matières premières qui était très élevé, justement parce que la Chine était en forte demande ; dès qu’il y a eu repli économique, il y a eu un repli sur les prix. L’Angola par exemple, qui a connu des taux de croissance de 16-17 % à un moment donné, est aujourd’hui en récession parce que le prix de l’énergie fossile a beaucoup reculé.

Nous pouvons constater également que l’inégalité au sein des pays est toujours portée par un échange déséquilibré. Je ne reviens pas à un jargon marxiste aujourd’hui dépassé, mais l’extension du commerce Nord-Sud, Sud-Nord, a des effets sur la concurrence par le coût de la main-d’œuvre asiatique qui crée aujourd’hui une pression sur tout le monde, y compris dans les pays développés. Le progrès technique est aujourd’hui le maître-mot et profite aux *winner-take-all*, Enfin, la réorganisation de la production mondiale bénéficie aux détenteurs de capitaux et aux managers.

ISABELLE GOUNIN-LÉVY — Thierry Pilenko, vous êtes Président exécutif de Technip FMC qui est une entreprise d’ingénierie et d’équipement pétrolier, vous avez donc une grande expérience dans tout ce qui concerne le para-pétrolier.

THIERRY PILENKO — Je suis d’accord avec tout ce qui s’est dit sur la divergence provenant, entre autres, de la colonisation, mais je vais descendre à un niveau plus microéconomique. Quand on travaille dans le monde du pétrole et du gaz, on travaille dans l’une des industries les plus globales au monde, du fait de la capacité qu’on a à transporter ce pétrole et ce gaz, du fait aussi qu’on en trouve pratiquement partout dans le monde et pas toujours dans les endroits développés. Il y a vraiment toute une gamme de production. Qu’observe-t-on en

termes de convergence dans mon métier ? Avant d'en parler je voudrais préciser que la divergence ne s'est pas nécessairement arrêtée à la fin de la colonisation.

On a vu beaucoup de contrastes, en particulier dans le monde du pétrole et du gaz, entre des pays qui ont été capables, suite aux découvertes parfois très anciennes, de créer un développement bien au-delà des ressources naturelles, et d'autres qui au contraire sont restés dépendants de ces ressources naturelles, avec des effets de croissance très rapides comme en Angola suivis par des périodes de récession, simplement parce que l'Angola, comme le Venezuela, comme beaucoup d'autres pays, sont restés beaucoup trop dépendants d'un seul type de ressource.

L'entreprise évolue dans cet environnement qui reste volatile, puisque les prix du pétrole et du gaz peuvent chuter très rapidement et rester pendant de très longues périodes à un niveau assez bas. Les entreprises doivent accompagner cette convergence d'abord pour des raisons positives, la première étant d'aller chercher une proximité de ces clients pétroliers – en particulier lorsque les compagnies nationales ont été créées dans les grands pays pétroliers –, une proximité tout à fait naturelle qui exige de bien comprendre la culture. Nous allons chercher des ressources humaines très proches de nos clients et cela me semble un élément positif.

Le deuxième élément positif, ce sont toutes les ressources intellectuelles, humaines, notamment des capacités d'ingénierie, que nous allons chercher. Au début, quand nous avons travaillé en Inde, nous avons ouvert des centres d'ingénierie. Très rapidement nous nous sommes rendu compte que c'était un réservoir de talents formidable.

Enfin, il existe un effet de convergence, un peu plus contraint, créé par des compagnies nationales ou des États qui veulent développer un tissu industriel et peuvent offrir de vraies opportunités pour redémarrer les mécanismes de convergence.



QUESTION DU PUBLIC — La croissance démographique est-elle un facteur important de polarisation ou un obstacle à la convergence? Au moment de l'indépendance du Congo ex-belge, la Belgique comptait environ 9 millions d'habitants et le Congo 14 millions. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Belgique était passée à 11 millions, le Congo à 52 et la projection pour 2050 met la Belgique à 14 millions et le Congo à 150.

Dans ce contexte, il est tout à fait impossible pour le système scolaire congolais de suivre la cadence démographique. Vous avez souligné à quel point ce capital humain était facteur crucial de convergence. Si l'on met en perspective la Chine, avec sa politique de l'enfant unique et le Congo, on comprend mieux l'évolution de la distribution des revenus moyens à travers la planète.

MOHAMED SOUAL — La Chine a effectivement pratiqué la politique de l'enfant unique, mais avec 1,3 milliard d'habitants, elle a eu un réservoir de main-d'œuvre de 300, 400 millions de personnes qui a permis justement d'alimenter l'industrie à très bas coût et d'assurer pendant 30 ans un décollage économique spectaculaire. La projection met le Congo à 150 millions d'habitants, mais c'est toute l'Afrique qui d'ici 2050, va gagner un milliard d'êtres humains supplémentaires.

Alors, quelle politique publique mener dans ce contexte? Je vous propose l'exemple du secteur des engrais que je connais bien. Aujourd'hui, l'Afrique dispose de plus de 60 % du potentiel des terres arables dans le monde. En Afrique, il y a de l'eau partout. Moins de 4 % des terres agricoles sont irriguées aujourd'hui, le taux d'application des engrais pour le rendement agricole est de moins de 8 kg par hectare quand la moyenne mondiale est de 150 kg par hectare, et que 70 % de la population vit de l'agriculture. La question des revenus pour la population est donc liée aujourd'hui et pour un certain

temps, à cette question agricole. Ensuite, 70 % de ces fermiers africains sont des femmes et la question du genre en Afrique est extrêmement importante.

Un mot sur mon pays, le Maroc. Aujourd'hui, nous avons des changements structurels extrêmement profonds auxquels on ne fait pas assez attention. Le taux de nuptialité des femmes est passé, en moins de 20 ans, de 18 ans à 29 ans. Le taux de fertilité est passé de 7 à 2,2 en moins de 40 ans. Je vais vous étonner encore plus sur les résultats du baccalauréat : cette année, il y a plus de bachelières que de bacheliers et sur les 40 premières notes supérieures à 19, les trois premières notes ont été obtenues par des filles. Ces changements structurels sont à mettre en relation avec l'investissement dans le capital humain, dans l'accompagnement des familles. Le Congo est un pays très riche on l'appelle le scandale géologique ! Aujourd'hui l'État congolais tire 2 % des revenus de l'exploitation des richesses minières du Congo, il faut qu'on rétablisse cette injustice-là et croyez-moi le problème est là, il n'est pas dans l'accroissement démographique.

RECKYA MADOUYOU — Cette transition démographique que l'Afrique vit aujourd'hui et qui la projette dans les années à venir comme un continent qui sera super-peuplé, est en vérité aussi une chance qui va faire émerger des classes moyennes. Si les Dragons d'Asie ont réussi à accroître leurs revenus, c'est bien parce qu'à un moment donné, une classe moyenne a commencé à consommer davantage. Cette transition démographique en Afrique constitue une force dès lors qu'on y répond en investissant dans le capital humain.

Je voudrais revenir sur la colonisation. C'est vrai qu'elle n'a pas eu que des effets néfastes puisque, en l'occurrence, les entreprises qui ont été appelées « à la rescousse », ont laissé certaines compétences sur le terrain. Mais il ne faut pas se mentir. Les pays africains de la zone ouest-africaine et pour

ne pas dire le consortium de pays de la région de l'UEMOA<sup>4</sup> et qui se trouvent aussi dans la région de l'Afrique centrale, n'ont pas leur monnaie. Certains pays aujourd'hui en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ont une monnaie qu'on appelle le franc CFA, une monnaie arrimée au franc français d'alors et à l'euro. Un peu d'histoire : ce franc découle d'un impôt colonial que ces pays continuent de payer en rançon en quelque sorte de la décolonisation par le biais d'une devise associée à une monnaie forte. Je veux dire qu'il y a des boulets et des freins qui empêchent certaines régions du monde d'atteindre la convergence que nous appelons de tous nos vœux et qui passera nécessairement par la qualité du capital humain. En effet, ce ne sont pas les puissances extérieures qui vont permettre à des régions comme les régions africaines de se développer, mais dès lors que nous sommes dans un contexte de mondialisation et que les capitaux arrivent dans toutes les régions du monde, il faut s'arranger pour que ces capitaux arrivent à bon port et surtout dans les secteurs qui nous intéressent : quand la Chine a voulu s'ouvrir au monde, elle a été d'accord pour acheter des avions, des TGV à la stricte condition qu'il y aurait transfert de compétences. Le capital investi dans certaines régions en voie de développement doit être assorti de conditions équitables et justes, qui permettent à ces pays de pouvoir bénéficier d'un transfert de compétences pour devenir plus tard véritablement autonomes.

QUESTION DU PUBLIC — I like the passion towards convergence on the panel. However, I think the unspoken question is whether the benefits of divergence are currently so great that they outweigh the overall benefits of convergence, especially the socio-political benefits of the divergence and disparities that exist in the world, and we are therefore likely to

---

4. Union économique et monétaire ouest-africaine.

have the forces that want to keep the divergence overpower the forces of convergence.

**KWAME SUNDARAM JOMO** — I am not sure what to say, because I am not sure who is in favor of divergence, except the most privileged in the world. Almost nobody is openly in favor of divergence. However, a lot of people do not openly espouse divergence, but the consequences of the policies and positions they advocate tend to reinforce, if not advance divergence. Let me suggest a simple example from the preceding discussion on food production. Africa used to be a net food exporter until the 1980s; since then, it has become a net food importer. We were told that with trade liberalization, Africa would realize its real potential. What happened was that Africa lost its productive potential, not only in manufacturing, but also in agriculture. The result is that Africa cannot compete with subsidized food imports from the EU and North America. Therefore, for example, because US consumers have a strong preference for chicken breasts, chicken wings and legs from the US American chickens are not only flooding the Americas, but increasingly, Africa and Asia. Trade liberalization is occurring in conditions when only rich countries can afford subsidies, which most developing countries cannot afford.

**ISABELLE GOUNIN-LÉVY** — Comment faire pour continuer à accélérer ce processus de convergence et d'une convergence positive ?

**JACQUELINE MUGO** — I will make three points on this issue. First, the process of development we have followed so far is skewed because some regions, like Africa, started off on the wrong footing, because you are coming from colonisation and do not have the expertise, skills or technological resources, you have changed your model of governance from the

traditional one into democracy and everybody should become democratic, and you are struggling to understand what this is. Fast forward 50 years down the road, you are competing in this global economy with countries that have not gone through what you have gone through, because you lost your most productive generation to build other economies.

We are largely an agricultural continent, so we must invest in those sectors in Africa that will change the performance of the economies and also allow Africa to feed herself and the rest of the world. We talk about agriculture in other forums, we talk about mechanisation, industrialisation, and all that is well and good, but over time we have abandoned our natural crops and products for the cash crops that the world needs, to the extent that today an African woman goes to the market to buy vegetables. That is not acceptable, because you should be able to feed yourself first and foremost.

Therefore, it is about investing in those sectors that are traditional, and yes, the new emerging sectors –you talked about oil and gas. Oil has been discovered in my country, Kenya, but oil discovery is not always a good story for the developing world, so we need to build skills to negotiate contracts that give back something to the communities as we export our products, as we export our natural resources to be developed in other economies.

Africa needs to have investment in the continent that will allow her to manufacture value-added products as opposed to continually exporting her raw materials. And if the developed world cares about Africa the way they say, then they must put in place policies that encourage finished products from Africa to access their markets. If the developed countries instead of importing raw materials from Africa set industries in Africa and processed the products on African soil, and only shipped finished products to their countries, then even the problem of poverty in Africa and migration of Africans to the West will be done away with.

Therefore, it is about investing in the continent through real, meaningful Public Private Partnerships, investment as opposed to development aid, and I think that is the story that has been bought.

The second is skills and education. We need to have skills within the continent to drive the economies and sectors that need to be developed within the continent, investing in things like infrastructure. Africa has shown that we have innovation –mobile money transfer is something that grew in Kenya as MPESA and has now spread across the continent. You can use *Tigo* in Ghana, *EcoCash* in Zimbabwe and you can see that in many ways there are innovations coming from Africa, which need to be built on, and the finance is needed to grow it so that Africa can compete well. Multinational companies and other international investors doing business in Africa need to be at the forefront in developing skills of African young women and men. Let us remember that with population in many regions across the world aging, Africa will be the main supplier of global labour by 2050. Skilling Africa is therefore important to survival of businesses across the globe. African governments are discussing what we were previously talking about, demographics, and how we build on this to be able to help our youth to acquire the skills that they need as the rest of the world grows older and Africa grows younger.

Finally, I want to address the issue of governance. Governance from a point of view of changing the image and building the competence within the continent, and this is for Africans to do, really, to be able to compete, to have discussions, to commit to ethical businesses, so that when you have partnerships you know they are win-win partnerships. There is a lot of work happening in that area. How do we change that story into a success story for the continent? We need concerted effort especially from the developed world to address the challenges of Governance facing Africa. It

is annoying to see that major economic crimes in Africa are aided by, involve or benefit the Western Nations or citizens and companies from the west. It is a shame. Let us preach water, and drink water.

ISABELLE GOUNIN-LÉVY — Vous avez déjà évoqué un certain nombre d'idées sur l'investissement et sur l'éducation, mais que pouvons-nous faire de plus ?

RECKYA MADOUYOU — Il se dégage un consensus sur les différentes pistes pour renforcer la convergence des économies, pourquoi ne pas l'accélérer davantage ? Nous avons parlé des problématiques des matières premières, dont les cours évidemment continuent de dégringoler, mais à côté, nous n'insistons pas assez sur le fait que les accords commerciaux, ceux de l'OMC donc, ne favorisent fondamentalement que les pays développés.

L'une des pistes pour aller vers une plus grande convergence des économies serait de mener une réflexion sur des institutions internationales comme l'OMC, pour arriver à favoriser à la fois les pays en développement et les pays riches. Si nous continuons à mettre en œuvre des accords ne favorisant que les pays développés, malheureusement les économies divergeront davantage.

Deuxièmement, je voudrais aussi insister sur la question de l'autonomisation des populations. Ces dernières années, plusieurs pays, que ce soit en Asie ou même en Afrique, ont accéléré leur croissance. En Afrique par exemple le taux de croissance de certains pays tourne aujourd'hui autour de 5 à 7%, pendant que des pays développés stagnent à 2%. La croissance est donc de retour, malgré le ralentissement de ces dernières années en Afrique.

Le sujet n'est pas tant le défaut de croissance, que son caractère inclusif. Il nous faut penser à produire une croissance

inclusive. Cela est valable non seulement en Afrique, mais dans toutes les régions du monde. Les questions d'inégalités et d'instabilité proviennent de là, elles proviennent des frustrations qui naissent de cette dichotomie et donc de cette divergence. Si nous œuvrons à une croissance inclusive, c'est à dire à une croissance qui fait travailler les groupes cibles d'un pays à savoir les femmes, les jeunes, si nous pensons en termes d'éducation, de santé, mais aussi en termes de capacités, si ces groupes cibles travaillent à la production de la croissance, nous nous apercevrons qu'au niveau du partage de la prospérité et donc du partage des revenus, nous aurons créé des mécanismes qui favoriseront l'ensemble des nations et, pourquoi pas, des économies du monde.

Prenons le cas de l'Afrique. Si l'agriculture constitue sa principale valeur, alors elle est tenue de la moderniser et de la mécaniser, pour qu'elle crée les conditions de la sécurité alimentaire mais surtout pour qu'elle puisse être exportée sur les marchés internationaux. Que manque-t-il aujourd'hui ? Il manque de l'investissement. Et de quel investissement parle-t-on ? On parle de renforcer les capacités des agriculteurs, aussi bien techniques que financières pour qu'ils apportent leur pierre à l'édifice de la croissance.

KWAME SUNDARAM JOMO — Allow me to make three suggestions on priorities. First on finance, a range of financial reforms are badly needed internationally; unfortunately, the once-in-a-lifetime opportunity which followed the 2008 crisis was not seized upon to make the reforms possible. However, it is still necessary to keep pressing for them. Many African and other developing countries have opened up their capital accounts, and many countries face situations of more capital flowing out than in. A Malaysian economist wrote more than half a century ago that it was like opening a birdcage and expecting more birds to fly in than to



fly out. This is simply not going to happen, but this situation in international finance is supposed to be conducive to development. Appropriate financial regulations can help. What has been advocated needs to be carefully considered, not only at the national level, but also at the international level.

Second, we have heard a lot about problems associated with trade. There are many issues which need to be addressed, including, importantly, re-emphasizing the commitment to trade multilateralism. The big change in the last 15 years is that Europe has turned away from its earlier commitment to multilateralism in favor of regional and other multilateral and bilateral arrangements which are very problematic. So, we now have weak commitments to multilateralism and improving trade arrangements.

Third, there is really a need for a global new deal, which will basically restore the policy space for Keynesian and development policies. Following 2008, again, there was a huge opportunity. I know that this is not a popular thing to say, but in some sense, the French managing director of the IMF then did have more of a vision of what could have been done at that moment than his contemporaries. That moment was lost, but it is not too late, because it is dragging down the south of Europe as well. What we have now is a situation where Europe, which used to be the engine of growth for the world economy, is also holding back the rest of the world besides holding itself back. Therefore, there is a need for expansion at the global level, and we need to accelerate momentum for that. The G20, despite the promise it showed in 2009 and 2010, has unfortunately failed, and is unlikely to be able to provide the necessary leadership, which, again, has to come through multilateral means.

ISABELLE GOUNIN-LÉVY — Mohamed Soual, que faut-il faire concrètement pour accélérer cette convergence ?

MOHAMED SOUAL — Il me semble qu'il y a trois choses à examiner de très près. D'abord, le développement doit être pris en charge par les pays et les populations concernées. Ce n'est pas en s'appuyant sur autrui que nous allons assurer notre développement. Nous avons notre propre responsabilité sur cette question importante. Cependant quand on regarde l'investissement dans le monde, 70 % des flux d'investissements vont dans les pays développés eux-mêmes, 30 % dans le reste du monde dont une bonne partie en Chine. Sur 140 pays qui reçoivent des flux, ceux-ci reçoivent moins de 5 % des flux d'investissements mondiaux.

Les investissements, en particulier en Afrique, viennent des Chinois, des Brésiliens et autres. Ils investissent pour avoir accès directement aux matières premières, sans permettre aux pays sources de transformer chez eux ces matières premières. Dans le domaine de l'engrais, par exemple, l'Afrique a du gaz, des phosphates, de la potasse que des firmes étrangères viennent exploiter et qui sont réexportés pour une infime partie en Afrique, à des prix absolument incroyables alors que ces ressources naturelles, que ce soit l'agriculture, la forêt, les mines etc., représentent un levier de développement technique, technologique, humain, considérable.

Quelles réponses pouvons-nous apporter ? Aujourd'hui, face à l'Occident qui lui-même vit ses problèmes, face aux inégalités entre pays, face aux risques perçus de pays comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, etc., nous dérégulons en interne en réponse à une concurrence externe, sur le plan de la fiscalité, sur le plan du marché du travail et sur le secteur financier. Après la crise de 2008, on a voulu complètement séparer la finance de marché de la finance domestique, et aujourd'hui on est en train d'annuler toutes les décisions post-crise qui avaient été prises. Les arbitrages fiscaux dans les pays développés se font de manière à peser sur ce qui reste de l'État providence. La frontière de l'Europe, c'est l'Afrique sub-saharienne, le risque

auquel va faire face l'Europe dans les années qui viennent, c'est l'immigration, l'immigration climatique, les problèmes de sécurité qui vont émerger encore plus fortement qu'aujourd'hui. C'est le repli sur soi et c'est l'affrontement, malheureusement.

Le développement est bien une question qui nous concerne tous, prenons-la à bras-le-corps et oublions ces histoires du passé. On peut travailler, on peut élargir le marché. Actuellement, nous voyons des exemples extrêmement intéressants. L'investissement de Renault à Tanger profite à tout le monde, l'automobile est devenu le premier poste d'exportation du Maroc et cela donne des opportunités extraordinaires sans tuer l'emploi en France.

THIERRY PILENKO — Dans le monde pétrolier, nous avons des expériences de gouvernance assez frappantes. Je prendrai l'exemple de trois pays : la Norvège, le Koweït et la Malaisie. Trois pays – même si Malaisie n'a pas que des ressources pétrolières – où le pétrole et le gaz ont été des éléments majeurs de développement et qui ont choisi des modèles assez différents. La Norvège, le pays le plus jeune des trois en termes de ressources pétrolières et gazières, a voulu très tôt, – il y avait très peu d'industries en Norvège – développer l'innovation et construire un vrai tissu industriel norvégien.

Pour le Koweït ce n'est pas seulement une histoire de PIB par tête qui compte puisqu'aujourd'hui la convergence y a peut-être commencé, mais elle n'a certainement pas abouti. C'est d'ailleurs un des grands problèmes des pays du Golfe : ils ont l'argent, ils ont les réserves mais ils n'ont pas développé le tissu industriel. Ils procèdent donc à une sorte de rattrapage visant à amener des investissements le plus rapidement possible afin de créer de l'emploi et de l'emploi pérenne.

La Malaisie, elle, a eu une structure de gouvernance assez forte, mais avec des partenariats publics/privés et avec – au

moins pour un certain temps – une préférence nationale. Celle-ci a été limitée dans le temps, car elle dure trop, on perd de l'efficacité, de la productivité et de la compétitivité, mais cette préférence nationale a permis de développer un tissu industriel, un tissu intellectuel autour des métiers du pétrole. La gouvernance a donc un impact très significatif dans nos métiers.

Quand l'entreprise devient globale, elle a une responsabilité, c'est un des éléments d'accélération de la convergence. Sa responsabilité principale est d'abord de faire confiance aux gens, et d'adapter des organisations décentralisées. Qu'est-ce que cela signifie? Cela veut dire que l'entreprise devient malaisienne en Malaisie, norvégienne en Norvège, brésilienne au Brésil, américaine en Amérique. Cela ne veut pas dire nécessairement qu'elle perd son identité, mais cela signifie qu'elle est multinationale, au sens vrai du terme.

Parallèlement à ce développement et à cette décentralisation, il faut donner à l'ensemble des individus de cette entreprise globale, les mêmes chances, quels que soient leur nationalité, leur religion, leur sexe et il faut absolument qu'il n'y ait pas de plafond de verre et que chacun puisse percevoir qu'à l'intérieur de cette entreprise qui a sa propre identité même si elle est multinationale, chacun peut progresser. Ce sont des vraies responsabilités, de vraies clés pour accélérer la convergence.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Simon Freyburger, ENSAE. L'Afrique dispose d'assez peu de capitaux comparé aux autres pays et peut difficilement construire notamment des infrastructures. En Chine, on dit qu'avant de produire, il faut construire une route. Ces infrastructures nécessitent à priori d'emprunter des capitaux étrangers qui ne se tournent pas forcément sur ce type d'investissements, mais préfèrent des pays riches et des secteurs comme le téléphone. Y a-t-il un moyen de contourner ce problème en se basant sur les ressources exis-

tantes que les habitants peuvent exploiter eux-mêmes, sans forcément posséder trop de capitaux au départ ?

MOHAMED SOUAL — Je vais donner trois éléments de réponses à cette intéressante question. Concernant les investissements dans le téléphone, je peux vous assurer que l'exemple est venu d'Afrique. Nous avons aujourd'hui un taux de pénétration qui frôle les 100 %. Dans ce domaine, les solutions les plus innovantes se trouvent au Kenya qui est un exemple pour le monde.

Deuxièmement, 800 milliards de dollars, sur les dix dernières années, sont sortis illicitement d'Afrique. Laissons à l'Afrique son argent, elle saura quoi en faire. Enfin, aujourd'hui les multinationales qui opèrent, doivent accepter aussi des opérations d'offset. Si on possède une concession, on doit apporter au pays quelque chose, y compris des routes, des chemins de fer, etc. Ne demandons pas au pays de construire le chemin de fer pour donner ensuite la mine à la multinationale. Il faut que tout le monde se mette dans une posture gagnant-gagnant et c'est tout à fait possible.

RECKYA MADOUYOU — Je voudrais vous rassurer : en ce moment l'Afrique n'est pas du tout dénuée d'intérêt pour un investissement de capitaux, bien au contraire. Je disais que selon une intéressante étude de la CNUCED, l'Afrique est perçue aujourd'hui, malgré les risques, comme la région du monde où l'investissement est le plus rentable. Cela veut dire que les capitaux existent et veulent s'y investir, la seule chose est qu'il est important que ce soit à des conditions favorables et rentables pour l'Afrique. Et ces conditions favorables, c'est entre autres les taux, les taux concessionnels, etc. Nous ne sommes pas en déficit de ressources potentielles, mais ce sont les conditions autour de ces ressources qu'il faut prendre en compte et améliorer.

QUESTION DU PUBLIC — Est-ce qu'une manière d'accélérer la convergence n'est pas de réformer de manière fondamentale les institutions internationales issues d'un monde qui était en fait beaucoup plus divergent il y a 70 ans. Ne serait-ce pas une source potentielle d'accélération ?

RECKYA MADOUYOU — Les règles internationales commerciales sont effectivement en défaveur des économies en développement. Pour la convergence des économies, il nous appartient d'intégrer la notion de coopération Sud-Sud. Autrement dit plus des économies qui se ressemblent se mettront dans des ensembles cohérents, plus ces ensembles, parce qu'ils seront plus forts, pourront négocier et peser sur l'édition de règles internationales.

MOHAMED SOUAL — J'ajoute qu'il faut des réformes institutionnelles au niveau national vers plus de démocratie, de participation, de liberté y compris de celle d'entreprendre. C'est aussi essentiel pour être en concordance avec les réformes nécessaires au niveau international.

QUESTION DU PUBLIC — Vous dites qu'il faut que les grandes entreprises construisent les rails, les infrastructures, mais dans ce cas, c'est tout le pays qui devient dépendant d'une seule entreprise et quand on voit ce que Monsieur Bolloré fait en Afrique par exemple, cela m'interpelle. Comment s'articulent dans la régulation le politique, l'entreprise et la population ?

MOHAMED SOUAL — Soyons clairs : nous ne sommes pas en train de demander à Monsieur Bolloré de régler les problèmes d'infrastructures, loin de là ! Aujourd'hui l'Afrique est face à un problème important, celui de mettre à niveau ses infrastructures institutionnelles, son capital

humain et de favoriser les investissements sur les technologies qui vont tirer ces pays vers le haut et cela passe aussi par des infrastructures qui sont essentielles. Or aujourd'hui, quand on voit les taux d'intérêts demandés à ces pays, ils ne sont pas du tout compatibles avec les impératifs locaux. Ensuite, il y a de l'argent en Afrique, il faut qu'une partie de cet argent reste la propriété des Africains et ne soit pas pompé par ceux qui exploitent ces richesses.

JACQUELINE MUGO — Very briefly, I just wanted to give you an example of a lot of public-private partnerships that are happening in Africa, and the reality is that government cannot do it alone, the private sector cannot do it alone, and of course when we have international investors that is welcome. There is recognition that there is already a lot of money in the African continent that can be invested in infrastructure projects, and that is happening. For instance, Kenya has just opened a standard-gauge railway, which is going to change the landscape in the country, and there are discussions to do that in all of Africa.

However, Africa cannot do it alone, so we will pool together public and private-sector money, bringing in international partners, but under very clear agreements that the returns go to the local people to change the landscape, keeping that money within the continent to invest it, to open up Africa so that it can do more for itself while keeping our eyes open to the opportunities out there. Looking at where the world is headed, I always tell the private sector and investors, that Africa is the future.

LIONEL RAGOT — Les pays ont peut-être du mal à converger, mais entre nos intervenants, il existe une grande convergence, pour ne pas parler de consensus. Au cours de cette discussion passionnante, nous n'avons pas rencontré de

visions opposées des préconisations destinées à favoriser, voire développer cette convergence.

Néanmoins, je vais insister sur le fait que, concernant un certain nombre de pays émergents, – et d'autres qui ne font pas partie des pays émergents mais qui sont arrivés à un certain niveau de revenu par tête – nous sommes au milieu du gué. Barry Eichengreen<sup>5</sup> a travaillé justement sur le développement d'un certain nombre de pays et une de ses craintes est l'apparition de ce qu'il appelle « la trappe à revenu moyen ». Un certain nombre de ces pays sont en effet arrivés à un niveau de revenu moyen et la stratégie qu'ils ont utilisée, celle d'intégrer la mondialisation, faire concurrence sur le secteur manufacturier essentiellement, est à bout de souffle, parce que le coût de leur main-d'œuvre est relativement élevé et qu'ils se retrouvent eux-mêmes concurrencés par des pays qui utilisent la même stratégie, Vietnam, Bangladesh, etc. Il faut donc qu'ils changent de modèle pour poursuivre leur développement, et pour changer de modèle, ils doivent trouver d'autres débouchés et développer une classe moyenne, un marché intérieur, sans s'appuyer uniquement sur les exportations. Tout cela passe par le capital humain et l'éducation. C'est un point essentiel et ce n'est pas gagné.

Sur les réformes institutionnelles qui sont une condition nécessaire, mais sans doute pas suffisante pour avancer, il y a eu consensus. Nous avons parlé des droits de propriété, de démocratie, nous avons parlé d'automatisation des populations. Les deux économistes, Daron Acemoglu et James A. Robinson ont d'ailleurs très bien expliqué qu'il faut passer d'institutions extractives, dont une partie de la population bénéficie, à des institutions inclusives. Et ça non plus n'est pas évident. Quand on parle de réformes institutionnelles, le politique n'est pas seul concerné, les acteurs du monde économique le

---

5. Voir Actes II, session 4 « Doit-on craindre une stagnation séculaire ? ».



sont aussi. Les réformes doivent porter sur les institutions du marché du travail, mais aussi sur le marché des biens. Elles doivent permettre d'éviter la mise en place de monopoles qui capteraient une grande partie de la rente. Parallèlement, aux réformes institutionnelles sur différents marchés, il faut aussi mener des réformes politiques pour éviter certains blocages inutiles. Il suffit parfois de peu de chose pour que le développement puisse se mettre en place.



# D'UN MONDE D'INÉGALITÉS À UN MONDE DE SOLIDARITÉS

---

**COORDINATION**      **P. Jacquet** (*Cercle des économistes*)

**CONTRIBUTIONS**      **J. Attali** (*Positive Planet*)  
                                 **P.-A. de Chalendar** (*Saint-Gobain*)  
                                 **E. Duflo** (*Massachusetts Institute of Technology*)  
                                 **G. Lamb** (*Senior Adviser to Bill Gates*)  
                                 **I.A. Mayaki** (*NEPAD*)

**MODÉRATION**      **B. Mathieu** (*L'Express*)

---

BÉATRICE MATHIEU — À l'échelle du monde, les inégalités se sont réduites au cours des décennies; dans le même temps, au sein même des pays, les inégalités se sont creusées. Parallèlement, à côté des acteurs traditionnels, de nouveaux acteurs sont apparus: ONG, fondations, philanthropes, et même entreprises. Comment faire coexister ces nouveaux acteurs pour qu'ils contribuent à nous faire passer d'un monde d'inégalités à un monde de solidarité? De quels outils disposons-nous? Comment tester leur efficacité? Comment en inventer de nouveaux?

PIERRE JACQUET — Je vais me contenter de mettre l'accent sur quatre dimensions qui me paraissent structurantes pour aborder la question. La première est que la question est posée ici de façon essentiellement globale. On parle d'un

monde d'inégalités, d'un monde de solidarité. Or l'un des défis actuels, c'est le creusement des inégalités au sein des nations. Le thème de l'absence de solidarité ou des inégalités n'est plus un thème exclusivement international entre pays riches et pays pauvres, c'est un thème qui touche le cœur des pays y compris les plus développés et, je dirais qu'il s'agit essentiellement de comprendre la complémentarité entre l'action des nations pour réduire les inégalités sur le territoire national et leur rôle dans l'organisation de la mondialisation. Or, dans les débats politiques, cette complémentarité est souvent oubliée ou transformée en opposition. On oppose l'ouverture à la solidarité. Cette opposition est aussi reflétée dans le débat entre patriotisme et nationalisme, par exemple. Je crois qu'il est très important de comprendre qu'une mondialisation bien gérée repose sur des nations bien gérées et que la prospérité des nations dépend aussi d'une bonne gestion de la mondialisation. Cette complémentarité est au cœur des enjeux politiques actuels sur la question de la solidarité, mais bien au-delà.

Deuxième point important, la solidarité ne renvoie pas seulement à des dimensions économiques portant sur la répartition des revenus, et ne concerne pas seulement l'égalité des chances ; elle relève d'un projet essentiellement humaniste. C'est un projet qui touche aux droits de l'individu, aux droits de l'homme. Et il est de ce fait difficile de parler de « solidarité » sans évoquer un débat actuel très important, celui des migrations. On a tendance à réduire ce débat à des dimensions économiques de mouvements de personnes qui sont autant de facteurs de production, ou à des dimensions politiques d'intégration identitaire. Dans cette logique, on aura tendance à dire que l'immigration c'est très important, parce que ça renforce la capacité des nations qui accueillent les migrants, ou au contraire qu'il faut s'y opposer pour préserver les identités. Or, on parle d'individus, et parler de solidarité sans parler du traitement de l'immigration serait très incomplet. Je nous

invite évidemment à ne pas restreindre ce débat à des aspects strictement économiques ou étroitement politiques, mais à prendre en compte ses aspects humains, politiques, sociaux aussi, et plus profondément humanistes. C'est très difficile et ne rapproche pas nécessairement de « solutions », mais ce doit être un état d'esprit.

Troisièmement la solidarité, c'est l'affaire de tous, pas uniquement celle des gouvernements. C'est l'affaire des individus, des familles, des villages, des entreprises, des organisations non-gouvernementales, des organisations internationales et des États. Réfléchir au rôle des gouvernements dans ce contexte est très important, et cette réflexion souligne une évolution nécessaire des politiques publiques, vers un rôle de catalyse et de coordination plutôt qu'un premier rôle seul responsable. Ce rôle de catalyseur et coordinateur d'une myriade d'acteurs est difficile à penser et à organiser pour l'État, mais je crois que c'est précisément l'enjeu des politiques publiques de demain, que ce soit au niveau national ou au niveau international.

Enfin, quatrième point, quand on passe au niveau mondial, un instrument important de la solidarité, c'est évidemment l'aide publique au développement. Mais cette aide publique au développement s'est construite de façon un peu pragmatique au cours de l'histoire, elle n'a jamais été vraiment pensée comme outil d'organisation du monde; du coup, ce qu'elle évoque ce sont surtout des questions de devoir de charité, je crois que ça n'est pas suffisant. L'aide au développement est un outil de partage de capacités au niveau mondial. C'est un outil qui implique aussi le don, l'autonomisation des bénéficiaires et leur droit à l'erreur; la charité et le paternalisme n'épuisent pas le sujet de l'aide au développement, bien au contraire, et je crois que là il y a un enjeu très important de modernisation.

Je terminerai par un mot sur le rôle de l'État parce qu'il est très tentant dans ces débats sur la solidarité, de se laisser aller à

deux facilités : la première est de se contenter de dire « il faut », ou « il faudrait », ou « on doit »... et j'espère que nous allons passer du « il faut » au « comment on fait... ». Nous aurons sans doute déjà un peu de mal à nous entendre sur ce qu'il faudrait faire ; mais le « comment on fait » pourrait être encore plus difficile à énoncer et plus litigieux. Le deuxième écueil serait de reporter la responsabilité sur les autres et sur « l'État » ; je terminerai donc en vous rappelant une citation de Frédéric Bastiat, un économiste français du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qui a écrit vers 1848 : « L'État, c'est cette grande entité fictive à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde. »

BÉATRICE MATHIEU — Pierre l'a dit, la solidarité est l'affaire de tous, elle repose aujourd'hui sur différents acteurs, les gouvernements, les sociétés civiles, les familles, les entreprises, les philanthropes. Comment fait-on aujourd'hui pour coordonner ces différents acteurs et quels sont les obstacles à lever pour que cette coordination soit optimale ? Jacques Attali en tant qu'économiste, essayiste et président de Positive Planet, quelles seraient vos propositions d'action ?

JACQUES ATTALI — Pour aiguïser les angles, je dirais d'abord que les inégalités ne sont pas du tout en train de se réduire. Ce qui est en train de se réduire ou même ce qui s'est réduit, c'est la pauvreté absolue, toutes les statistiques le démontrent, même si elle reste considérable dans une large partie du monde, en particulier en Afrique où 30 % des gens n'ont pas accès à l'eau potable, où l'éducation est soi-disant en train de se généraliser, mais c'est une éducation totalement fictive, et où les signes de la pauvreté vont s'aggraver encore du fait de la croissance démographique. S'il n'y a qu'un seul chiffre à retenir sur le XXI<sup>e</sup> siècle, c'est la population de l'Afrique qui va passer d'un à deux milliards, la population du

Sahel va augmenter jusqu'à 700 millions d'habitants et avec les changements climatiques, ce sont 300 millions de personnes qui vont déménager d'ici à 2060. Il faut garder en mémoire ces inégalités extrêmement profondes.

Deuxième sorte d'inégalités qui s'est un peu réduite, mais va en fait s'aggraver dans les années qui viennent, c'est l'accès à l'eau. L'eau est une denrée rare et la croissance démographique fait que la quantité d'eau disponible par habitant va baisser massivement. Elle va passer à environ d'1/3 par habitant de ce qu'elle est aujourd'hui. Et comme pour tout ce qui est rare, la répartition sera inégale. On pourrait ajouter beaucoup d'autres facteurs où la rareté va créer de nouvelles formes d'inégalités.

Par ailleurs, on nous explique que rien ne marche, que rien de ce qui a été fait jusqu'à présent ne fonctionne, qu'il faut faire de nouvelles expériences. Je sais que c'est ce que madame Duflo va dire mais je ne suis pas d'accord. Je le dis à l'avance, en espérant qu'elle ne le dise pas ! Premièrement, la microfinance, ça marche. Deuxièmement, l'éducation, ça marche. Troisièmement, l'amélioration du statut des femmes, ça marche. Aujourd'hui la réduction des inégalités passe avant tout par le fait qu'il faut réduire la différence de salaires entre les femmes et les hommes, qui est de 33 % à l'échelle mondiale. C'est une chose simple, ça s'appelle la lutte sociale.

Certains bouleversements vont être extrêmement importants. J'en citerai deux pour ouvrir des pistes. Le premier, c'est le progrès technique. Le progrès technique est un facteur d'aggravation des inégalités considérable, parce que les *early adopters* sont toujours en avance et que les autres rattrapent ensuite. Sur ce sujet, il y a de très beaux travaux d'économistes, français en particulier. Mais comme le progrès technique va très vite, ceux qui sont derrière n'ont jamais le temps de rattraper, parce qu'une nouvelle vague de progrès technique arrive avant que le rattrapage ne se fasse. Il y a malgré tout une immense vague de progrès technique aujourd'hui qui fait basculer

de l'économie de marché vers l'économie de l'altruisme, de l'économie du chacun pour soi à l'économie du partage, vers l'économie de la gratuité, vers l'économie que j'appelle du « bon temps », de l'usage du temps. Ce qui fait qu'aujourd'hui, la vraie mutation intellectuelle, culturelle et idéologique, à laquelle la fondation que je préside travaille, parmi beaucoup d'autres, est le basculement d'une économie individualiste, égoïste, à une économie altruiste, en particulier à l'égard des autres générations. Lorsqu'on comprend qu'être altruiste est la meilleure façon d'être heureux, le problème des inégalités trouve une voie de réussite particulièrement optimiste.

BÉATRICE MATHIEU — Esther Duflo, vous êtes économiste, professeur au MIT où vous dirigez la chaire Abdul Latif Jameel sur la réduction de la pauvreté dans le monde et sur l'économie du développement. Voulez-vous répondre tout de suite à Jacques Attali ?

ESTHER DUFLO — Une manifestation de l'inégalité entre les hommes et les femmes, c'est qu'il y a une femme sur ce panel et que c'est la seule qui ait envoyé ses notes à l'avance comme le veut la coutume, ce qui la rend « prévisible » !

Je vais commencer par un « il faut », en m'excusant, car il apparaît aujourd'hui plus nettement que jamais que nous avons besoin de formes effectives de solidarité. C'est quelque chose que j'ai dit longtemps sur les pays en développement, que je continue à penser, mais dont l'importance est devenue de plus en plus manifeste y compris dans les pays riches. Au minimum, et on l'a vu dans les élections qui ont eu lieu au cours des 14 derniers mois, il s'agit d'un impératif politique : si nous ne sommes pas capables d'intégrer toute la nation, toutes les nations, dans une entreprise collective et solidaire, les explosions nous attendent très rapidement. Or, comme l'a fait remarquer monsieur Attali, nous avons très peu de bonnes



idées sur ce que peuvent être ces formes de solidarité. Et cela est vrai non seulement dans les pays pauvres mais encore plus dans les pays riches. En particulier, parce que dans les pays pauvres, on a fait des progrès au cours de ces 10 ou 20 dernières années. Aux États-Unis, par exemple, il existe des programmes qui sont censés aider ceux qui ont perdu leur emploi suite aux bouleversements du commerce extérieur. Ces programmes, ces outils existent, mais ils sont très peu utilisés et dépensent très peu d'argent. L'outil effectif de solidarité dans les régions où les gens ont perdu leur emploi suite à la concurrence chinoise par exemple, ce sont essentiellement les allocations handicapées qui deviennent, *de facto*, l'assurance chômage long terme plus que l'allocation chômage officielle qui, effectivement, du coup, ne devient plus rien du tout... et, à partir de ce moment-là, les gens ne se réinsèrent plus. Même avec *l'Obamacare*, dont on parle beaucoup aux États-Unis en ce moment, la forme principale de soins, pour les pauvres et même les pas-si-pauvres, c'est la visite aux urgences dans les hôpitaux. Or, il est très dangereux d'utiliser les outils qui ont été pensés pour d'autres objectifs. Par exemple, les gens qui ont besoin d'une allocation handicapée et vont rendre leur handicap plus important qu'il n'est en réalité, finissent par se sentir, extrêmement humiliés, et par vivre le handicap à la hauteur qu'ils ont déclarée pour avoir une allocation plus importante.

En Europe, les formations tout au long de la vie, qui sont la contrepartie essentielle des insuffisances économiques actuelles, l'idée de flexisécurité, etc., se déclinent en pratique sous la forme de formations qui sont proposées aux chômeurs quand ils ont perdu leur emploi. Or ces formations ont du mal à recruter des gens et il devient difficile de savoir si elles sont efficaces ou non. En Inde, et dans d'autres pays en développement, beaucoup de progrès ont été accomplis mais il reste beaucoup à faire. Jacques Attali l'a dit, le système d'éducation est un échec complet. Les solutions miracles

comme le microcrédit se sont avérées décevantes, et ne sortent pas la majorité des gens de la pauvreté. Les nouvelles solutions miracles comme le revenu minimum universel, dont on parle beaucoup, seront peut-être plus efficaces, mais aujourd'hui, on n'en sait tout simplement rien. Pour faire des progrès, il va falloir innover, évaluer, se tromper, recommencer, non pas en chambre, mais dans la réalité du terrain. Les pays riches doivent apprendre à le faire car ils sont plutôt en retard par rapport aux pays pauvres sur cette capacité d'innover. Ils doivent apprendre à faire ça chez eux. Ils peuvent aussi aider les pays pauvres à le faire, en se servant de l'aide au développement comme une force de capital-risque ou de fonds, un peu à la manière des *ventures capitalists*...

QUESTION DU PUBLIC — On demande un monde avec plus de solidarité et en même temps on adhère à la politique d'Emmanuel Macron qui va vers plus de libéralisme, vers un monde plus centré sur l'individu. Or, j'ai l'impression, que pour avoir de la solidarité, il faut plus de lien social, il faut que l'individu soit tourné, non plus vers lui-même, mais vers le collectif. Comment est-ce qu'une politique qui tend de *facto* vers plus d'individualisme peut vouloir en même temps plus de solidarité ?

JACQUES ATTALI — Je vais répondre de façon générale puisque j'ai pris le parti de ne pas commenter la politique française jusqu'au mois de septembre et je vais m'y tenir. Oui, je pense comme vous qu'il y a depuis longtemps dans nos sociétés un vrai danger de voir l'individualisme triompher. C'est en effet une tendance longue, depuis, disons, la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de voir le « moi d'abord » s'installer. Il est très frappant de voir que le « moi d'abord » est une règle dominante dans l'idéologie de la publicité, dans l'idéologie du narcissisme individualiste, dans l'idéologie bouddhiste,

dans l'idéologie des extrémistes, « moi d'abord », c'est le protectionnisme, c'est la France et pas l'Europe. C'est une idéologie transversale, qui rejoint les populistes et les *marketers* de façon extrêmement dangereuse. Mais c'est vrai aussi qu'on assiste à un grand basculement idéologique, en particulier dans la jeunesse, celle qui agit au travers de ce que nous appelons « les start-ups positives », c'est-à-dire les entreprises qui pensent que la meilleure façon de construire une vie qui ait du sens, c'est de s'intéresser aux autres et que la meilleure façon de devenir soi-même, c'est d'aider les autres à devenir eux-mêmes. Ce basculement vers l'altruisme est en marche. Mais comme dans toutes les mutations idéologiques, c'est long, c'est un accouchement qui va prendre du temps, il y aura des échecs, des erreurs, des caricatures et ça viendra peut-être trop tard. Mais je suis, là encore, extrêmement optimiste. Je pense que ce basculement a eu lieu, a lieu, aura lieu, ne serait-ce que parce que nous y avons intérêt.

BÉATRICE MATHIEU — Pierre-André de Chalendar, vous êtes Président Directeur Général de Saint-Gobain. Les entreprises font partie des nouveaux acteurs de la solidarité. Les fondations d'entreprises se multiplient, et les grands groupes mettent en place des politiques de responsabilité sociale et environnementale. Quel rôle les entreprises ont-elles à jouer, notamment par rapport à la crise climatique ? Et faut-il réinventer de nouveaux partenariats public-privé ?

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Je pense que les inégalités climatiques sont probablement le sujet le plus important, avec l'eau, peut-être, des années qui viennent. Les inégalités climatiques s'aggravent et elles sont doubles. D'abord, ce sont les pays riches qui polluent le plus, même si c'est là que porte le plus gros des efforts. Trois chiffres : un Américain moyen émet 13,5 millions tonnes de CO<sub>2</sub> par an, un

Brésilien 2,5 et un Éthiopien 100 000 tonnes. Dans le même temps, ce sont les pays émergents qui vont le plus souffrir. Ce sont les pays émergents qui vont couler, qui vont brûler, qui vont s'assécher, et avec eux des millions de personnes seront forcées de s'exiler. On voit bien que pour traiter ce sujet, on a tous un rôle à jouer. J'aimerais revenir une seconde sur ce moment un peu particulier qu'a été l'accord de Paris, en 2015; moment particulier parce qu'on a vu se rejoindre les ONG, qui sont de moins en moins idéologiques et jouent un rôle d'aiguillon absolument fondamental, les États qui sont très importants pour tout ce qui relève des signaux à donner, et les entreprises. Ça, c'est nouveau. On leur a enfin donné la parole. On a compris que les entreprises n'étaient pas uniquement le problème, mais qu'elles étaient un élément fondamental de la solution. C'est aussi le cas des villes, qui ont fait des efforts considérables que j'aimerais ici saluer. En la matière, la France a, comme dans bien des domaines, montré l'exemple. Je crois que le rôle d'Anne Hidalgo, en ce moment, est très important. C'est dans les villes que se concentre et va se concentrer de plus en plus l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre. L'accord de Paris a été un moment très particulier. Sera-t-il unique, aura-t-il une suite? Les positions prises par les États-Unis ne sont certes pas encourageantes, mais elles ne me semblent pas décisives. D'abord, comme l'a dit magnifiquement Thomas Pesquet<sup>1</sup>, il faut y croire. Cette confiance ne relève pas uniquement de la méthode Coué, bien que cette méthode ait fait ses preuves et puisse ici jouer un rôle! Deuxièmement, je crois que le mouvement est parti. J'en veux pour preuve l'élan impressionnant qui s'est créé en réaction aux prises de positions du président américain sur l'accord de Paris, non seulement du monde de la finance, mais de l'ensemble des parties prenantes avec notamment, cette

---

1. Voir l'entretien avec Thomas Pesquet, Acte II, session 1.

pétition<sup>2</sup> *We are still in* à laquelle Saint-Gobain s'est associé. Je crois que paradoxalement à cause ou grâce à ce « contretemps », les États-Unis vont faire plus de progrès que si Donald Trump ne s'était pas retiré de l'accord de Paris et que la mobilisation va être encore plus forte. Le rôle des entreprises et du monde de la finance y jouera un rôle de galvaniseur très important.

Donc je suis optimiste, même si les inégalités ont tendance à s'accroître, même si l'exercice de l'ensemble de ces solidarités n'est pas facile parce que les États eux-mêmes dépendent les uns des autres. Il faudra donc de plus en plus de supranational, car, oui, je pense qu'on peut créer de nouvelles solidarités, dans la suite de l'accord de Paris, au niveau mondial.

BÉATRICE MATHIEU — Geoffrey Lamb, vous êtes le *chief advisor* de la fondation de Bill et Melinda Gates. Je vous pose la même question qu'à Pierre-André de Chalendar, quel est le rôle des entreprises et des fondations d'entreprise dans ces actions, dans ces politiques de solidarité ?

GEOFFREY LAMB — I would not claim to be able to say what corporations should do, but let me make one point. There is a reference to schizophrenia about inequality and personal individualism in reference to altruism. Let me talk a bit about incentives. One of the things that has happened, and the Paris Agreement is a great example of this, is that we saw that corporations, private sector individuals, NGOs and governments realized that they had incentives to cooperate and to move towards new forms of global solidarity. That agreement is still imperfect and still incomplete and the US has withdrawn from it, but what one notices is that major American corporations, states and cities have not withdrawn from their commitments under that agreement, because they realize the

2. Pétition signée en juin 2017 par plus de 2 300 universitaires, chefs d'entreprises, politiques, etc. pour confirmer leur soutien irréversible à la cause du climat.

common incentives they have to collaborate on questions as important as climate and the environment.

We have seen in the last 20 to 25 years the biggest single reduction in poverty in human history. That has been not only because of China, although that has been a huge contributor to the aggregate numbers, but we have seen huge advances in which, going back to the reference to development aid, aid has played a part. Aid has not by any means been responsible for achieving this reduction, but it has been a facilitator and sometimes an innovator. Therefore, we have examples where a combination of animal spirits, public capital and the application of labor have transformed opportunities and created incentives for us to do more at a new stage of globalization and global solidarity.

I would make two points in this initial intervention. Firstly, we definitely have to have a re-capacity of the state. The initiative for further advances in poverty reduction has to come, ultimately, from the states and countries that are in the forefront themselves, so we have to acknowledge that the driver will come from the leadership, responsibility and accountability which already exist in those states.

Secondly, we have to create space for innovation. Instead of the tired old set-up of donors and recipients, whether from the private sector or the public sector and whether philanthropies are accountable or should be under more controls, we have to see that there has to be a collaboration which brings these parties to the table.

I would just mention one example from outside the environment and climate change sector which is a great model: in the last 15 years we have had unparalleled progress in the vaccination of children and the reduction of child deaths, primarily through the Global Alliance for Vaccines and Immunization. That initiative is bringing corporations, including large vaccine manufacturers, to the table by providing

them the incentive of a much larger market, and asking from them in exchange huge concessions in price. That has been largely successful. It has brought government donors to the table to make very large investments in vaccination for children, and it has brought developing countries, the "aid recipients" in the old style, to commit that while they are finding it tough to introduce vaccines now, and need us to help them, over time they will pay more and more of the proportion of those vaccines, until in the end they are vaccinating their own children at reasonable cost and preventing millions of childhood deaths. That is a model we have to build on and replicate in other fields.

BÉATRICE MATHIEU — Esther Duflo, une réaction aux propos de Geoffrey Lamb et notamment, à propos d'innovation ?

ESTHER DUFLO — Je suis d'accord sur tous les points, essentiellement. Par exemple, pour rebondir sur la question de la vaccination, Gavi<sup>3</sup> a fait un effort absolument énorme pour mettre les vaccins à la disposition des pays, de s'assurer qu'il y ait au moins tous les vaccins essentiels, et de travailler sur de nouveaux vaccins dans le futur, et, malgré tous ces efforts des gouvernements, des entreprises, on voit dans certains endroits que les taux de vaccination sont beaucoup plus faibles que ceux auxquels on pourrait s'attendre, par exemple en Inde, en particulier, au nord du pays. Pourtant l'Inde est un pays en pleine croissance, qui a certainement l'argent pour vacciner ces enfants. C'est qu'on voit l'importance d'aller jusqu'au bout de la réflexion. Pour cela, il faut comprendre les

---

3. Gavi est une association fondée par l'OMS qui fonctionne sur un modèle de partenariat public-privé soutenue entre autres par la fondation Bill et Melinda Gates, par l'Unicef et la Banque mondiale. Depuis sa création en 2011, elle a permis de vacciner plus de 250 millions d'enfants.

motivations des agents, et l'articulation entre l'individuel et le collectif et même l'international : en l'occurrence que faut-il faire exactement ? Qu'est-ce qui n'a pas été fait ? Quelle serait la bonne manière de présenter le programme de vaccination pour que, spécifiquement, en Inde, ou dans le nord de l'Inde les gens accèdent à cette infrastructure qui leur est proposée. Il faut aller jusqu'aux détails qui paraissent les plus anodins, à priori, mais qui font toute la différence entre un programme qui marche et un programme qui ne marche pas, ce qui implique entre autres de convaincre et d'inclure les gouvernements et les acteurs.

QUESTION DU PUBLIC — Je suis administrateur d'un *social business* dans l'eau potable et je me demande si la gestion des dons ne devrait pas passer par ces *social businesses* qui s'adressent à ces entrepreneurs des pays pauvres.

JACQUES ATTALI — C'est très important de voir apparaître une nouvelle catégorie d'entreprises dont la seule fonction, la seule mission sociale, est, légalement, de satisfaire les intérêts d'un actionnaire, même si les entreprises ont d'autres centres d'intérêt, d'autres objectifs, et les ONG qui vivent de dons et qui naturellement ne s'équilibrent pas. La naissance d'entreprises dont le but est, ce que nous appelons positif, qui travaillent dans l'intérêt des générations suivantes, et qui doivent aussi être rentables, est très importante. Il y a des pays où des statuts ont été créés pour ces entreprises. Ce n'est pas encore le cas en France pour ces entreprises que vous appelez *social businesses*, et que nous appelons « entreprises positives » qui ont d'autres missions que la satisfaction des actionnaires. Je suis convaincu qu'il y a là une piste très importante. Vous avez parlé du secteur de l'eau, mais elles existent aussi dans le secteur de l'éducation ou dans celui du handicap. Il y a une start-up très récente en Inde, qui me fascine. Elle est fondée sur une technique dérivée de



l'intelligence artificielle qui permet de prédire dans quel village vont être enlevées les filles de 6 ans ; je rappelle qu'en Inde une petite fille de six ans est enlevée toutes les trois minutes pour compenser le *gender gap*. Cette petite start-up va être rentable, et relève évidemment du *social business*. Il y a là un potentiel de ce que nous appelons des start-ups positives, dont on a fait venir certaines ici, grâce à l'appui du Cercle des économistes, qui représentent à terme, un changement considérable du modèle de développement. De même que le capitalisme est né dans les interstices du féodalisme, le *social business* est en train de naître dans les interstices du capitalisme et va profondément le transformer.

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Dans le domaine non pas du *social business* au sens strict, mais des solidarités, je rappellerai qu'il y a en France 14 millions de bénévoles actifs et que ce nombre augmente de façon régulière. Beaucoup d'entreprises qui ont pour toutes sortes d'autres raisons besoin de donner de plus en plus de sens à leur activité, commencent à capter et à essayer de participer à ce mouvement très important. Sur ces 14 millions de bénévoles, beaucoup travaillent dans les entreprises. C'est donc encore un moyen d'insérer des actions de solidarité dans l'environnement de l'entreprise. Saint-Gobain a ainsi créé une fondation d'entreprise qui a pour objet de parrainer les actions des salariés de Saint-Gobain dans nos domaines d'activité. Je crois que c'est complémentaire de cette économie sociale et solidaire, qui ne pourra pas à elle seule régler tous les problèmes.

AKIKO SUWA-EISENMANN — J'ai une question sur les migrations dont on parle souvent de manière macro-économique. Mais qu'est-ce qu'on peut faire au niveau micro, c'est-à-dire au niveau des individus aussi bien des pays d'accueil que des pays de départ ?

ESTHER DUFLO — En fait, il y a beaucoup moins de migrations que ce à quoi on pourrait s'attendre étant donné les différences énormes de qualité de vie entre les pays. Il y a des barrières légales à la migration évidemment qui la limitent, mais même dans des pays où les gens, par exemple, habitent des régions rurales, où il n'y a pas de barrière interne à la migration, et malgré des différences de niveau de vie énormes qui sont accentuées par les phénomènes climatiques, il faut garder à l'esprit que la plupart des gens restent chez eux parce que justement c'est chez eux et qu'il est très difficile de s'installer dans un nouvel endroit. Une espèce d'afflux massif de migrants n'est pas une probabilité, en tout cas pas planétaire, bien que cela puisse exister en particulier à cause du climat.

Dans certains pays du monde, il n'y a pas assez de migration. Une expérience a été menée au Bangladesh où, dans les périodes de famine, juste avant la récolte, les gens meurent littéralement de faim, et même là, ils bougent très peu. Une association a commencé à leur donner un peu d'argent, de l'ordre de huit dollars, pour leur payer le ticket de bus et leur permettre d'aller soit dans les villes, soit dans d'autres régions rurales qui ne sont pas sur les mêmes rythmes agricoles. Cette initiative a eu des effets énormes sur la qualité de leur vie et celle de leur famille.

Quand on pense aux individus qui migrent, il faut penser à leur accompagnement, mais il faut aussi penser aux individus qui ne migrent pas et se demander, si finalement, ce qu'on doit rechercher, ce ne serait pas plus de migration, dans des conditions évidemment, qui soient possibles, à la fois pour les migrants et pour ceux qui les reçoivent.

JACQUES ATTALI — Je suis d'accord avec beaucoup de choses que vient de dire Esther Duflo ! ... Mais je ne suis pas d'accord sur l'essentiel ! Je suis d'accord en particulier sur le fait qu'on a besoin de beaucoup de migrations, beaucoup

plus qu'on en a, et sur le fait qu'il y a peu de migrations en ce moment, en tout cas de migrations Sud-Nord, et Nord-Sud. Mais les migrations Nord-Nord et Sud-Sud, sont très importantes. En particulier, nous sommes aujourd'hui en train de voir que l'humanité qui est à 50 % urbaine, le sera aux deux-tiers. Surtout, et c'est très important, 40 % de la population du monde habitent sur le littoral et ce seront bientôt 70 % précisément au moment où le niveau de l'eau va remonter. 70 % de l'humanité va se trouver pris au piège de la côte. C'est un enjeu considérable que vous, Ibrahim Assane Mayaki, connaissez mieux que personne. Il faut se préparer, dans nos pays, en particulier, à changer complètement notre perspective. Nous avons besoin de migrants. La migration est une chose positive, il faut se préparer à l'accueillir et à voir en quoi elle est positive.

Rappelons-nous qu'en Europe nous sommes 500 millions, et que si nous accueillions 1 % par an de migrants, cela représenterait 5 millions de personnes, alors que nous en accueillons moins de 500 000, mis à part le cas particulier d'une année en Allemagne. Il faut vraiment commencer à changer de perspective. Trop peu de travail intellectuel et économique a été fait sur ce sujet, pour montrer que nous avons intérêt à long terme à accueillir l'immigration, en particulier en Europe.

BÉATRICE MATHIEU — Ibrahim Assane Mayaki, vous êtes secrétaire exécutif du NEPAD, qui est le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Vous m'avez dit que beaucoup d'argent arrive aujourd'hui au Sud-Soudan. Mais alors qu'il y a une crise alimentaire dramatique, cet argent est mal réparti, il y a un grave problème de coordination de l'aide. Comment mettre en place une vraie coordination de ces politiques de solidarité pour que ces sommes soient utilisées efficacement ?

IBRAHIM ASSANE MAYAKI — Je vais parler du contexte africain qui est celui que je connais le mieux. C'est vrai, que se pose au Sud-Soudan le problème de la capacité de l'État à gérer cette manne financière importante qui a envahi la région sans que les capacités locales existent pour y faire face.

Mais je voudrais d'abord donner l'exemple d'un pays africain qui était considéré comme un modèle de développement. Très bonne production agricole, très bons ports, des routes qui n'étaient pas mauvaises, scolarisation exemplaire des filles, forte pénétration de l'internet. Ce pays, c'était la Tunisie. Et la Tunisie a implosé. Toutes les solutions techniques permettant à la Tunisie de se développer avaient été mises en place, mais les inégalités et le type de gouvernance qui existait en Tunisie ont fait imploser la Tunisie.

Deuxième exemple, la République Centrafricaine et le Botswana<sup>4</sup>. Superficies et densité de ressources comparables. Les deux pays accèdent à l'indépendance presque au même moment avec le même PIB de 400 dollars par habitant. Vingt ans plus tard, le Botswana a un PIB de 8 000 dollars/capita, tandis que la République Centrafricaine a divisé le sien par deux. Alors quelle est la différence entre la République Centrafricaine et le Botswana, deux pays du même continent ? C'est qu'au Botswana, la définition des politiques publiques a été inclusive dès le départ. En Centrafrique, il n'y a pas d'État et tous les épisodes de gouvernance ont été totalement chaotiques. Alors, ces deux exemples, la Tunisie, d'une part, et la République Centrafricaine vs le Botswana, démontrent que la gestion des inégalités ne pourra pas se faire sans un système de gouvernance approprié. Rappelons-nous que l'âge médian en Afrique oscille entre 15 et 19 ans, avec 75 % de la population

---

4. Sous protectorat britannique depuis 1861, le Botswana devient indépendant en 1966. Devenu République centrafricaine le 1<sup>er</sup> décembre 1958, le pays obtient son indépendance de la France en août 1960.

en-dessous de 25 ans et il est évident que le système de gouvernance doit s'appliquer à ce type de pyramide des âges et associer cette population à la définition des politiques publiques, parce que ces jeunes Africains ne veulent pas entendre parler de solution à long terme, ils veulent des résultats à court terme. Les résultats à court terme étant impossibles, ces jeunes doivent être associés à la définition des solutions à long terme. C'est un mode de gouvernance que nos décideurs politiques devront absolument intégrer.

Deuxième point, la dimension locale. On a trop insisté sur le rôle de l'État central en négligeant totalement la dimension décentralisée. La résolution des inégalités, c'est d'abord au niveau local qu'elle se perçoit. C'est donc par la participation des acteurs au niveau local qu'on parviendra à les réduire. Évidemment, le secteur privé est tout à fait essentiel, parce que n'oublions pas qu'une bonne partie de nos économies relève de l'informel. Mais il y a dans ces pays une fondamentale volonté d'entreprendre dans le secteur informel qui n'est pas suffisamment captée par les États centraux.

Enfin, jusqu'à récemment, le visage de la solidarité pour l'Africain moyen, c'était la solidarité internationale, c'était l'aide, or nous savons tous que l'aide est en voie de réduction drastique, que des acteurs nouveaux émergent et que les nouvelles formes de l'aide sont de plus en plus utilisées comme un facteur catalytique permettant le développement d'innovations institutionnelles et la participation du secteur privé. L'innovation institutionnelle devra concilier solutions techniques et solutions politiques.

QUESTION DU PUBLIC — Thomas Pesquet parlait de l'éducation, quels sont les programmes de scolarisation qui ont fait leurs preuves dans ces pays. Ou y a-t-il encore beaucoup d'efforts à faire sur ce sujet ?

GEOFFREY LAMB — The main schooling system that we need in all countries but certainly in poor countries is schooling for girls. We know that the return on education for girls is disproportionately high, and that the barriers to women's participation in the labor force and in society depend crucially on education, so rather than talk about particular experiments or particular models, just in terms of aggregate numbers, that is where the priority should be.

ESTHER DUFLO — Je crois que de manière générale, le seul fait de faire venir les enfants à l'école est déjà un énorme progrès dans la plupart des pays. Aujourd'hui la scolarisation des filles et des garçons est quasiment universelle au niveau primaire et, avec les nouveaux objectifs du Millénaire, l'ambition est d'aller vers une scolarisation universelle au niveau du secondaire également. Il y a des progrès, ils sont plus lents que pour le primaire, et plus lents pour les filles que pour les garçons.

Le grand échec, malheureusement, c'est qu'une fois que ces enfants sont à l'école, on a beaucoup de mal à leur apprendre quoi que ce soit. Ce qui est intéressant, c'est qu'on comprend de mieux en mieux pourquoi, et on comprend de mieux en mieux ce qu'il faudrait faire. En fait, il faudrait prendre les enfants au niveau où ils sont quand ils arrivent et, politiquement, c'est un combat. Les pays qui ont le mieux réussi sont ceux qui ont pris cet objectif à cœur.

QUESTION DU PUBLIC — Vous avez beaucoup parlé de l'importance des États, mais comment faire revenir les individus dans la vie politique, et dans la problématique de cette solidarité, en tout cas dans les pays riches ? Ça commence aussi dans les entreprises. Est-ce que les gens ne sont finalement pas plus heureux, même plus efficaces quand ils ont cette dimension de solidarité ?

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Dans le monde de l'entreprise, on assiste à une évolution du cadre physique des solidarités. Nous sommes en train de passer d'un monde où l'entreprise était physiquement le cadre de la solidarité, avec, si je puis dire, une unité de temps, d'espace et de lieu, vers des espaces de solidarité, qui vont éclater à cause des nouvelles technologies. Le numérique fait bouger complètement les organisations et crée de nouveaux espaces de solidarité, des communautés virtuelles qui sont tout à fait d'un autre ordre. Il y a un vrai changement dans la manière d'exercer les solidarités de l'entreprise. Je pense que de nouvelles solidarités doivent et peuvent se recréer, en prenant en compte que toutes ces mutations engendrent de nouvelles inégalités.

IBRAHIM ASSANE MAYAKI — C'est effectivement capital. Globalement, l'Afrique produit moins de 30 000 ingénieurs par an, de l'Égypte à l'Afrique du Sud. La France en produit beaucoup plus. Il est évident que l'industrialisation de l'Afrique ne peut pas se faire avec ce taux de production d'ingénieurs et l'éducation est absolument primordiale.

PIERRE JACQUET — Pour conclure rapidement, je retiens quatre points principaux de ce débat. Premièrement, l'importance de réinventer le rôle de l'État, et je crois que c'est en effet très fondamental ; mais c'est un rôle de l'État très différent de celui qu'on a connu, un rôle de l'État investigateur, leader, coordinateur, et, cela vaut au Nord comme au Sud. Les problèmes de gouvernance, de coordination ne se posent pas seulement dans les pays en développement. Sur ce point de l'innovation des politiques publiques, je vous renvoie au débat que nous avons eu dans l'une des sessions de ces rencontres sur le rôle et les implications de la concurrence entre les entreprises et entre les États. Je crois que pour innover, pour trouver des politiques publiques qui vont dans le sens de

plus de solidarité, la concurrence peut être extrêmement productive; et s'il y a concurrence entre États, elle n'est pas tellement au plan économique, elle est au plan de la conception des politiques publiques.

Deuxièmement, on a beaucoup parlé d'état d'esprit. Finalement, ce que nous dit Jacques Attali, c'est que si on arrive à développer cet état d'esprit de l'altruisme, l'altruisme devient un projet individuel et l'opposition entre individualisme et altruisme disparaît. La recherche du sens dont il a été question est exactement ce qui se trouve au cœur des projets professionnels des jeunes, c'est une force de changement extrêmement importante.

Troisième point, le rôle de l'innovation, le rôle des idées. Il est important de libérer l'espace de l'innovation, dans les pays en développement comme dans les pays développés. Dans ce domaine, l'aide joue toujours un rôle très important, mais il faut noter qu'il se passe beaucoup de choses dans les pays en développement. Les initiatives qui y voient le jour pour aborder des défis souvent partagés par les pays développés méritent d'être suivies et documentées et peuvent aussi inspirer les innovations ailleurs, y compris dans les pays développés.

Un mot pour terminer sur le rôle des partenariats public-privé, dont la nature et le sens sont appelés à profondément évoluer. La nouvelle vision nécessaire implique un renouvellement du concept bien au-delà de la vision traditionnelle étroite, contractuelle de provision de services particuliers. Elle s'inscrit dans une logique dans laquelle, finalement, tous les acteurs, publics comme privés, ont intérêt à contribuer au bien public et trouvent la façon de coordonner leurs actions. On a notamment beaucoup parlé du rôle des entreprises dans ces rencontres. Au-delà de leur métier, qui implique de faire du profit sur ce qu'elles font, il est important qu'elles jouent leur rôle dans l'insertion sociale et contribuent à l'évolution vers des sociétés plus solidaires.



Achevé d'imprimer en décembre 2017  
sur les presses de Wagram Éditions  
95870 Bezons

*Imprimé en France*

Wagram Éditions est titulaire de la marque Imprim'Vert